

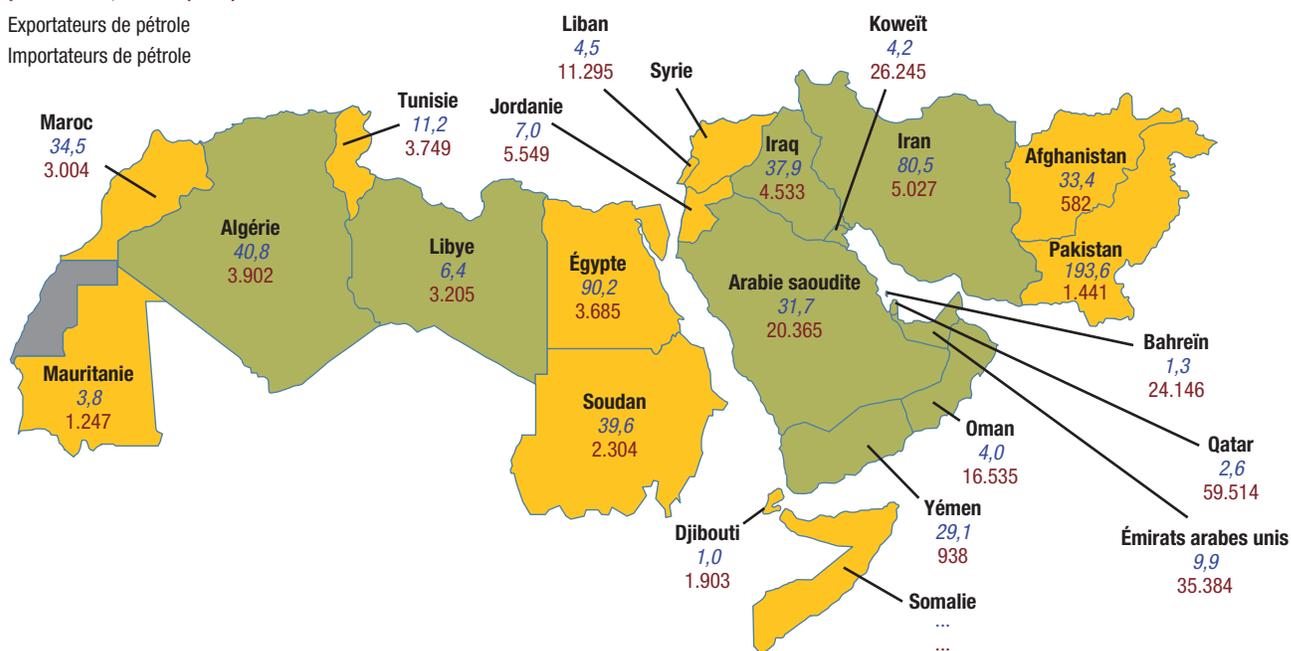
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Population, millions d'habitants (2016)

PIB par habitant, dollars (2016)

- Exportateurs de pétrole
- Importateurs de pétrole



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales*; Microsoft Map Land.

Note : Les noms des pays et les frontières ne traduisent pas nécessairement la position officielle du FMI.

L'appartenance du territoire indiqué en gris fait l'objet d'un différend.

Région MOANAP : Principaux points

Malgré le renforcement de la reprise mondiale, les perspectives économiques de la région MOANAP restent relativement timides en raison de l'adaptation au faible niveau des prix du pétrole et des conflits régionaux. Dans les pays exportateurs de pétrole, la faiblesse des cours et l'ajustement budgétaire continuent de peser sur la croissance non pétrolière, tandis que la croissance globale subit aussi les effets de l'accord de réduction de la production de brut impulsé par l'OPEP. S'agissant des pays importateurs de pétrole, la croissance devrait s'accélérer grâce au renforcement de la demande intérieure et à un redressement conjoncturel de l'économie mondiale. Cependant, à 2,6 % en 2017 — niveau inchangé par rapport à la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* de mai 2017 —, la croissance de la région MOANAP sera inférieure de moitié environ à celle enregistrée en 2016, principalement en raison du comportement des pays exportateurs de pétrole. Elle devrait progressivement gagner en vigueur à moyen terme dans la plupart des pays de la région, mais dans bien des cas elle restera inférieure au niveau nécessaire pour faire reculer efficacement le chômage. Les réformes structurelles doivent s'intensifier pour profiter de la conjoncture favorable offerte par le renforcement de la reprise mondiale et pour assurer une croissance plus forte, plus inclusive et durable.

Exportateurs de pétrole : poursuivre le rééquilibrage budgétaire et la diversification de l'économie

Les cours du pétrole restent faibles malgré la généralisation des baisses de production décidées sous l'impulsion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les exportateurs continuent de s'adapter à la faiblesse des cours, laquelle a freiné la croissance et contribué au creusement des déficits budgétaires et extérieurs. La croissance globale au sein des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) devrait descendre

à 0,5 % en 2017, du fait de la réduction de la production de brut résultant de l'accord impulsé par l'OPEP. En revanche, la croissance hors pétrole devrait remonter à environ 2,6 % en 2017 et 2,4 % en 2018 en raison d'un ralentissement général de l'assainissement budgétaire. La croissance pétrolière et non pétrolière des pays du CCG a été revue à la baisse depuis la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* de mai 2017. En Algérie, la croissance devrait ralentir à 1,5 % en 2017, puis descendre à 0,8 % en 2018, sous l'effet de la compression projetée des dépenses publiques, avant de se redresser à moyen terme. En Iran, la croissance devrait marquer un repli à 3,5 % cette année, car l'impulsion donnée à la production pétrolière après la levée des sanctions perd de son intensité. La situation sécuritaire et les contraintes de capacité de production de pétrole continuent de peser sur les perspectives de croissance de l'Iraq, de la Libye et du Yémen.

Face à la réalité du repli des cours du brut, il est d'autant plus urgent que les pays exportateurs cessent de privilégier la redistribution des recettes pétrolières par le biais de la dépense publique et des subventions énergétiques. Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont ainsi défini des stratégies ambitieuses de diversification, encore que les perspectives à moyen terme restent inférieures aux moyennes historiques sur fond de rééquilibrage budgétaire. Ces perspectives timides montrent combien il est nécessaire d'accélérer l'exécution des réformes structurelles.

Les pays exportateurs de pétrole doivent poursuivre la mise en œuvre de leurs plans de réduction du déficit budgétaire pour pouvoir préserver la viabilité des finances publiques et, dans certains cas, soutenir le régime de change. Le tassement des cours du pétrole a provoqué un important creusement des déficits budgétaires dans l'ensemble des pays exportateurs de la région MOANAP, de 1,1 % du PIB en 2014 à 10,6 % du PIB en 2016. Ce chiffre devrait toutefois descendre à 5,2 % du PIB cette année grâce à un modeste redressement des cours et à un travail considérable de réduction des

déficits. Cela étant, les progrès sont inégaux entre pays. Certains devront engager d'autres mesures de rééquilibrage budgétaire tout en protégeant les dépenses sociales et les crédits propices à la croissance. En tout état de cause, tous gagneraient à renforcer davantage leurs institutions et dispositifs budgétaires.

Les risques qui pèsent sur la croissance des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP restent de nature baissière. L'évolution des cours est certes sujette à de grandes incertitudes, mais, globalement, les risques relatifs à sa volatilité semblent plutôt être baissiers. À cela s'ajoute la persistance des risques liés aux conflits régionaux et aux phénomènes géopolitiques. Des facteurs de dimension mondiale pourraient également agir sur la région, dont une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire américaine ainsi que les politiques de repli sur soi d'économies avancées. En revanche, des risques mondiaux de nature haussière — dont la probabilité d'une reprise mondiale plus forte et plus durable — pourraient contribuer à impulser la croissance dans la région.

Importateurs de pétrole : assurer la résilience et une croissance inclusive

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devraient afficher un taux de croissance de 4,3 % en 2017, soit un niveau nettement supérieur aux 3,6 % enregistrés en 2016. Cette expansion projetée — légèrement plus forte que la prévision de 4 % de la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* de mai 2017 — devrait être généralisée et la plupart de ces pays devraient connaître une accélération alimentée par la demande intérieure et par les exportations. À moyen terme, la croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait continuer de s'améliorer progressivement pour atteindre 4,4 % en 2018, puis une moyenne de 5,3 % en 2019–22. Ces taux ne suffiront cependant pas à créer des emplois à une échelle capable de combattre le chômage actuel ou d'absorber les millions de jeunes qui arriveront sur le marché du travail dans les prochaines années.

Le déficit budgétaire moyen des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait diminuer

légèrement de 6,8 % du PIB en 2016 à 6,6 % en 2017, puis à 5,6 % en 2018. Des vulnérabilités subsistent toutefois en raison des effets persistants d'une faible mobilisation de recettes et d'un niveau élevé de dépenses courantes (subventions et salaires) qui, dans la plupart des pays, ont poussé la dette publique au-delà de 50 % du PIB. Cette tendance est d'ailleurs exacerbée par l'effet des variations des valorisations consécutives à la dépréciation des monnaies, de la montée des paiements d'intérêt et du caractère atone de la croissance. Un travail soutenu de rééquilibrage budgétaire et de réforme s'impose pour corriger les vulnérabilités liées à la dette. Les niveaux d'endettement devraient diminuer d'ici 2022 dans la plupart des pays compte tenu des rééquilibrages projetés, lesquels devraient passer par un ciblage précis des dépenses courantes pour protéger les dépenses sociales et accroître l'efficacité de l'investissement public afin d'atténuer les effets de contraction sur la croissance.

Malgré le rebond prévu de croissance, il convient d'accélérer de manière résolue l'exécution de réformes structurelles ambitieuses de manière à renforcer l'activité du secteur privé et de promouvoir une économie plus dynamique, plus compétitive et plus inclusive. Il sera essentiel d'améliorer le climat des affaires, notamment en rehaussant la qualité des infrastructures. Le Pacte pour l'Afrique récemment mis en place offre la possibilité de s'attaquer à ces obstacles. Les réformes du marché du travail et de l'éducation, l'amélioration de la productivité, et un meilleur accès à la finance auront également un rôle à jouer.

Les risques qui pèsent sur la croissance restent de nature baissière. Ces risques concernent notamment les conflits régionaux et la situation sécuritaire, les tensions sociales et le sentiment de saturation face aux réformes, ainsi que la vulnérabilité de l'activité agricole aux aléas climatiques et à l'évolution des prix. Parmi les facteurs liés à l'environnement mondial pouvant intervenir dans la région figurent l'éventualité d'un durcissement plus rapide des conditions financières mondiales et les politiques de repli sur soi d'économies avancées. En revanche, la probabilité d'une reprise plus forte de l'activité dans la zone euro et dans d'autres pays partenaires commerciaux contribuerait à impulser la croissance dans la région.

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–18
(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	2,8	2,7	5,0	2,6	3,5
Solde des transactions courantes	8,9	5,5	-3,7	-4,1	-1,9	-1,6
Solde budgétaire global	2,4	-3,1	-8,6	-9,3	-5,7	-4,6
Inflation (progression annuelle, %)	6,9	7,0	5,8	5,7	7,9	6,9
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	2,6	2,1	5,6	1,7	3,0
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,9	3,9	0,6	1,1	2,6	2,5
Solde des transactions courantes	12,9	8,8	-3,5	-3,6	-0,4	-0,2
Solde budgétaire global	6,2	-1,1	-9,3	-10,6	-5,2	-4,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,5	5,8	5,4	4,7	4,4	6,1
Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)						
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	3,3	3,8	2,2	0,5	2,2
<i>dont croissance hors pétrole</i>	7,0	5,4	3,8	1,8	2,6	2,4
Solde des transactions courantes	16,6	14,4	-2,4	-3,4	0,2	0,0
Solde budgétaire global	10,0	2,1	-9,2	-11,9	-6,3	-5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	2,6	2,5	2,9	0,8	4,2
Dont : exportateurs de pétrole non membres du CCG						
PIB réel (croissance annuelle)	5,2	1,7	0,1	9,5	3,1	3,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,7	2,0	-3,4	0,3	2,6	2,6
Solde des transactions courantes	7,5	-1,0	-5,3	-3,9	-1,6	-0,6
Solde budgétaire global	2,3	-4,8	-9,3	-9,1	-4,1	-3,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	13,5	9,6	8,8	6,7	8,3	8,3
Importateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,5	3,2	3,9	3,6	4,3	4,4
Solde des transactions courantes	-2,4	-4,2	-4,4	-5,3	-5,3	-4,8
Solde budgétaire global	-5,5	-7,3	-7,3	-6,8	-6,6	-5,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,0	9,4	6,7	7,7	15,0	8,3
MOAN¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	2,6	2,6	5,1	2,2	3,2
Solde des transactions courantes	9,6	6,0	-4,0	-4,4	-1,7	-1,3
Solde budgétaire global	3,2	-2,9	-9,1	-10,0	-5,7	-4,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,8	6,8	6,0	6,0	8,4	7,1
Monde arabe						
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	2,5	3,4	3,3	2,0	3,1
Solde des transactions courantes	10,6	6,4	-5,0	-5,9	-2,8	-2,3
Solde budgétaire global	3,6	-3,3	-10,7	-11,8	-6,6	-5,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,1	4,8	4,7	5,3	7,8	6,4

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données relatives à la période 2011–18 excluent la République arabe syrienne.

Notes : Les données se rapportent aux exercices pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin). Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen. Pays du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Pays exportateurs de pétrole non membres du CCG : Algérie, Iran, Iraq, Libye et Yémen. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie. Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : poursuivre l'assainissement budgétaire et la diversification¹

Les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) continuent de s'adapter à la baisse des cours du pétrole, qui a freiné la croissance et contribué à d'importants déficits budgétaires et extérieurs. Un fléchissement des cours a été observé récemment, malgré la prolongation des réductions de production arrêtée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et l'affermissement de la reprise mondiale. On assiste à un redressement général de la croissance hors pétrole, mais les perspectives de modération de la croissance à moyen terme soulignent la nécessité de poursuivre la diversification et le développement du secteur privé. La plupart des pays ont adopté des stratégies de diversification ambitieuses et établissent des programmes de réforme détaillés, mais ils devraient en accélérer la mise en œuvre, en particulier pour exploiter l'élan plus vigoureux de la croissance mondiale. Les pays exportateurs de pétrole devraient suivre leurs programmes de réduction des déficits pour préserver la stabilité budgétaire et, le cas échéant, soutenir l'arrimage de leur monnaie. Certains pays devront définir de nouvelles mesures d'assainissement budgétaire, tout en préservant les dépenses sociales et axées sur la croissance. Les risques d'instabilité financière semblent faibles même s'il subsiste des poches de vulnérabilité. Dans les pays en conflit, les perspectives demeurent très incertaines, la croissance étant subordonnée à la sécurité.

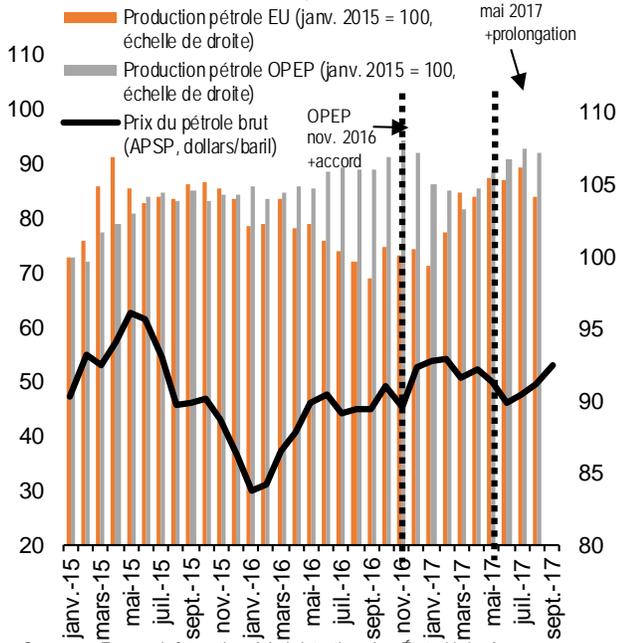
Les cours du pétrole devraient peu fluctuer

Le pétrole s'échange aux environs de 50–60 dollars le baril, contre en moyenne 43 dollars l'an dernier (graphique 1.1). En mai 2017, l'OPEP et plusieurs producteurs non membres de l'OPEP ont prorogé leur accord de réduction de la production jusqu'au premier trimestre 2018. Néanmoins, malgré cet accord étendu, les perspectives de prix ont été revues à la baisse depuis la Mise à jour de mai 2017 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* (graphique 1.2; voir également le dossier spécial sur les marchés des matières premières dans l'édition d'octobre 2017 des *Perspectives de l'économie mondiale*), l'hypothèse du FMI relative aux cours pétroliers à moyen terme et fondée sur le marché à terme demeurant proche des niveaux actuels.

¹Préparé par Bruno Versailles (auteur principal), Olumuyiwa Adedeji, Botir Baltabaev, Magali Pinat et Ling Zhu. Sebastián Herrador, Brian Hiland et Jorge de León Miranda ont apporté leur concours en matière de recherche.

Graphique 1.1
Pétrole : prix et production

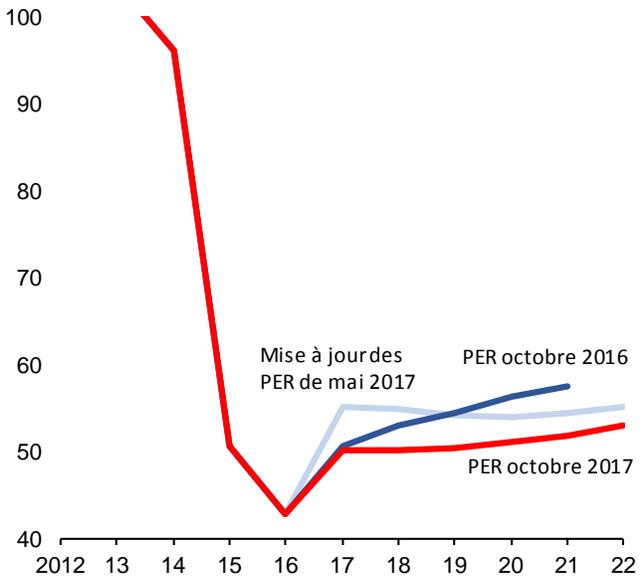
(APSP¹, dollars/baril et indice de production)



Sources : Energy Information Administration des États-Unis; Agence internationale de l'énergie.
¹APSP = cours comptant moyen du pétrole; moyenne des cours du U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

Graphique 1.2
Hypothèses pour les prix du pétrole

(APSP¹, dollars/baril)



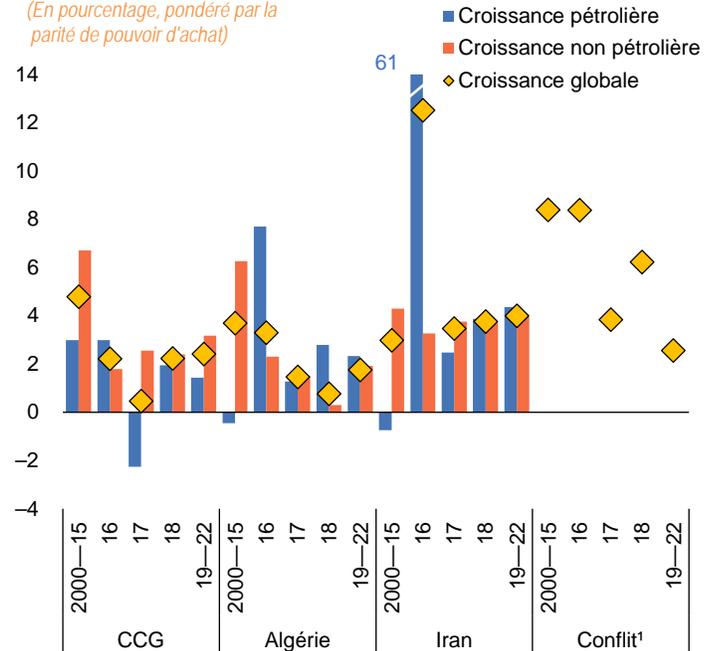
Source : calculs des services du FMI.
Note : PER = Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale.
¹APSP = cours comptant moyen du pétrole; moyenne des cours du U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

Des perspectives de croissance plus faibles

L'assainissement budgétaire, la production pétrolière et les conflits régionaux ont été les principaux déterminants de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Le bas niveau des cours mondiaux du pétrole continue d'avoir des répercussions sur la croissance hors pétrole, qui devrait rester en dessous des moyennes historiques (graphique 1.3). Parmi les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la croissance globale devrait atteindre son niveau le plus bas, à environ 0,5 % en 2017, du fait de l'accord piloté par l'OPEP, qui restreint la production. En revanche, la croissance hors pétrole devrait revenir à environ 2,6 % en 2017–18, car l'assainissement des finances publiques, qui a pesé de manière non négligeable sur la croissance durant les deux dernières années (graphique 1.4), tend à

Graphique 1.3
Croissance du PIB réel

(En pourcentage, pondéré par la parité de pouvoir d'achat)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Pays en conflit : Iraq, Libye et Yémen.

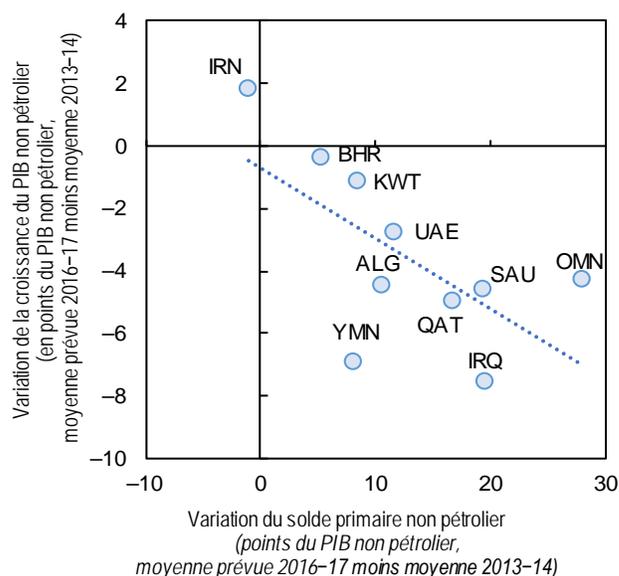
ralentir². Il reste que les projections concernant la croissance pétrolière et hors pétrole sont légèrement inférieures à celles de la Mise à jour de mai 2017 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

La faiblesse des cours du pétrole devrait aussi freiner la croissance à moyen terme : dans les pays du CCG, la croissance hors pétrole sera vraisemblablement modeste, à 3,4 % en 2022, inférieure environ de moitié aux 6,7 % de la période 2000–15. Les pays du CCG qui disposent de volants de sécurité plus confortables, comme les Émirats arabes unis et le Koweït, ajustent progressivement leur situation budgétaire, ce qui leur permet de garder leur croissance hors pétrole relativement stable. La crise diplomatique qui oppose le Qatar à plusieurs autres pays ne devrait avoir qu'une incidence limitée sur la croissance régionale à ce stade (encadré 1.1). Une crise prolongée pourrait toutefois affaiblir les perspectives de croissance à moyen terme, non seulement au Qatar mais aussi dans d'autres pays du CCG.

En ce qui concerne l'Algérie, l'un des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, la croissance devrait atteindre un creux (0,8 %) l'an prochain du fait des réductions de dépenses envisagées, pour remonter à 2,4 % d'ici 2022. Également dans ce groupe, l'Iran a réajusté à la hausse la croissance de son PIB en 2016, de 6,5 % à 12,5 %, après avoir modifié sa méthode de mesure et revu à la hausse la croissance non pétrolière. Cette année, la croissance iranienne devrait néanmoins chuter à 3,5 %, car l'augmentation de la production de pétrole liée à la fin des sanctions s'atténue.

Les perspectives des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP touchés par des conflits restent subordonnées aux conditions de sécurité et aux capacités de production. La production pétrolière de la Libye est passée à 1 million de barils par jour (mbl/j) à la mi-2017, en hausse notable par rapport à l'an dernier (0,4 mbl/j). En Iraq, la production, qui avait considérablement augmenté en 2016, stagne depuis le début de l'année. Les progrès dans la lutte contre l'État islamique aideront l'économie non pétrolière à redémarrer, même si le budget resserré de 2017 destiné à compenser de précédents dérapages budgétaires a entraîné une révision à la baisse des prévisions relatives à la croissance iraquienne hors pétrole en 2017 par rapport ce qu'indiquait la Mise à jour de mai 2017 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*. L'économie yéménite devrait à nouveau se contracter cette année. À moyen terme, la croissance des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en proie à des conflits devrait ralentir, car la hausse considérable de la production observée récemment limite les possibilités de nouveaux gains.

Graphique 1.4
L'assainissement budgétaire a freiné la croissance



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'élimination des subventions n'apparaît peut-être pas totalement dans le solde primaire non pétrolier du Bahreïn. Les codes pays sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

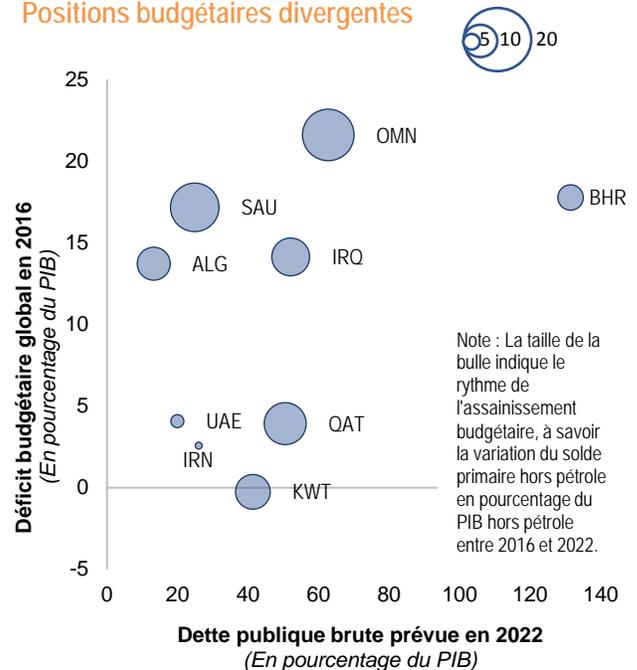
²Les soldes primaires hors pétrole ont progressé de 11,5 % entre 2014 et 2016, mais ne devraient augmenter que de 5,3 % pour la période 2016–18.

L'assainissement progressif des finances publiques devrait se poursuivre

La baisse des cours pétroliers a contribué à des déficits budgétaires élevés parmi les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Les déficits ont bondi de 1,1 % du PIB en 2014 à 10,6 % en 2016, mais devraient redescendre à 5,2 % cette année grâce au léger rétablissement des cours du pétrole et aux efforts notables de réduction des déficits. Sur la période 2018–22, les déficits cumulés devraient atteindre 320 milliards de dollars.

Dans la région MOANAP, les progrès restent toutefois inégaux d'un pays exportateur à l'autre (graphique 1.4) et, trois ans après la première chute des cours, les situations budgétaires et les perspectives varient. Environ la moitié de ces pays (Émirats arabes unis, Iran, Koweït, Qatar) affichaient un déficit budgétaire inférieur à 5 % du PIB en 2016, contre des déficits très supérieurs à 10 % pour l'autre moitié (graphique 1.5). Les pays à faible déficit disposent généralement de volants de sécurité substantiels (Émirats arabes unis, Koweït, Qatar) ou sont moins dépendants des recettes pétrolières (Iran) et prévoient une adaptation progressive de leurs budgets à la baisse des cours. L'Algérie et l'Arabie saoudite ont annoncé des programmes d'assainissement ambitieux, même si les deux pays pourraient opter pour un ajustement plus progressif à court terme afin de limiter les effets négatifs sur la croissance. D'autres pays, en revanche, devraient s'employer plus activement à réduire leur endettement (Bahreïn, Oman). Le plan budgétaire ambitieux de l'Iraq, appuyé par un accord de confirmation avec le FMI, vise à équilibrer le budget et réduire la dette à moyen terme. Cependant, aucun des exportateurs de pétrole de la région MOANAP, pas même ceux qui devraient théoriquement enregistrer des excédents à moyen terme, n'accumule assez de ressources pour préserver le bien-être économique des générations futures quand les réserves d'hydrocarbures seront épuisées.

Graphique 1.5
Positions budgétaires divergentes



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

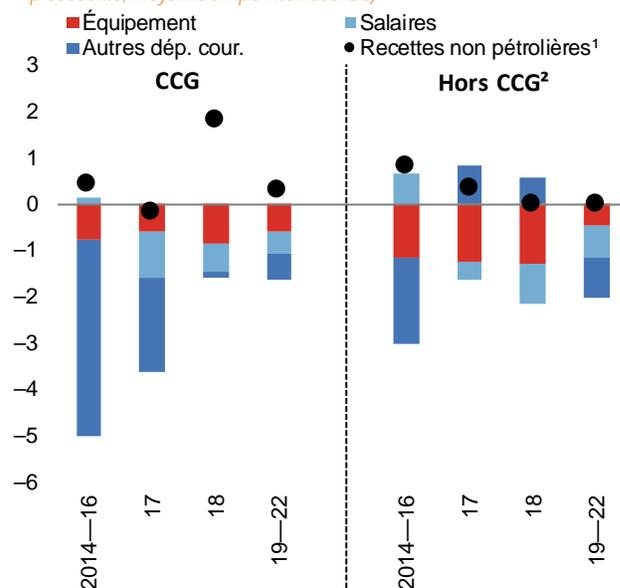
Les plans budgétaires des pays du CCG prévoient diverses mesures : nouvelles réductions des dépenses récurrentes non salariales, réduction de la masse salariale publique en pourcentage du PIB, nouvelles coupes dans les dépenses d'équipement, augmentation des recettes non pétrolières avec, en particulier,

l'introduction de taxes à la valeur ajoutée (prévues à compter de janvier 2018) et de droits d'accise (graphique 1.6)³. Les gouvernements devraient aussi profiter du faible niveau des cours pétroliers pour parachever les réformes des prix de l'énergie⁴. En ce qui concerne les pays non membres du CCG, l'assainissement prévu par l'Iraq se fonde essentiellement sur de nouvelles coupes dans les investissements publics et une modération des salaires. En Algérie aussi, l'ajustement cible principalement les dépenses, en particulier les investissements publics. En Iran, les efforts budgétaires visent notamment à élargir l'assiette de l'impôt pour diminuer la dépendance à l'égard des recettes pétrolières, ce qui créerait également une marge de manœuvre pour faire face à la hausse des dépenses liées au vieillissement, aux coûts potentiels de recapitalisation des banques et aux paiements d'intérêts résultant de la titrisation des arriérés.

L'assainissement budgétaire est favorisé par l'amélioration constante des cadres et institutions

budgétaires. À cet égard, des progrès très notables sont observés en ce qui concerne l'établissement de cadres budgétaires à moyen terme en Arabie saoudite, en Algérie, au Koweït et au Qatar, mais aussi aux Émirats arabes unis (au niveau fédéral et de chaque émirat). Des unités macrobudgétaires ont été mises en place en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, au Koweït, à Oman et au Qatar. En Iraq, l'identification et le traitement des arriérés et des garanties publiques progressent. Dans ces domaines, le FMI aide les pays membres en leur fournissant une assistance technique. Un nouveau modèle de gestion de la masse salariale publique, qui met l'accent sur la qualité des diagnostics, la complémentarité avec les autres réformes et la nécessité d'institutions adaptées, est indispensable pour stimuler une croissance solidaire et la viabilité des budgets dans la région (Tamirisa *et al.*, à paraître). Plus globalement, un renforcement de la gestion des finances publiques, consistant entre autres à améliorer la transparence et la responsabilisation, appuierait les efforts d'assainissement budgétaire et élargirait la marge de

Graphique 1.6
Variation des dépenses et des recettes non pétrolières
(En pourcentage du PIB non pétrolier, variation par rapport à l'année précédente, moyenne simple internationale)



Source : calculs des services du FMI.

¹La série relative aux recettes non pétrolières du Conseil de coopération du Golfe (CCG) exclut le Koweït en raison d'interruptions dans sa série relatives aux paiements des Nations Unies.

²Y compris Algérie, Iran et Iraq.

³Pour ne pas compromettre la croissance, l'assainissement des finances publiques devrait généralement prévoir d'augmenter les recettes non pétrolières, qui demeurent actuellement très basses dans la région (FMI, 2016a), de cibler les coupes dans les dépenses courantes, de poursuivre la réforme des subventions à l'énergie en protégeant les catégories les plus pauvres et d'améliorer l'efficacité des investissements publics. En règle générale, la meilleure solution est de panacher ces mesures en fonction de la situation particulière de chaque pays. Pour plus de détails, voir Sommer *et al.* (2016).

⁴Depuis quelques années, les pays exportateurs de pétrole de la région ont sensiblement réduit leurs subventions à l'énergie, du fait de la baisse des cours mondiaux et de l'adoption de nouveaux cadres nationaux de tarification des carburants. Dans les pays du CCG, les subventions à l'énergie avant impôt ont baissé de 116 milliards de dollars en 2014 à 47 milliards de dollars en 2016 selon des estimations (FMI, 2017). Des mécanismes de compensation sont mis en place en Arabie saoudite (pour l'énergie) et à Oman (pour le carburant ordinaire) et de nouvelles modifications sont apportées aux grilles de tarification.

manœuvre. L'Arabie saoudite a commencé à publier des rapports financiers trimestriels, ce qui constitue un net progrès en matière de transparence budgétaire.

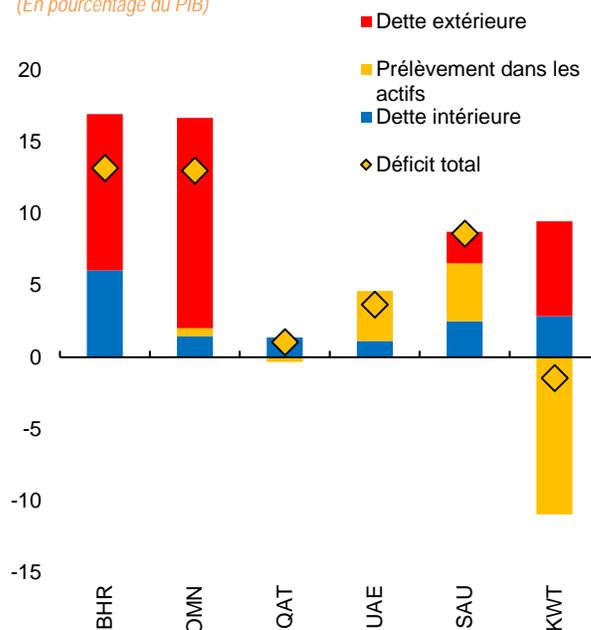
L'émission de créances reste la principale source de financement du déficit

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP continuent d'émettre des créances pour satisfaire les besoins de financement de leur budget. Les pays qui ont accès aux marchés financiers internationaux y ont largement recours : au premier semestre de 2017, les pays du CCG ont émis des créances pour un montant d'environ 30 milliards de dollars, car les conditions sur ces marchés restent favorables (graphique 1.7). Si les émissions internationales évitent d'évincer le crédit au secteur privé, en particulier étant donné les capacités limitées des marchés financiers intérieurs, les émissions intérieures peuvent favoriser le développement progressif d'un marché financier (par exemple en Arabie saoudite). Un recours accru au financement intérieur réduirait aussi les conséquences d'une détérioration des conditions sur les marchés internationaux. Dans certains cas, les pays se sont adressés aux marchés internationaux pour reconstituer leurs volants de sécurité.

En général, les décisions en matière d'emprunt et d'investissement doivent s'inscrire dans une vaste stratégie de gestion des actifs et des passifs qui tient compte de l'évolution et des risques macrofinanciers⁵. Pour favoriser cette approche, des bureaux de gestion de la dette ont été mis en place au Koweït, à Oman et en Arabie saoudite, et ont été renforcés à Abou Dhabi et à Dubaï. Il est possible de réduire les risques en émettant des créances à plus longue échéance (par exemple, Oman a émis une obligation à 30 ans en mars 2017), bien qu'il y ait des compromis en ce qui concerne le coût. En dehors de la région du CCG, les émissions intérieures de créances (y compris une certaine monétisation du déficit) constituent la stratégie de financement privilégiée, parce que les possibilités de financement extérieur sont plus limitées (Iran, Iraq, Libye, Yémen).

Graphique 1.7

Besoins de financement prévus dans le CCG¹, 2017 (En pourcentage du PIB)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

¹Un emprunt au-delà du montant du déficit budgétaire implique des créances à moyen et à long terme arrivant à expiration qui doivent être refinancées; le refinancement des bons du Trésor est exclu. Des valeurs négatives signifient que les autorités reconstituent leurs volants de sécurité.

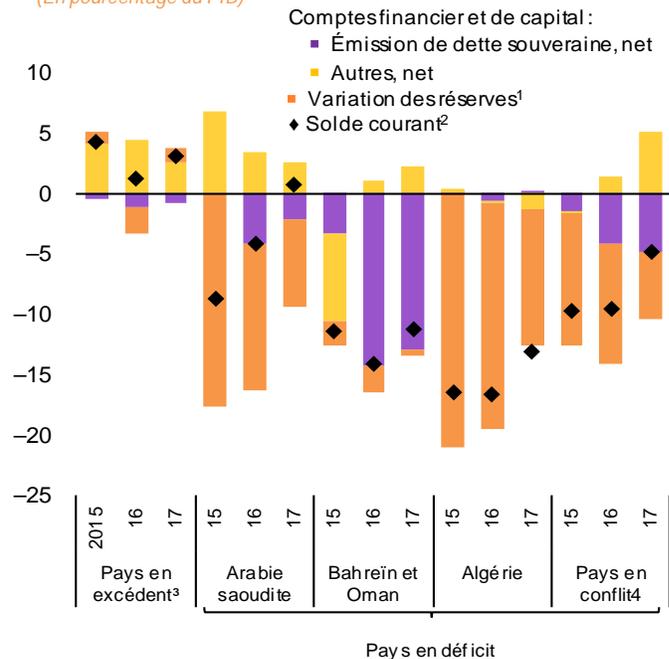
Des capitaux privés pourraient contribuer à combler les déficits extérieurs

Du fait de la baisse des prix du pétrole, le solde des transactions extérieures courantes des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP est passé d'un excédent de 228 milliards de dollars en 2014 (8,8 % du PIB) à un déficit de 77 milliards de dollars en 2016 (3,6 % du PIB) (graphique 1.8). Le solde global devrait redevenir légèrement excédentaire en 2019. Cependant, les pays dont le déficit est

⁵Voir le chapitre 5 de l'édition d'octobre 2016 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

persistant, dont les volants de sécurité financiers sont faibles et dont le taux de change est peu flexible sont confrontés à des problèmes de financement extérieur. Ces développements soulignent qu'il importe de continuer d'assainir les finances publiques pour promouvoir des régimes de taux de change fixe et d'opérer des réformes structurelles pour attirer des capitaux privés étrangers. Dans ce contexte, des progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de l'accès des investisseurs étrangers au marché de capitaux (par exemple en Arabie saoudite). Cependant, l'adoption de nouvelles lois sur l'investissement étranger a été reportée dans certains pays (Émirats arabes unis, Oman). D'autres réformes visant à accroître la compétitivité et à favoriser la diversification de l'économie contribueraient aussi à réduire les déficits extérieurs (voir section ci-dessous sur les réformes structurelles). En fonction de la situation conjoncturelle, un durcissement de la politique monétaire peut aussi faciliter l'ajustement extérieur dans les pays dont la monnaie n'est pas rattachée en attirant des investissements de portefeuille supplémentaires.

Graphique 1.8
Financement du compte courant
(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Net (+ = hausse).
²Les différences entre le solde courant et la somme des postes de financement s'expliquent par les effets des variations de change, ainsi que par les erreurs et omissions.
³Pays ayant un solde courant en moyenne en excédent pour 2014-17; y compris Émirats arabes unis, Iran, Koweït et Qatar.
⁴Iraq, Libye et Yémen.

Résilience persistante du secteur financier

Jusqu'à présent, les secteurs financiers sont restés plus ou moins résilients face à la baisse des prix des hydrocarbures. Les banques dans la région du CCG et en Algérie restent bien capitalisées, avec des ratios de fonds propres généralement bien supérieurs au minimum réglementaire, et rentables. Cependant, il existe des tensions : la rentabilité des banques continue de faiblir dans certains pays, notamment en raison d'une augmentation des coûts de défaillance (Émirats arabes unis) et d'une baisse des marges de taux d'intérêt sur fond de concurrence accrue pour les dépôts (Oman). Si la part des prêts improductifs n'a guère changé dans la plupart des pays du CCG, elle a augmenté en Algérie, et le risque d'une détérioration de la qualité des actifs subsiste, avec une hausse des prêts à mention spéciale (Oman) et des prêts rééchelonnés (Émirats arabes unis). Les systèmes bancaires demeurent faibles en Iraq et en Iran. L'Iraq met l'accent sur la mise en place d'une stratégie pour s'attaquer aux problèmes des banques publiques; en Iran, la réforme bancaire est en cours et exigera des recapitalisations et des restructurations.

La plupart des banques centrales des pays de la région du CCG ont relevé leur taux directeur en parallèle avec la Réserve fédérale américaine, ce qui a entraîné une augmentation des taux interbancaires et débiteurs. Cependant, l'augmentation modeste des prix du pétrole et l'assouplissement des contraintes de trésorerie de l'État qui en découle ont contribué à réduire les tensions sur la liquidité dans certains

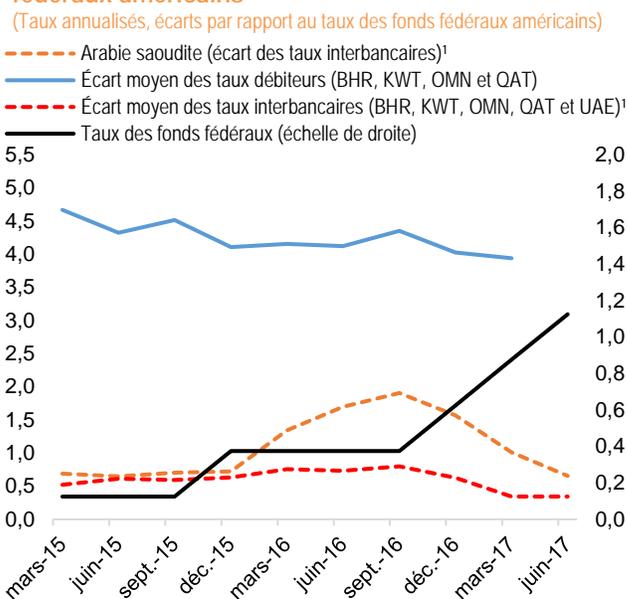
pays, notamment en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, et les écarts de taux interbancaires (et débiteurs) se sont réduits, limitant la répercussion de la hausse des taux directeurs (graphique 1.9).

L'amélioration modeste de la liquidité apparaît aussi dans l'accélération de la croissance des dépôts (graphique 1.10). Néanmoins, les dépôts des non-résidents et le financement de gros restent une source de financement importante pour les banques, en particulier aux Émirats arabes unis et au Qatar (encadré 1.1), ce qui les expose aux variations des conditions de liquidités mondiales. Après un ralentissement généralisé l'an dernier, la croissance du crédit au secteur privé s'est stabilisée dans la région du CCG et en Algérie (graphique 1.10). Cependant, elle reste bien plus lente qu'avant la chute des prix du pétrole.

Les dirigeants continuent de renforcer leurs dispositifs de gestion des liquidités et cadres de politique prudentielle. On peut citer comme exemple la réintroduction d'instruments de refinancement (Algérie), la mise en place d'exigences de liquidités (Bahreïn), l'introduction d'un taux de référence interbancaire (Oman), le développement du marché de capitaux national (Arabie saoudite), le renforcement du dispositif macroprudentiel (Arabie saoudite, Bahreïn, Qatar), la mise en place d'un nouveau dispositif de gouvernance pour les banques islamiques (Koweït), l'établissement d'instruments d'apport de liquidités pour les banques islamiques (Oman) et la rédaction de nouvelles lois sur la banque centrale et les banques (Émirats arabes unis, Iran).

Le bas niveau des prix du pétrole, conjugué au cycle en cours de relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis, continuera de peser sur la qualité des actifs bancaires, ce qui nuit à la capacité des banques de fournir du crédit au secteur privé et contribue à affaiblir la croissance. Le développement des marchés de capitaux nationaux devrait constituer une réforme prioritaire pour veiller à ce que le développement du secteur non pétrolier bénéficie d'un financement adéquat. Les dirigeants devraient examiner comment exploiter au mieux les possibilités que représentent les rapides innovations

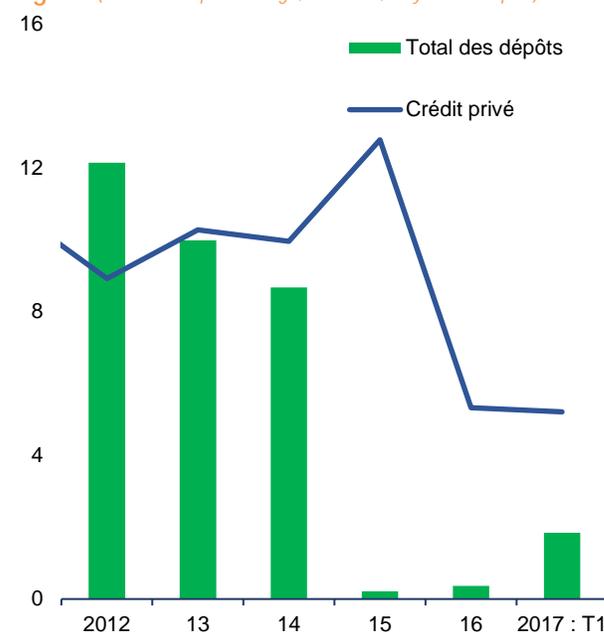
Graphique 1.9
Taux interbancaires et débiteurs/taux des fonds fédéraux américains



Sources : Haver Analytics; FMI, *International Financial Statistics*.

¹ Il s'agit des taux à 3 mois, sauf pour Oman, où le taux au jour le jour a été utilisé.

Graphique 1.10
Croissance du crédit et des dépôts dans le CCG et en Algérie (Variation en pourcentage, sur un an, moyennes simples)



Sources : Haver Analytics; calculs des services du FMI.

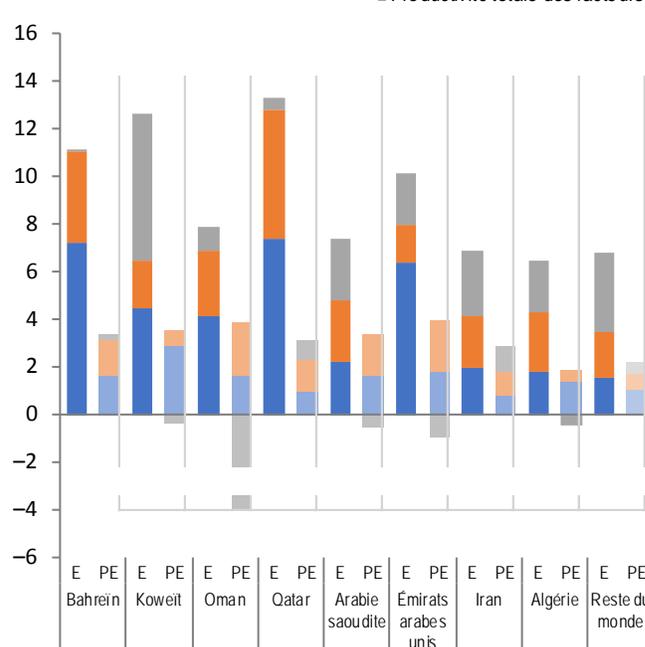
technologiques dans le secteur financier, notamment pour améliorer l'accès au crédit, tout en gérant les risques y afférents (chapitre 5).

Poursuivre les réformes structurelles

Étant donné la baisse des prix du pétrole, il est devenu urgent pour les pays exportateurs de pétrole de s'éloigner de la redistribution des recettes pétrolières au moyen de dépenses publiques et de subventions énergétiques. À cet effet, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont présenté des stratégies de diversification ambitieuses, mais les perspectives de croissance à moyen terme restent en deçà des moyennes historiques sur fond de l'assainissement en cours des finances publiques. Cela souligne de nouveau qu'il est nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment pour profiter de l'occasion qui est offerte par la reprise cyclique de la croissance mondiale⁶.

En dehors des craintes concernant la viabilité des finances publiques et les chiffres de croissance, le modèle de développement existant a offert des gains de productivité — le facteur principal à long terme d'une augmentation du niveau de vie⁷ — décevants. Selon une récente étude du FMI (2016b), la productivité dans la région du CCG contribue généralement peu à la croissance par rapport aux autres pays, à l'inverse du travail (graphique 1.11). Cette observation reflète des politiques qui sont favorables à l'emploi de travailleurs étrangers à faible salaire dans le secteur privé, conjuguées à des salaires élevés pour les ressortissants locaux qui travaillent dans le secteur public. Cette étude note aussi que, globalement, il existe une association positive entre les contributions du capital et de la productivité à la croissance pendant des périodes de croissance élevée, ce qui porte à croire que les gains de productivité accroissent la rentabilité des entreprises et encouragent l'investissement privé, et vice versa. Il est intéressant de noter que, si la composition de la croissance en Algérie et en Iran est très proche de la tendance mondiale typique, le lien productivité–investissement est absent dans une large mesure dans la région du CCG.

Graphique 1.11
Comptabilité de la croissance
(Contributions moyennes à la croissance)



Source : FMI (2016b).

Note : E = période de croissance élevée; PE = période de croissance pas élevée. Les épisodes de croissance couvrent la période 1970–2014. Une période de croissance élevée est une période où la croissance est supérieure à 4 % par an pendant au moins cinq années consécutives; sinon, la période est considérée comme une période de croissance non élevée.

⁶Le chapitre 4 examine plus en détail les implications, pour la croissance, de stratégies de diversification efficaces qui stimulent le commerce.

⁷Voir Adler *et al.* (2017), et Mitra *et al.* (2016).

Ces observations soulignent l'importance des réformes du marché du travail et de l'éducation pour faciliter la diversification de l'économie et le développement du secteur privé. Par exemple, l'Arabie saoudite réforme ses systèmes de formation et d'éducation, cible mieux ses subventions salariales, relève les taxes sur les travailleurs expatriés (pour réduire l'écart de salaire entre les Saoudiens et les expatriés) et affine le système de quotas (Nitaqat) en introduisant des programmes qui exigent que tous les salariés dans certains secteurs soient des Saoudiens. Néanmoins, dans l'ensemble de la région du CCG, il restera essentiel d'attirer des travailleurs expatriés qualifiés pour maintenir la compétitivité, et les réformes du marché du travail doivent viser à accroître la productivité et à encourager les ressortissants locaux à travailler dans le secteur privé. À cette fin, le Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar ont opéré des réformes bienvenues de leur système de visas, qui autorise une plus grande mobilité interne des travailleurs expatriés. Un nouveau projet de loi au Qatar octroierait à certains travailleurs expatriés un statut de résident permanent. Les pays où le système des visas limite encore la mobilité des expatriés profiteraient de réformes similaires. L'Iran et Oman prennent des mesures pour mieux aligner leur système d'éducation et de formation sur les besoins des employeurs, notamment en introduisant des cours d'entrepreneuriat dans les programmes scolaires (Iran). Cependant, la modernisation attendue des lois du travail à Oman reste en attente. Une augmentation de la formalité de l'économie et du taux d'activité, en particulier des femmes, serait bénéfique pour la productivité et la croissance dans l'ensemble de la région. Globalement, les améliorations apportées au fonctionnement du marché du travail et au système d'éducation auront probablement des coûts budgétaires, ce qui renforce les arguments en faveur d'un assainissement propice à la croissance comme décrit dans la section sur le budget (note 2 en bas de page).

Les dirigeants prennent aussi des mesures pour améliorer le climat des affaires de manière plus générale afin d'encourager l'investissement privé et la création d'emplois. Ces réformes propices à la croissance sont devenues plus urgentes étant donné l'assainissement budgétaire qui s'impose. En Algérie, le gouvernement a commencé à formuler une vaste stratégie qui modifierait le modèle économique du pays pour l'axer sur une croissance tirée par le secteur privé. En Iran, le sixième plan national de développement vise à développer le secteur privé et à réduire la dépendance à l'égard du pétrole. Les pays du CCG ont déjà engagé des stratégies ambitieuses de développement national, et les autorités passent maintenant à la phase d'exécution. L'une des tâches principales à cet égard consistera à intégrer ces stratégies dans des cadres macroéconomiques solides à moyen terme. En Arabie saoudite, les dirigeants formulent des mesures particulières pour mettre en œuvre la Vision 2030, avec un système de suivi qui est axé sur des indicateurs de résultats. Les Émirats arabes unis et Oman ont de la même manière introduit des indicateurs de résultats, tandis que, au Qatar, la deuxième stratégie nationale de développement met aussi l'accent sur un suivi et une évaluation robustes. Le rôle du secteur privé est encore accru grâce à des programmes de privatisation (dans 16 secteurs en Arabie saoudite, y compris la vente éventuelle de certaines parties d'ARAMCO, et à Oman) et au développement de partenariats public-privé (Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Oman, Qatar). L'Arabie saoudite a lancé récemment le programme d'élimination des obstacles au secteur privé afin d'améliorer le climat des affaires. Plusieurs réformes importantes ont été mises en œuvre dans le cadre de ce programme, notamment pour développer les marchés de capitaux, accélérer le dédouanement, mettre à jour la loi sur la concurrence et mettre en place une loi sur les crédits hypothécaires commerciaux. Parmi les autres mesures presque achevées figurent des lois sur l'insolvabilité et la concurrence. Dans d'autres pays, les avancées incluent l'établissement de guichets uniques pour l'enregistrement et l'agrément des entreprises (Koweït, Oman, Qatar), l'accélération des procédures douanières (Bahreïn, Oman), la

protection des investisseurs minoritaires (Arabie saoudite, Émirats arabes unis), des initiatives favorisant le développement des petites et moyennes entreprises (Algérie, Oman) et l'amélioration de l'accès au crédit (Bahreïn, Émirats arabes unis, Oman).

À terme, il convient aussi de continuer de s'efforcer d'améliorer la gouvernance et la transparence des institutions, de renforcer la responsabilisation et d'accroître l'efficacité de l'État pour étayer la confiance du secteur privé (Banque mondiale, 2017). Il reste important d'améliorer la gouvernance et de s'attaquer aux risques de corruption, en particulier dans les pays touchés par des conflits (voir encadré 2.1 de l'édition d'octobre 2016 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

Des risques assombrissent les perspectives

Les facteurs qui influent sur la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP restent orientés à la baisse. Une incertitude considérable entoure les perspectives des prix du pétrole, mais, globalement, la volatilité des prix semble être davantage un risque de dégradation, étant donné le niveau considérable des déficits budgétaires et courants. Il subsiste aussi des risques liés aux conflits régionaux et à l'évolution géopolitique, notamment la crise diplomatique entre le Qatar et d'autres pays. La région est aussi exposée à d'autres risques, de nature plus mondiale, par exemple l'adoption éventuelle de politiques de repli sur soi dans les pays avancés. Cette évolution pourrait influencer sur la croissance mondiale, avec un impact sur les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, surtout si ces politiques font baisser les prix du pétrole. Une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire aux États-Unis pourrait entraîner un durcissement plus rapide des conditions financières mondiales et une forte appréciation du dollar américain, ce qui accroîtrait le coût et réduirait l'offre de financements internationaux, en particulier pour les pays moins bien notés, et renforcerait les arguments en faveur d'un assainissement des finances publiques. Par contre, des facteurs de hausse mondiaux, y compris une reprise mondiale plus solide et plus durable, contribueraient à une accélération de la croissance dans la région.

Encadré 1.1. Implications économiques de la crise diplomatique avec le Qatar¹

Après le choc initial des mesures du 5 juin, l'économie du Qatar et les marchés financiers s'ajustent à l'impact de la crise diplomatique.

Le 5 juin 2017, un certain nombre de pays, y compris l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte et les Émirats arabes unis, ont rompu leurs relations diplomatiques et économiques avec le Qatar. Ces quatre pays ont aussi fermé leur espace aérien aux vols de Qatar Airways, et la frontière terrestre entre le Qatar et l'Arabie saoudite a été fermée. Certaines banques dans la région ont aussi réduit leurs transactions avec des clients liés au Qatar.

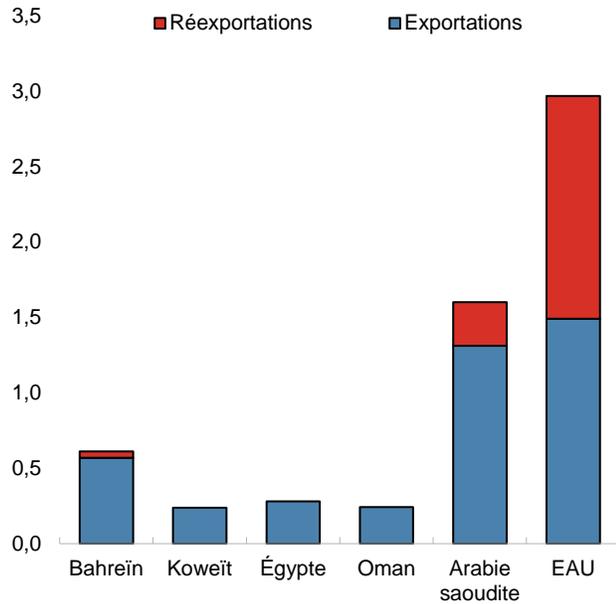
L'impact économique de cette crise s'est fait sentir au Qatar sous forme de perturbations des flux commerciaux et financiers. Environ un sixième des importations du pays sont produites dans des pays qui imposent des restrictions commerciales, et une part élevée des autres importations transite par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (graphique 1.1.1). Une partie des échanges commerciaux a été réacheminée via le Koweït et Oman, et d'autres sources d'approvisionnement alimentaire ont été établies, ce qui atténue les craintes de pénurie. On s'inquiétait initialement que les perturbations des échanges commerciaux influent sur l'exécution de projets importants dans les infrastructures, mais cette crainte a été atténuée par l'existence de stocks de matériaux de construction et d'autres sources concurrentielles d'importations. En outre, le Qatar redouble d'efforts pour encore diversifier les sources de ses importations et de son financement extérieur, ainsi que pour améliorer la transformation alimentaire intérieure.

Des tensions financières ont vu le jour. Le déclassement de la notation souveraine du Qatar et de ses perspectives a fait monter les taux d'intérêt interbancaires, et les dépôts du secteur privé (résidents et non-résidents) ont diminué. Les engagements envers les banques étrangères ont aussi baissé (graphique 1.1.2). L'impact sur les bilans des banques a jusqu'à présent été atténué par les injections de liquidités de la banque centrale et par la hausse des dépôts du secteur public. Les banques cherchent de manière préventive à obtenir des financements supplémentaires à long terme pour leurs activités.

L'impact économique dans le reste de la région, y compris dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), semble avoir été modéré jusqu'à présent. Les exportations du Qatar vers ces pays ont été plus ou moins maintenues, y compris des volumes élevés de gaz pour les Émirats arabes unis et Oman. Les réactions sur les marchés financiers des pays du CCG ont été négligeables aussi, les répercussions initiales s'étant rapidement dissipées. À plus long terme, une crise prolongée pourrait ralentir l'intégration au sein du CCG et entraîner une érosion plus large de la confiance, ce qui

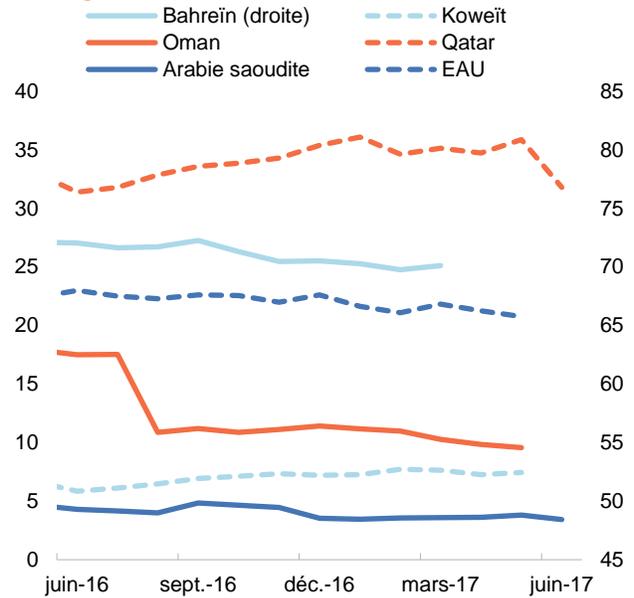
pèserait sur l'investissement et la croissance, et accroîtrait les coûts de financement au Qatar et peut-être dans les autres pays du CCG.

Graphique 1.1.1
Exportations et réexportations vers le Qatar, 2016¹
 (Milliards de dollars)



Sources : Nations Unies, Comtrade; calculs des services du FMI.
 Note : EAU = Émirats arabes unis.
¹Les données du Koweït et de l'Arabie saoudite se rapportent à 2015.

Graphique 1.1.2
Recours des banques du CCG au financement étranger
 (Engagements étrangers/totaux, en pourcentage)



Source : autorités nationales.
 Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe; EAU = Émirats arabes unis; droite = échelle de droite.

¹Rédigé par Olumuyiwa Adedeji, Mohammed El Qorchi, Stéphane Roudet et Sohaib Shahid, avec l'aide de Brian Hiland.

Bibliographie

Adler G., R. Duval, D. Furceri, S. Kiliç Çelik, K. Koloskova, and M. Poplawski-Ribeiro. 2017. “Gone with the Headwinds: Global Productivity.” IMF Staff Discussion Note 17/04, International Monetary Fund, Washington DC.

International Monetary Fund (IMF). 2014. “Sovereign Asset-Liability Management—Guidance For Resource-Rich Economies.” Washington, DC. <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2014/061014.pdf>.

———. 2016a. “Diversifying Government Revenue in the GCC: Next Steps.” Paper presented at the Annual Meeting of GCC Ministers of Finance and Central Bank Governors, Riyadh, Saudi Arabia, October 26.

———. 2016b. “More Bang for the Buck in the GCC: Structural Reform Priorities to Power Growth in a Low Price Environment.” Paper presented at the Annual Meeting of GCC Ministers of Finance and Central Bank Governors, Riyadh, Saudi Arabia, October 26.

———. 2017. “If Not Now, When? Energy Price Reform in Arab Countries.” Paper presented at the Annual Meeting of Arab Ministers of Finance, Rabat, Morocco, April 18–19.

Mitra, P., A. Hosny, G. Minasyan, G. Abajyan, and M. Fischer. 2016. “Avoiding the New Mediocre: Raising Potential Growth in the Middle East and Central Asia.” Middle East and Central Asia Departmental Paper 16/1, International Monetary Fund, Washington, DC.

Sommer, M., G. Auclair, A. Fouejieu, I. Lukonga, S. Quayyum, A. Sadeghi, G. Shbaikat, A. Tiffin, J. Trevino, and B. Versailles. 2016. “Learning to Live with Cheaper Oil.” Middle East and Central Asia Departmental Paper 16/3, International Monetary Fund, Washington, DC.

Tamirisa, N., G. Agou, C. Duenwald, T. Mirzoev, B. Nandwa, G. Pierre, T. Kass-Hanna, and K. Dybczak. Forthcoming. “Protecting and Promoting Inclusive Growth and Fiscal Sustainability through the Public Wage Bill in the Middle East and Central Asia Region.” International Monetary Fund, Washington, DC.

World Bank. 2017. *Doing Business Indicators*. Washington, DC.

**Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP :
principaux indicateurs économiques**

	Moyenne	2014	2015	2016	Projections	
	2000–13				2017	2018
Croissance du PIB réel	5,1	2,6	2,1	5,6	1,7	3,0
<i>(Variation annuelle; en pourcentage)</i>						
Algérie	3,7	3,8	3,7	3,3	1,5	0,8
Bahreïn	5,1	4,4	2,9	3,0	2,5	1,7
Iran, R.I. d'	3,3	3,2	-1,6	12,5	3,5	3,8
Iraq	...	0,7	4,8	11,0	-0,4	2,9
Koweït	5,1	0,6	2,1	2,5	-2,1	4,1
Libye	4,3	-53,0	-10,3	-3,0	55,1	31,2
Oman	3,8	2,5	4,2	3,0	0,0	3,7
Qatar	11,7	4,0	3,6	2,2	2,5	3,1
Arabie Saoudite	4,2	3,7	4,1	1,7	0,1	1,1
Émirats arabes unis	4,9	3,3	3,8	3,0	1,3	3,4
Yémen ¹	3,1	-0,2	-28,1	-9,8	-2,0	8,5
Hausse des prix à la consommation	7,5	5,8	5,4	4,7	4,4	6,1
<i>(Moyenne de l'année; en pourcentage)</i>						
Algérie	3,8	2,9	4,8	6,4	5,5	4,4
Bahreïn	1,7	2,7	1,8	2,8	0,9	3,5
Iran, R.I. d'	18,2	15,6	11,9	9,0	10,5	10,1
Iraq	15,3	2,2	1,4	0,4	2,0	2,0
Koweït	3,2	3,1	3,7	3,5	2,5	2,7
Libye	5,1	2,4	9,8	27,1	32,8	32,1
Oman	2,7	1,0	0,1	1,1	3,2	3,2
Qatar	4,4	3,4	1,8	2,7	0,9	4,8
Arabie saoudite	2,2	2,7	2,2	3,5	-0,2	5,0
Émirats arabes unis	4,2	2,3	4,1	1,8	2,1	2,9
Yémen ¹	11,5	8,2	39,4	5,0	20,0	29,5
Solde budg. global des adm. publ.	6,2	-1,1	-9,3	-10,6	-5,2	-4,1
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	3,7	-8,0	-15,7	-13,7	-3,5	-1,2
Bahreïn ²	-0,9	-1,6	-18,4	-17,8	-13,2	-11,9
Iran, R.I. d' ³	1,6	-1,1	-1,8	-2,6	-2,2	-2,2
Iraq	...	-5,4	-12,3	-14,1	-5,1	-4,7
Koweït ²	28,8	22,3	5,8	0,3	1,5	1,5
Libye	11,7	-73,8	-126,6	-102,7	-43,0	-23,3
Oman ²	8,6	-1,1	-15,7	-21,6	-13,0	-11,4
Qatar	10,3	15,3	5,6	-3,9	-1,0	0,5
Arabie saoudite	8,0	-3,4	-15,8	-17,2	-8,6	-7,2
Émirats arabes unis ⁴	7,7	1,9	-3,4	-4,1	-3,7	-2,2
Yémen ¹	-3,0	-4,1	-10,6	-13,5	-9,9	-6,6
Solde des transactions courantes	12,9	8,8	-3,5	-3,6	-0,4	-0,2
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	12,5	-4,4	-16,5	-16,5	-13,0	-10,8
Bahreïn	6,4	4,6	-2,4	-4,7	-4,6	-4,2
Iran, R.I. d'	5,0	3,2	2,4	4,1	5,1	5,9
Iraq	...	2,6	-6,5	-8,7	-6,3	-6,7
Koweït	33,3	33,4	3,5	-4,5	-0,6	-1,4
Libye	23,7	-78,4	-52,6	-22,4	1,8	9,8
Oman	8,7	5,8	-15,5	-18,6	-14,3	-13,2
Qatar	20,8	24,0	8,4	-4,9	2,3	1,0
Arabie saoudite	16,8	9,8	-8,7	-4,3	0,6	0,4
Émirats arabes unis	10,3	13,3	4,7	2,4	2,1	2,1
Yémen ¹	0,0	-1,7	-5,5	-5,6	-2,3	-2,4

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : variables déclarées sur la base de l'exercice pour l'Iran (21 mars/20 mars).

¹La projection de 2018 suppose que le conflit prend fin au début de 2018.

²Administration centrale.

³Administration centrale et Fonds national de développement, hors Organisation des subventions ciblées.

⁴Comptes consolidés de l'État fédéral et des émirats Abou Dhabi, Dubaï et Sharjah.

2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : garantir la résilience et une croissance inclusive¹

La croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait s'élever à 4,3 % en 2017, favorisée par le raffermissement de la demande extérieure et une reprise cyclique de l'économie mondiale. Cette dynamique positive devrait perdurer à moyen terme et porter la croissance à 4,4 % en 2018 et 5,3 % pendant la période 2019–22. Mais, même à ce rythme, la croissance restera inférieure à ce qui serait nécessaire pour relever le défi du chômage dans la région. Compte tenu des différents risques, les perspectives régionales demeurent plutôt baissières. Pour tirer parti de la reprise mondiale et garantir la résilience, les principales priorités demeurent un assainissement budgétaire propice à la croissance et un renforcement des cadres de politique monétaire dans les pays en train d'opter pour des taux de change plus flexibles. Il faut que les réformes structurelles s'accélèrent pour améliorer le cadre d'activité des entreprises, créer des emplois et exploiter au mieux la dynamique de croissance mondiale, et stimuler une croissance inclusive.

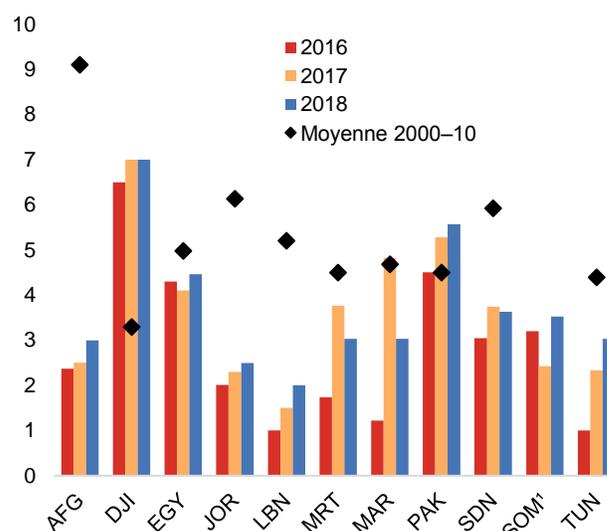
Une reprise progressive est en cours

L'activité économique des importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait augmenter de 4,3 % en 2017, un résultat très supérieur aux 3,6 % de 2016 et aux prévisions de la Mise à jour des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* de mai 2017. Le mouvement devrait être assez général, avec une accélération de la croissance attendue dans la plupart des pays importateurs de pétrole (graphique 2.1), sous l'effet de la demande intérieure et des exportations (graphique 2.2)².

Graphique 2.1

La croissance du PIB réel se redresse mais reste inférieure à la moyenne historique

(Variation en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.
Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

¹Les données pour la Somalie commencent en 2013.

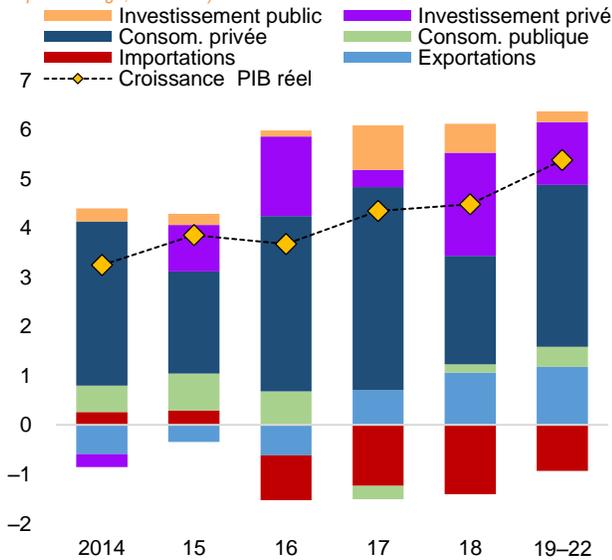
¹Préparé par Boaz Nandwa, avec le concours de Gohar Abajyan et Sebastian Herrador en matière de recherche.

²La croissance est indiquée sur la base de l'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (du 21 décembre au 20 décembre) et pour l'Égypte et le Pakistan (juillet à juin). Faute de données suffisantes, la Syrie est exclue de l'analyse.

Graphique 2.2

La croissance devrait s'appuyer sur la demande intérieure et sur la montée des exportations

(Variation en pourcentage et contribution à la croissance en points de pourcentage, 2014–22¹)



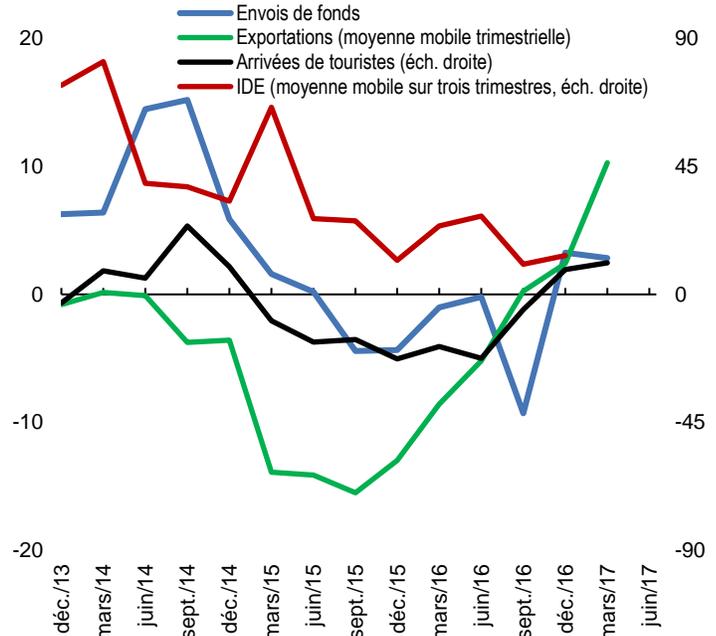
Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

¹Le chiffre global MOANAP exclut le Soudan. L'investissement privé comprend les stocks et les écarts statistiques.

Graphique 2.3

Rebond du secteur extérieur

(Variation en pourcentage, glissement annuel)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : IDE = investissement direct étranger.

Chez les principaux partenaires commerciaux, l'activité économique s'est intensifiée au premier semestre de cette année, conduisant à une augmentation des envois de fonds; une reprise des exportations (Maroc, Pakistan); une progression de l'investissement direct étranger (Égypte, Maroc); et, bien qu'en net retrait par rapport aux records de 2010, une hausse des arrivées de touristes (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie; graphique 2.3). Les investissements et les exportations de l'Égypte ont augmenté quand les pénuries de devises et la dépréciation monétaire consécutive au flottement de la livre ont pris fin. En parallèle, la faiblesse persistante des prix mondiaux des carburants et de l'alimentation a dopé la consommation privée intérieure.

La croissance est aussi favorisée par un certain nombre de facteurs idiosyncrasiques. Cette année, l'essor de l'industrie minière et les exportations en hausse devraient donner un léger coup de pouce à la croissance jordanienne (2,3 %). Au Maroc, des conditions météorologiques favorables à l'agriculture, un rebond des services et de l'industrie manufacturière, l'expansion des capacités minières et la montée des cours des phosphates contribueront à porter la croissance à 4,8 %. En Mauritanie, les investissements importants dans l'industrie minière et les infrastructures devraient amener la croissance à 3,8 %, tandis qu'à Djibouti, l'essor des projets d'infrastructures portuaires et de l'activité de transbordement devrait relever la croissance à 7,0 %. En Tunisie, elle s'élèvera progressivement à 2,3 %, soutenue par la croissance plus forte en Europe — principal marché d'exportation du pays —, par les réformes structurelles et par le redémarrage du tourisme dans un environnement devenu plus sûr. Au Soudan, après une activité restreinte en 2016, la croissance atteindra 3,7 % cette année, aidée par une augmentation progressive de la consommation privée et publique. La levée récente des sanctions économiques imposées par les États-Unis devrait stimuler l'investissement privé et les échanges commerciaux. Au Pakistan, la hausse de la croissance à 5,3 % s'appuie sur une augmentation de

l'investissement liée au projet d'infrastructures pour le Couloir économique Chine–Pakistan (encadré 2.1) et sur une croissance plus soutenue du crédit.

En Égypte, la croissance n'a guère varié, à 4,3 % au cours de l'exercice 2017, mais a notablement dépassé les prévisions de la Mise à jour des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* de mai 2017, grâce aux politiques de correction des déséquilibres macroéconomiques menées dans le cadre du programme gouvernemental appuyé par un accord du FMI. D'après les indicateurs à haute fréquence, l'élan semble plus puissant. Les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afghanistan sont moins favorables qu'en mai et ne devraient pas s'améliorer, en raison de l'aggravation des problèmes de sécurité. De même, le Liban affichera cette année un rythme de croissance relâché, inférieur là encore aux prévisions de mai et reflétant les effets du conflit qui se prolonge en Syrie sur les moteurs traditionnels du tourisme, le secteur immobilier et la construction. En Somalie, la croissance fléchira à 2,4 %, contre 3,2 % en 2016, du fait de la sécheresse sévère qui pénalise le secteur agricole (encadré 2.2).

À moyen terme, la croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait continuer de s'améliorer progressivement, pour atteindre 4,4 % en 2018 et 5,3 % en moyenne sur la période 2019–22. Des facteurs propres à chaque pays devraient doper la croissance à Djibouti, en Égypte, au Maroc, au Pakistan et en Tunisie. Toutefois, il est probable que la croissance sera plutôt morose en Jordanie, au Liban, en Mauritanie, en Somalie et au Soudan. Globalement, le rythme ne sera pas suffisant pour créer assez d'emplois et absorber le chômage actuel ainsi que les millions de demandeurs d'emploi qui arriveront sur le marché du travail au cours de la période³. La persistance d'un niveau de chômage élevé pourrait entraver les efforts visant à obtenir le consensus nécessaire à l'avancement de réformes essentielles, seules garantes d'une croissance et d'une solidarité accrues.

³Les données historiques montrent qu'une croissance d'au moins 5,5 % est associée à un recul notable du chômage (voir, par exemple, l'édition d'octobre 2013 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

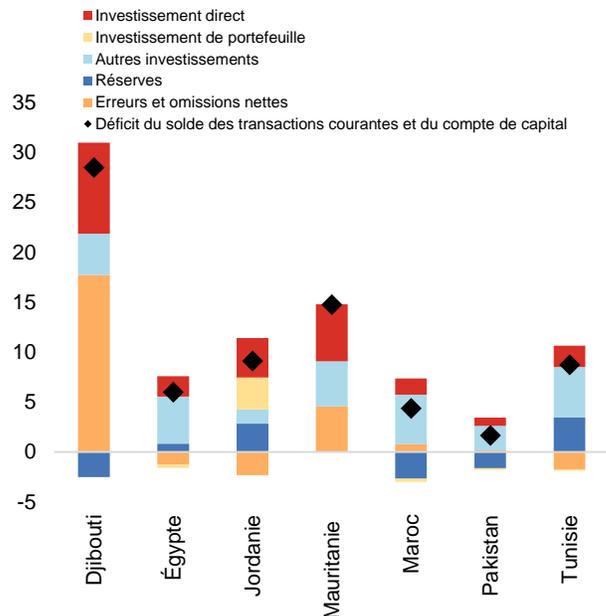
Un secteur extérieur moins vulnérable

En 2016, le secteur extérieur a affiché de piètres résultats, avec un creusement d'environ 1 point de PIB du déficit courant (5,3 %) des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les déficits courants élevés, supérieurs à 10 % du PIB (graphique 2.4), que Djibouti et la Mauritanie ont continué d'afficher, reflétaient l'effet des grands projets d'infrastructure sur les importations de ces deux pays, de même que le retentissement sur le commerce libanais des tensions créées par les problèmes de sécurité en Syrie (Rother *et al.*, 2016).

Les soldes extérieurs s'améliorent peu à peu. Même si le déficit courant devrait rester stable, à 5,3 % du PIB cette année, avec un léger enchérissement du pétrole et la poursuite des importations de biens d'équipement (Djibouti, Mauritanie, Pakistan), il pourrait diminuer à 4,8 % du PIB en 2018, grâce aux retombées positives du raffermissement de l'économie mondiale, y compris les arrivées de touristes et les envois de fonds. Une hausse des prix des matières premières — minerais de fer (Mauritanie), or (Mauritanie et Soudan), phosphates (Jordanie et Maroc) et coton (Pakistan) — améliorera également les termes de l'échange des pays concernés. Les réserves de change ont été renforcées dans certains pays, grâce, entre autres, à une émission obligataire internationale au premier semestre 2017 (Égypte), des entrées de capitaux (Djibouti, Égypte, Maroc, Tunisie), une augmentation des exportations et des envois de fonds, et des décaissements liés aux accords programmatiques avec le FMI⁴. Cette tendance contribue également à la stabilisation monétaire dans certains pays.

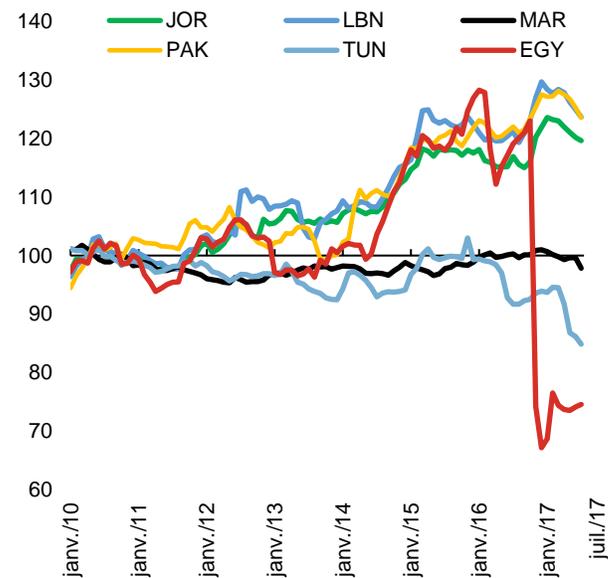
D'autres facteurs nationaux participent à l'amélioration des perspectives du secteur extérieur. En Égypte, le régime de change flottant, la levée des restrictions de change et la mise en œuvre de lois sur

Graphique 2.4
Les situations extérieures varient dans la région
(2016, pourcentage du PIB)¹



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Les barres superposées représentent les flux nets (+ = entrées).

Graphique 2.5
Tendances diverses du taux de change effectif réel
(Indice, moyenne 2010 = 100)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

⁴Fin août 2017, l'engagement financier total du FMI envers les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (Afghanistan, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie) s'élevait à 13,7 milliards de DTS; 3,4 milliards de DTS ont été tirés, dont 1,2 milliard de DTS au cours du premier semestre 2017. Le Maroc n'a pas utilisé sa ligne de précaution et de liquidité.

les autorisations industrielles et l'investissement devraient attirer davantage d'investissements directs étrangers et promouvoir les exportations. Les exportations jordaniennes seront favorisées par l'augmentation de la production minière et la hausse des cours des phosphates ainsi que par la réouverture de la frontière avec l'Iraq, tandis que les exportations afghanes bénéficieront du démarrage de vols directs vers l'Inde et de l'achèvement de la liaison ferroviaire vers le port de Chabahar. Néanmoins, l'appréciation des taux de change effectifs réels pourrait être problématique dans certains pays, soulignant la nécessité d'un panachage de mesures bien calibrées pour éviter l'accumulation de vulnérabilités extérieures (graphique 2.5).

Reconstituer les marges de manœuvre budgétaires

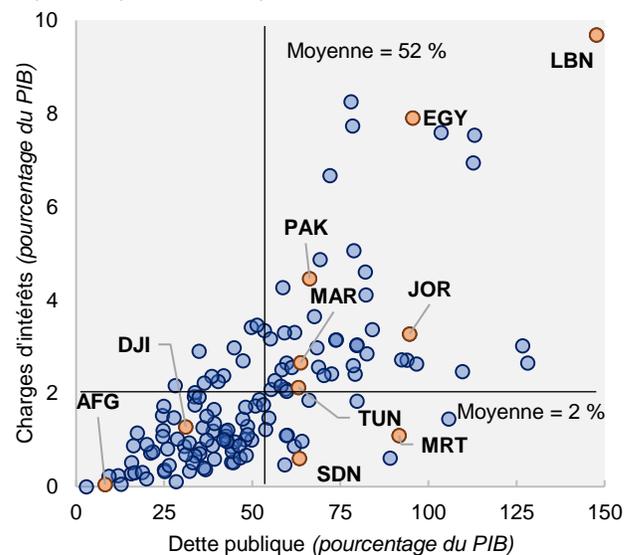
Le déficit budgétaire moyen dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait baisser, de 6,8 % du PIB en 2016 à 6,6 % en 2017, puis descendre à 5,6 % en 2018. Cet assainissement prévu des finances publiques aidera à combler le déficit courant, atténuer les pressions sur le taux de change et reconstituer les marges de manœuvre. L'amélioration de la situation reflète d'autres mesures, prévues ou en cours d'application, visant à maîtriser le coût des subventions à l'énergie (Égypte, Tunisie) et les dépenses courantes non prioritaires (Maroc, Tunisie). Elle renvoie également aux efforts déployés pour renforcer la gestion des finances publiques locales dans le cadre de la décentralisation budgétaire, réduire les régimes fiscaux spéciaux dans les zones franches (Djibouti), supprimer les exonérations de la taxe générale sur les ventes et des droits de douane, lancer des initiatives de lutte contre la fraude fiscale et élargir l'assiette de l'impôt (Égypte, Jordanie, Soudan, Tunisie) et modérer les salaires (Djibouti, Égypte).

Des vulnérabilités importantes perdurent toutefois, après des années de faible mobilisation des recettes intérieures et de dépenses courantes élevées (subventions et salaires) qui, dans la plupart des pays, ont amené la dette à plus de 50 % du PIB (graphique 2.6). Cette tendance a été accentuée par l'effet des réévaluations consécutives aux dépréciations monétaires, la hausse des paiements d'intérêts et la morosité de la croissance. D'autres facteurs tels que l'accumulation des arriérés (Somalie, Soudan), les garanties publiques (Pakistan) et les grands projets d'infrastructure financés par des emprunts extérieurs (Djibouti, Mauritanie, Pakistan; encadré 2.1) pourraient aggraver les problèmes d'endettement. À la fin 2016, la dette publique brute représentait environ 80 % du PIB. Celle du Liban avoisinait 149 % du PIB, en dépit du léger excédent enregistré en 2016.

Graphique 2.6

Le niveau élevé de la dette publique montre qu'il faut poursuivre l'assainissement budgétaire

(Indice, moyenne 2010 = 100)



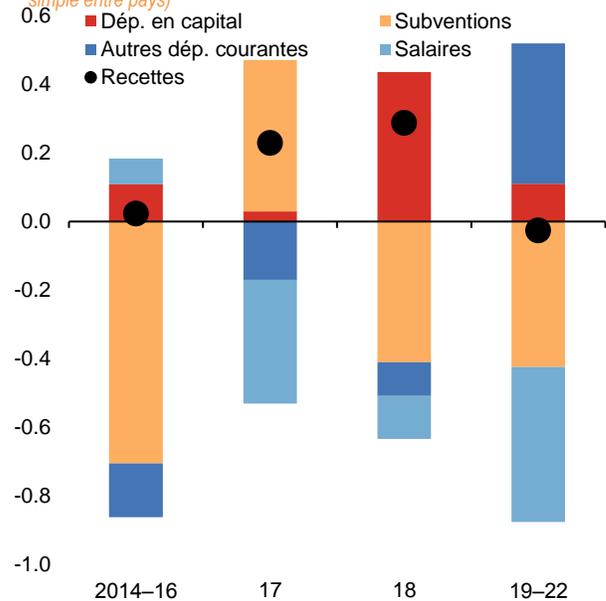
Sources : *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.
Note : Moyennes sur 2015–17. Échantillon de 153 pays émergents et pays en développement (PED). Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les importateurs de pétrole MOANAP sont désignés par un point orange. Les PED sont désignés par un point bleu.

Face aux risques de surendettement, un assainissement budgétaire prolongé et des réformes s'imposent. Les niveaux de dette devraient baisser d'ici 2022 dans la majorité des pays du fait des mesures d'assainissement attendues, consistant par exemple à cibler prudemment les dépenses courantes pour protéger les dépenses sociales tout en améliorant l'efficacité de l'investissement public afin d'atténuer les effets de contraction de la croissance (graphique 2.7). Pour alléger la charge des emprunts, il est impératif de mobiliser davantage les recettes intérieures. Une gestion renforcée des finances publiques, y compris pour améliorer la transparence et la responsabilisation, appuierait cet effort et pourrait dégager une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire. L'augmentation attendue des investissements publics (Mauritanie, Maroc, Pakistan, Tunisie), facilitée notamment par la baisse ininterrompue des dépenses courantes, contribuera au raffermissement prévu de la croissance à moyen terme. Pour renforcer les dispositifs de protection sociale et soutenir les réformes structurelles, les gouvernements revoient et améliorent également le ciblage de l'aide sociale (Égypte, Jordanie, Maroc), tout en rognant sur les dépenses courantes non prioritaires (Maroc, Tunisie). La gestion de la masse salariale publique doit se fonder sur un nouveau modèle, qui privilégie la justesse des diagnostics, la complémentarité avec d'autres réformes pour arriver à une croissance plus solidaire et des budgets viables, et la conception d'institutions adaptées (Tamirisa *et al.*, à paraître).

Graphique 2.7

Une composition de l'assainissement budgétaire propice à la croissance à moyen terme

(Pourcentage du PIB, variation par rapport à l'année précédente, moyenne simple entre pays)



Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Renforcer les cadres de politique monétaire pour soutenir la flexibilité accrue des taux de change

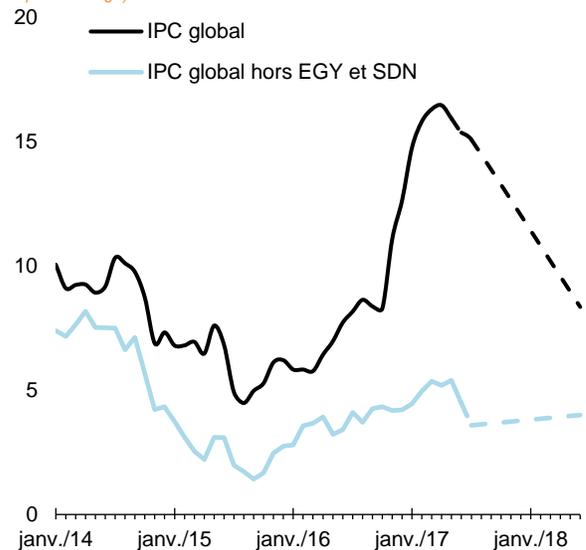
Globalement, l'inflation dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait atteindre 7,7 % en 2016 et culminer à 15,0 % en 2017 avant de revenir à 8,3 % en 2018 (graphique 2.8). En Égypte et au Soudan, le pic inflationniste résulte pour l'essentiel de facteurs ponctuels. En Égypte, la répercussion d'une forte dépréciation de la monnaie, couplée à une réduction des subventions aux carburants, l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et une hausse des tarifs des services publics, a propulsé l'inflation globale à près de 30 %. Au Soudan, la dépréciation très importante du taux de change parallèle et la monétisation du déficit budgétaire devraient amener l'inflation au-dessus de 25 %.

L'inflation a également augmenté en Afghanistan et en Somalie en raison de la hausse des prix des produits alimentaires importés et de la sécheresse, respectivement. En Tunisie, la réintroduction du mécanisme d'ajustement des prix du pétrole et une légère dépréciation du dinar devraient pousser les

prix à la hausse. En revanche, l'inflation reste globalement négligeable dans certains pays en raison des effets retardés d'appréciations du taux de change effectif nominal (Liban), de la détente des prix alimentaires mondiaux (Maroc, Pakistan) et de l'atténuation des effets exceptionnels de la libéralisation des prix (Jordanie). L'inflation devrait être plus modérée entre 2018 et 2022, compte tenu des mesures de politique monétaire que devraient prendre certains pays, de la dissipation des effets des dépréciations précédentes et de l'amélioration des capacités d'offre consécutive aux réformes structurelles et aux investissements d'infrastructure.

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devront consolider et moderniser leurs cadres de politique monétaire afin de renforcer les mécanismes de transmission, améliorer la communication et la transparence concernant les objectifs visés et perfectionner les outils d'analyse. Pour les pays récemment passés à un régime de change flottant (Égypte, Tunisie), l'adoption d'un véritable régime de ciblage de l'inflation serait souhaitable à terme (Cabral, Carneiro et Mollick, 2016). Dans ce contexte, il sera indispensable de renforcer l'indépendance de la banque centrale pour asseoir sa crédibilité et contribuer à l'ancrage des anticipations d'inflation. Dans certains pays, les responsables de la politique économique devront aussi être attentifs aux problèmes posés par la dollarisation financière.

Graphique 2.8
Des facteurs ponctuels agissent sur l'inflation
(Prix à la consommation; moyenne pour la période, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Haver Analytics; autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Note : IPC = indice des prix à la consommation. L'IPC global exclut Djibouti, la Mauritanie et la Syrie par manque de données récentes.

Stabilité du secteur financier sur fond de reprise de la croissance du crédit

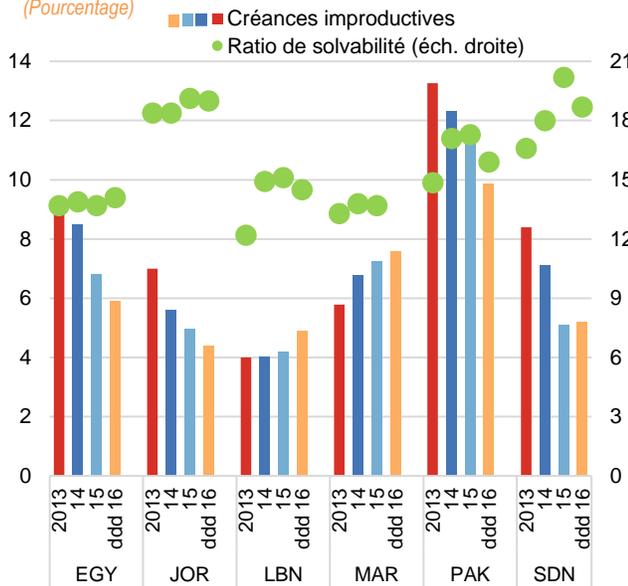
Le secteur financier demeure globalement solide. Fin 2016, la majorité des banques étaient bien capitalisées, liquides et relativement rentables. Toutefois, même si les ratios élevés de créances improductives continuent de baisser au Pakistan et au Soudan, ils tendent à augmenter au Maroc (graphique 2.9). Les réformes réglementaires du secteur bancaire avancent : plusieurs pays renforcent leur cadre de résolution, notamment en se dotant d'un dispositif de garantie des dépôts (Pakistan). Les relations de correspondance bancaire plus limitées qu'auparavant continuent de peser sur les envois de fonds et donc sur les dépôts et l'expansion du crédit (Djibouti, Somalie, Soudan).

Depuis le début de 2017, les taux de croissance du crédit au secteur privé sont en hausse au Maroc et au Pakistan, où les politiques monétaires sont accommodantes, mais sont en recul en Jordanie en raison d'un resserrement de la politique monétaire (graphique 2.10). Il serait souhaitable que cette expansion continue du crédit s'accompagne d'un suivi constant de la solidité du système financier, d'une surveillance rigoureuse des établissements individuels et de la mise en œuvre de politiques macroprudentielles judicieusement ciblées. Dans toute la région, les autorités doivent être attentives aux possibilités qu'offre l'essor rapide des innovations technologiques financières, mais également aux défis qui y sont associés (chapitre 5).

Graphique 2.9

Stabilité des indicateurs de secteur financier

(Pourcentage)



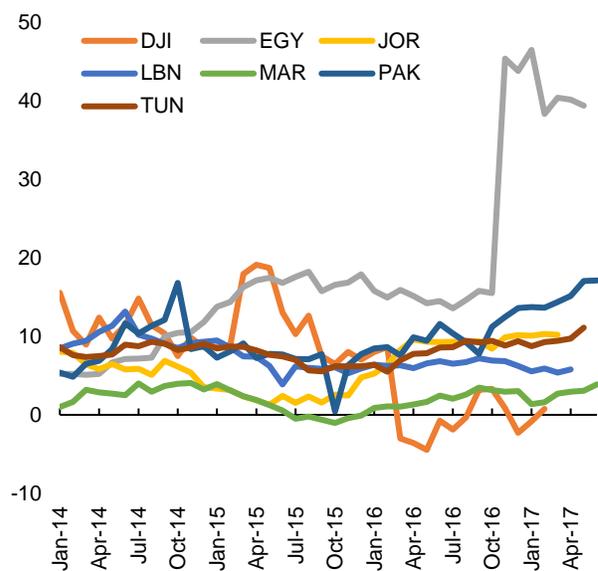
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). ddd = dernières données disponibles.

Graphique 2.10

Une expansion du crédit au secteur privé propice à la croissance

(Variation en pourcentage, glissement annuel)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : La croissance du crédit en Égypte libellée en monnaie locale a été impulsée en partie par une forte dépréciation du taux de change à la fin 2016. Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Des réformes structurelles pérennes favoriseraient la création d'emplois et une croissance inclusive

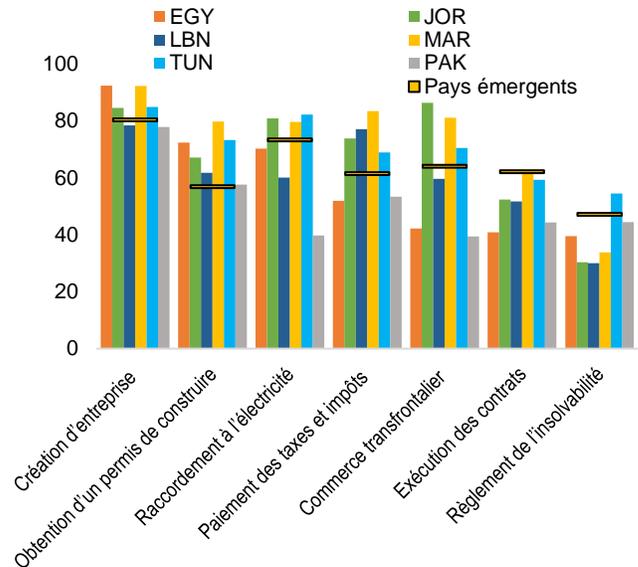
Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP doivent profiter de la hausse anticipée de la croissance pour accélérer les réformes structurelles ambitieuses qui permettront de doper l'activité du secteur public et promouvoir une économie plus dynamique, compétitive et inclusive. Le lancement d'une masse critique de réformes est impératif pour témoigner de la détermination des gouvernements et contribuer encore davantage à renforcer la confiance et la résilience de l'économie (Dabla-Norris, Ho et Kyobe, 2016; Mitra *et al.*, 2016) :

- Il sera essentiel d'améliorer le climat des affaires pour stimuler l'investissement et la croissance tirés par le secteur privé, tout en permettant à la région MOANAP de continuer à bénéficier de la reprise mondiale en cours (graphique 2.11). Une gouvernance et une transparence améliorées, une responsabilisation renforcée et une administration plus efficace rendraient le secteur privé plus confiant (Banque mondiale, 2017). Certains pays réussissent à lever progressivement les obstacles au développement du secteur privé. L'Égypte a notablement amélioré le climat des affaires en 2017 en promulguant des lois sur l'industrie et l'investissement qui ont simplifié l'enregistrement et l'activité des entreprises.

Graphique 2.11

Il faut redoubler d'efforts pour améliorer le climat des affaires

(Distance de la frontière : les valeurs élevées sont meilleures)



Sources : Banque mondiale, base de données *Doing Business*, 2017; calculs des services du FMI.

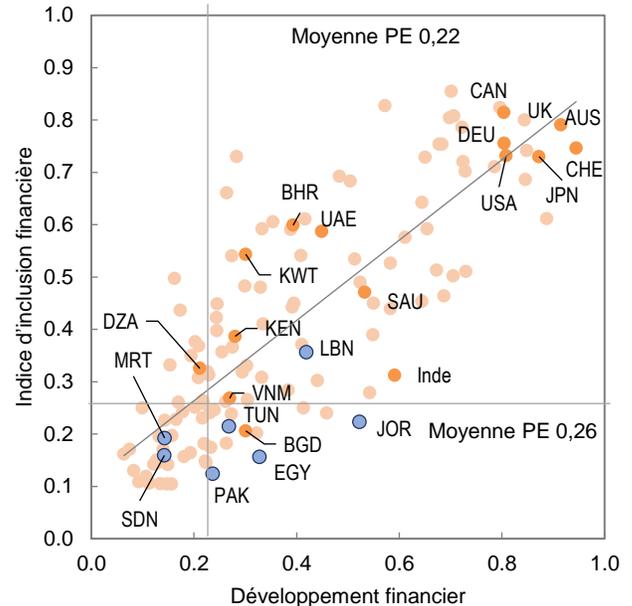
Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

- Dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, les infrastructures insuffisantes et médiocres (en particulier dans les domaines de l'énergie et des transports) restent un obstacle à la croissance tirée par le secteur privé (Sethi, 2015; Estache *et al.*, 2013). Le Pacte avec l'Afrique récemment établi fournit une occasion d'identifier et de lever ces contraintes en promouvant l'investissement privé en Afrique, plus particulièrement en faveur du développement des infrastructures (encadré 2.3). Réduire les déficits d'infrastructures permettrait l'essor de nouveaux secteurs productifs, la création d'emplois et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales (chapitre 4; Cheng *et al.*, 2015). Une intégration mondiale et intrarégionale plus poussée encouragerait à poursuivre le développement de ces chaînes d'approvisionnement et élargirait les possibilités d'exportation, permettant aux pays d'exploiter leurs avantages comparatifs dans les secteurs manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre (FMI, à paraître). Des partenariats public-privé innovants pourraient être créés pour financer des projets d'infrastructures, les autorités devant toutefois rester attentives aux risques budgétaires y afférents.
- La persistance d'un chômage élevé, notamment chez les jeunes, et la faible participation à la population active, surtout de la part des femmes, plaident en faveur d'un assouplissement du marché du travail, d'une moindre dépendance à l'égard des emplois publics et d'une amélioration des systèmes éducatifs, pour que l'offre de compétences corresponde mieux à la demande du secteur privé (OCDE, 2016). Les efforts visant à supprimer les inégalités persistantes entre les sexes en matière d'éducation pourraient également déboucher sur une croissance plus équitable et la création d'une nouvelle source de main-d'œuvre plus qualifiée. Globalement, les gains de productivité et la libération du potentiel de travail de la région renforceront la résilience et le caractère inclusif de la croissance (Mitra *et al.*, 2016).

- L'agriculture absorbe plus de 80 % de la main-d'œuvre en Afghanistan et plus de 40 % au Maroc et au Pakistan. Les réformes pour rehausser la productivité agricole et donc le revenu des populations rurales pourraient jouer un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités (Bustos, Garber et Ponticelli, 2016; Farole et Pathikonda, 2016). Un meilleur accès à l'irrigation, la formation aux bonnes méthodes de production, le recours aux variétés végétales à haut rendement et l'amélioration de l'accès aux marchés doperaient la productivité. Encourager la diversification au travers d'activités agroalimentaires à forte intensité de main-d'œuvre (industrie alimentaire, par exemple) et en favorisant une production agricole à plus forte valeur ajoutée créerait des débouchés en matière d'emploi et aboutirait à une croissance plus solidaire.
- Continuer à privilégier un accès plus large aux financements, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, améliorerait l'inclusion financière et abaisserait le coût du crédit (Demirgüç-Kunt et Singer, 2017; Naceur *et al.*, 2017; graphique 2.12; chapitre 5). Plus généralement, développer les marchés des capitaux dans la région améliorerait l'accès aux financements, avec un effet de catalyseur sur l'entrepreneuriat. Une émission régulière de titres d'État permettant d'établir une courbe des rendements contribuerait à diversifier les canaux de financement pour les entreprises et faciliterait la gestion des liquidités bancaires.

Graphique 2.12

La région a du retard en termes d'inclusion financière et de développement financier



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les importateurs de pétrole MOANAP sont désignés par un point bleu. PE = pays émergents.

Des risques plutôt baissiers

Au final, les risques pesant sur les perspectives demeurent orientés à la baisse, en raison principalement des vulnérabilités provenant de la région elle-même :

- Au niveau régional, les conflits et les menaces pour la sécurité pourraient durer ou s'aggraver, provoquant de nouvelles pertes humaines, la destruction d'infrastructures, des flux d'émigration, la désorganisation des voies commerciales régionales et des investissements transfrontaliers, et le recul du tourisme, y compris dans les pays voisins.
- Le risque de tensions sociales et d'essoufflement des réformes pourrait s'accroître si la croissance demeure morose et que le chômage ne baisse pas, limitant l'élan en faveur des réformes budgétaires et structurelles nécessaires.
- L'activité agricole reste fragile face aux aléas météorologiques et à l'évolution des cours (Maroc, Pakistan, Somalie). En outre, une baisse des prix des produits de base entraînerait des pertes de

recettes publiques et de recettes d'exportation et aggraverait les déficits courants en Mauritanie (minerais de fer, or, cuivre), au Maroc (phosphates, blé, légumes), au Pakistan (coton) et au Soudan (pétrole, or).

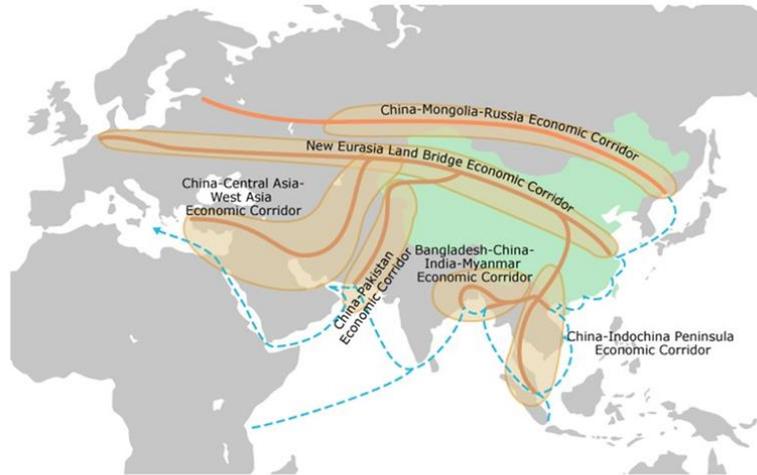
- S'agissant des risques liés à l'environnement mondial, un durcissement plus rapide des conditions financières mondiales (notamment en raison d'une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire aux États-Unis) pourrait faire augmenter les coûts de financement (y compris intérieurs), aggraver les tensions budgétaires et freiner l'investissement privé. Qui plus est, une telle normalisation de la politique monétaire des États-Unis pourrait déboucher sur un dollar plus fort, qui amplifierait les problèmes dans les pays où une grande partie de la dette est libellée en devises (Pakistan, Tunisie). Le risque existe en outre que certains pays avancés optent pour des politiques de repli sur soi, qui nuiraient aux perspectives d'exportation de la région MOANAP. En revanche, un regain d'activité plus important que prévu dans la zone euro et chez d'autres partenaires commerciaux contribuerait à tirer la croissance régionale vers le haut.

Encadré 2.1. L'initiative «la Ceinture et la Route» (ou la Nouvelle Route de la soie) reliera l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest et le Moyen-Orient¹

L'initiative chinoise de très grande envergure qui lance la Nouvelle Route de la soie (NRS) offre à l'Asie centrale, à l'Asie du Sud-Ouest et au Moyen-Orient de nouvelles possibilités de répondre aux besoins d'infrastructure, de renforcer la connectivité économique et financière et de soutenir la diversification et l'emploi. Pour exploiter toutes ces possibilités, il faudrait que les projets soient judicieusement conçus et gérés et que les coûts futurs soient constatés dans leur totalité. Un climat économique d'ouverture et de compétitivité aiderait les pays concernés à maximiser et répartir les bénéfices et les avantages.

Graphique 2.2.1

Initiative de la Nouvelle Route de la soie : six couloirs économiques reliant l'Asie, l'Europe et l'Afrique



Source: Hong Kong Trade Development Council (HKTDC).

L'initiative, qui remonte à 2013, vise à renforcer les liens de la Chine avec l'Europe et l'Afrique en passant par l'Asie centrale et du Sud-Ouest et le Moyen-Orient (graphique 2.1.1). Les pays participant à la Nouvelle Route de la soie sont près de 70 et le chiffre final pourrait atteindre, voire dépasser, la centaine. Les axes privilégiés sont le développement des infrastructures et la facilitation des échanges, la connectivité et l'intégration financières, la coordination des politiques économiques, la recherche conjointe et les échanges entre les peuples. Il y aura six corridors (le nouveau pont terrestre eurasiatique, le corridor Chine–Mongolie–Russie, le corridor Chine–Asie centrale–Asie de l'Ouest, le corridor sino-pakistanaï, le corridor Chine–péninsule indochinoise et le corridor Chine–Myanmar–Bangladesh–Inde), auxquels s'ajoutera la deuxième composante de la NRS, c'est-à-dire la ceinture économique maritime du XXI^e siècle. Le montant cumulé des investissements dans ces corridors pourrait atteindre 1.000 milliards de dollars sur dix ans. Les financements, proposés pour la plupart aux conditions du marché, proviendront de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, de la Banque chinoise de développement, de la Banque chinoise d'import-export et du Fonds de la Route de la soie. D'autres investissements pourraient être financés par des sources publiques et privées, de Chine ou d'ailleurs.

Pour l'Asie centrale et du Sud-Ouest et le Moyen-Orient, les projets de la Nouvelle Route de la soie qui concerneront les infrastructures, l'industrie et les services publics ainsi que les efforts en faveur de la connectivité financière et les échanges entre les peuples pourraient contribuer à combler des déficits d'infrastructure, approfondir l'intégration économique et financière régionale et soutenir la diversification et l'emploi. Les pays du Caucase et d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et de la région

MOANAP qui y participent sont les suivants : Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Djibouti, Géorgie, Iran, Kazakhstan, Ouzbékistan, Pakistan, République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan.

Les principaux projets associés à la NRS seront :

- des investissements dans l'énergie et dans les infrastructures ferroviaires, routières et portuaires au Pakistan, pour un montant total de 55 milliards de dollars durant la prochaine décennie;
- des projets liés aux voies ferrées, aux autoroutes et aux ports pour relier l'Europe à la Russie via le Kazakhstan, et à l'Iran et à la Turquie, via le Kazakhstan et le Turkménistan;
- une voie ferrée vers l'Ouzbékistan via la République kirghize, une deuxième vers l'Afghanistan via l'Ouzbékistan et une troisième partant d'un port djiboutien modernisé en direction de l'Éthiopie et du Soudan du Sud;
- des oléoducs et des gazoducs reliant la Chine à l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, et à l'Europe, via la mer Noire et la Turquie;
- des projets en rapport avec l'électricité, les ressources naturelles, l'industrie extractive, l'industrie manufacturière, l'agriculture et la transformation des produits alimentaires dans toute la région.

Il est probable que les constructions, l'augmentation de l'approvisionnement en énergie, l'amélioration de la connectivité, les transferts de technologie et le développement des échanges commerciaux produiront des effets bénéfiques. Les projets réalisés dans le cadre de la Nouvelle Route de la soie devraient aider à diversifier l'économie et stimuler les exportations et l'emploi, tandis que les projets de services publics devraient réduire, voire régler, les pénuries d'énergie. La connectivité financière, l'intégration commerciale et les programmes de recherche et d'échange devraient aussi être bénéfiques en facilitant l'inclusion dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et en dopant l'investissement privé ainsi que la production, les exportations, la valeur ajoutée et l'emploi (chapitre 4). C'est une perspective particulièrement encourageante, car les coûts de transport sont élevés dans toute la région, le degré d'ouverture est relativement faible et les déficits d'infrastructure sont considérables.

En dépit de ses avantages potentiels, la Nouvelle Route de la soie se heurtera à certains obstacles, comme la réalisation et la gestion de projets à cheval sur plusieurs pays et s'inscrivant parfois dans un contexte géographique, des politiques économiques ou des conditions environnementales complexes. Ces projets seront sans doute assez problématiques en termes de budget, de dette et de position extérieure, en particulier dans les pays de la région MOANAP et du Caucase et d'Asie centrale n'ayant guère de latitude pour creuser leur déficit budgétaire ou accroître leur dette publique. Ils pourraient aussi évincer les dépenses dans d'autres domaines de développement. Les flux financiers générés pourraient quant à eux perturber les taux de change. En outre, tout en dégagant de nouvelles recettes fiscales et d'exportation, les projets de la NRS induiront de nouvelles charges budgétaires liées aux coûts d'exploitation et d'entretien, et grèveront la balance des paiements (remboursement des prêts, service des intérêts, rapatriement des bénéficiaires, importations de combustibles). Les exonérations dont bénéficieront les projets de la NRS pèseront sur les budgets nationaux.

Par conséquent, il sera essentiel de renforcer les cadres fiscaux et budgétaires à moyen terme et les capacités d'évaluation et de gestion des coûts des projets, des modalités financières et des risques (y compris ceux découlant des incitations fiscales). Il faudrait que les projets de la NRS soient bien conçus, commercialement rentables et que leur mise en œuvre soit efficace et fasse l'objet d'un suivi étroit. Les transactions devraient s'effectuer à des conditions aussi concessionnelles que possible pour les pays à faible revenu, être transparentes et privilégier les retombées en termes d'emplois et d'intrants locaux (équipements, matières,

machines). Les projets menés conjointement avec des institutions financières internationales seraient les bienvenus, car ils bénéficieraient de mécanismes établis d'évaluation et de suivi et, éventuellement, de financements concessionnels supplémentaires.

Enfin, pour faciliter les retombées positives pour les économies locales, il faut offrir aux entreprises de la région un environnement économique ouvert et compétitif, dans lequel les entrepreneurs des secteurs non liés aux produits de base (services, logistiques, industrie manufacturière) bénéficieraient de meilleures infrastructures physiques et financières, de coûts plus bas et d'un accès plus simple aux marchés mondiaux et aux principaux marchés bilatéraux. Les entreprises de transport, les services publics et les banques des différents pays participants devraient être suffisamment solides et, dans les transports et les services publics, la tarification devrait garantir la récupération des coûts. Il sera capital que les pays traversés par la NRS et leurs partenaires commerciaux soient prêts à favoriser l'intégration et les exportations dans le cadre de cette initiative.

Le mandat du FMI prévoit de soutenir la coopération multilatérale, renforcer la stabilité mondiale et économique et promouvoir une croissance durable et inclusive, autant d'objectifs conformes aux priorités de la NRS. Le FMI s'engage aux côtés de ses pays membres, auxquels il fournit des conseils de politique économique, une assistance technique et des formations dans des domaines qui les aideront à mieux évaluer et gérer leurs projets d'investissement, dont ceux de la NRS. L'Initiative pour le soutien aux infrastructures, qui reflète un nouvel engagement du FMI, vise à prêter main forte aux pays membres en leur proposant divers outils d'évaluation relatifs à la gestion des investissements publics, aux risques budgétaires des partenariats public-privé, aux liens dette-investissement-croissance et à la viabilité de la dette, et des conseils stratégiques pour la gestion de la dette à moyen terme.

¹Préparé par Mark Horton.

Encadré 2.2. La Somalie se reconstruit après des décennies de guerre civile¹

La fin de la guerre civile qui déchirait la Somalie est une occasion unique de reconstruire l'économie du pays. Les partenaires internationaux, dont le FMI, fournissent une assistance technique qui produit des résultats tangibles. Le programme de référence du FMI facilitera un soutien financier futur en dressant un bilan des politiques et réformes mises en œuvre et s'accompagnera des conseils de politique économique du FMI.

En Somalie, après plusieurs décennies de guerre civile qui ont ravagé les infrastructures économiques et sociales du pays, les institutions sont dans un état pitoyable et la pauvreté s'est généralisée. Le PIB par habitant entre 2014 et 2016 n'était que de 426 dollars, loin derrière celui des autres pays de la région (tableau 2.2.1). Néanmoins, la guerre civile a cessé à la fin de la décennie 2000 et les élections nationales de février 2017 (les deuxièmes seulement depuis 1991) offrent à la Somalie une occasion de tourner la page.

Tableau 2.2.1
Principaux indicateurs économiques et sociaux, 2014–16
(Moyenne)

	Somalie	PFR ¹
	2014–16 (moyenne)	
Population, total (millions)	13,9	642,0
PIB par habitant (dollars EU courants)	426,0	632,3
APD nette reçue (% du RNB)	22,2	8,7
Espérance de vie à la naissance, total (années)	55,5	61,5
Taux d'activité, total (% pop. âgée de 15 ans et +) ²	54,3	76,2
Taux d'activité, femmes (% pop. féminine de 15 ans et +) ²	33,2	70,0
Taux d'activité, hommes (% pop. masculine de 15 ans et +) ²	75,9	82,6
Délai d'enregistrement d'une propriété (jours)	188,0	78,8

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; calculs des services du FMI.

¹Pays à faible revenu.

²Estimation de l'Organisation internationale du travail.

Des étapes importantes de la reconstruction économique ont déjà été franchies et le pays peut actuellement compter sur des subventions de donateurs, des envois de fonds et des investissements directs étrangers (émanant essentiellement de la diaspora somalienne). Les partenaires de la Somalie lui apportent une aide importante en termes de maintien de la paix, de renforcement des institutions et d'actions humanitaires. Depuis la reconnaissance du gouvernement fédéral par la communauté internationale en 2012, la Somalie a reçu une assistance technique à grande échelle; elle est l'un des premiers destinataires de l'assistance technique du FMI, qui provient principalement d'un fonds fiduciaire alimenté par plusieurs bailleurs, en étroite coordination avec d'autres partenaires. Cette assistance technique a produit des résultats tangibles dans les domaines de la gestion économique et de la déclaration de données macroéconomiques et financières. S'agissant, d'une part, de la reconstitution des capacités institutionnelles requises pour la préparation et le suivi d'un budget annuel et la mise en œuvre d'une réforme monétaire nationale, et, d'autre part, du renforcement de la gouvernance de la banque centrale, des progrès assez considérables ont également été notés.

Le FMI conseille aussi le gouvernement sur sa politique économique lorsqu'il élabore des mesures et des réformes dans ce domaine. Depuis la reprise de ses relations avec la Somalie en 2013, le FMI y a conduit deux consultations au titre de l'article IV. Afin de soutenir les efforts de reconstruction de l'économie et dresser un bilan de l'application des mesures et des réformes, le gouvernement somalien a signé en mai 2016 un programme de référence d'un an. Ce premier programme étant achevé, un nouveau a été approuvé par la Direction du FMI et couvre la période mai 2017–avril 2018. Bien que l'existence d'arriérés empêche actuellement la Somalie de bénéficier de l'aide financière du FMI, le succès du programme en cours et des suivants aidera le pays à renforcer ses institutions et ses politiques économiques, ce qui devrait lui permettre de prétendre à un allègement de sa dette dans le futur.

Malgré ces avancées, la Somalie reste en butte à d'importantes difficultés. En ce qui concerne la sécurité, la situation toujours précaire est aggravée par le taux de chômage élevé chez les jeunes et une sécheresse qui pénalise fortement l'activité économique et constitue un danger sur le plan humanitaire. La situation budgétaire très inconfortable résulte en partie d'une gestion encore défailante, d'un système de recouvrement de l'impôt

inefficace et d'une dette extérieure très lourde, qui ne pourra pas être remboursée. La banque centrale et le secteur financier sont encore très récents, et la généralisation de la contrefaçon sape la confiance dans la monnaie nationale. À l'avenir, il est essentiel que la Somalie poursuive ses efforts pour conduire des réformes durables et de grande envergure en vue de reconstruire ses institutions et qu'elle fournisse des données économiques, financières et sociales pour faciliter et guider l'élaboration de sa politique économique.

¹Cet encadré a été préparé par Lukas Pender Kohler, Sebastien Walker et Issouf Samake. Les données macroéconomiques sur la Somalie figurant dans la présente édition des *Perspectives économiques régionales* sont les premières que publie le FMI depuis le début des années 90.

Encadré 2.3. Le Pacte avec l’Afrique : une initiative du G-20 pour stimuler l’investissement privé¹

L’objectif du Pacte avec l’Afrique lancé par le Groupe des Vingt (G-20) est d’aider les pays susceptibles de générer une croissance soutenue et inclusive à exploiter leur potentiel, en promouvant l’investissement et améliorant les infrastructures en Afrique. Pour appuyer cette initiative, le FMI renforce l’aide destinée à développer les capacités des pays participants, leur prodigue des conseils de politique économique et intègre des réformes pertinentes dans la conception des programmes bénéficiant de son appui.

Avec le Pacte avec l’Afrique, le G-20 entend promouvoir l’investissement en Afrique par la conclusion de pactes (ou d’accords) entre les pays africains intéressés, les organisations internationales et les partenaires du développement, en ciblant plus particulièrement le développement des infrastructures². L’initiative a été lancée en mars 2017, sous la présidence allemande, par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G-20. Les pactes signés pour chaque pays indiquent les mesures que devront prendre les participants à l’initiative pour stimuler les flux d’investissement privés :

- Les pays africains participant au Pacte identifieront les réformes propices à la création de conditions plus favorables à l’investissement privé, amélioreront la mobilisation des recettes et financements intérieurs et dégageront une marge de manœuvre afin d’augmenter les investissements publics indispensables dans les infrastructures, tout en veillant à la viabilité de leur dette.
- Le G-20 et les autres pays partenaires promouvront l’initiative et encourageront leurs entreprises à investir dans les pays africains participants, y compris en organisant régulièrement des tours de table d’investisseurs et des manifestations de haut niveau (comme la conférence «Investir dans un avenir en commun» qui s’est tenue à Berlin dernièrement), et appuieront la fourniture d’une assistance technique en conséquence.
- Les organisations internationales fourniront une assistance technique, des conseils de politique économique et un soutien financier pour contribuer à garantir la solidité des cadres macroéconomiques, commerciaux et financiers.
- Le G-20, les autres pays partenaires et les organisations internationales se coordonneront plus étroitement, y compris pour l’assistance technique; intensifieront leur aide dans les phases précoces de préparation des projets d’infrastructure; et feront en sorte que les bras privés des institutions de développement multilatérales et bilatérales investissent davantage.

Les pays africains participant à l’initiative — Côte d’Ivoire, Éthiopie, Ghana, Maroc, Rwanda, Sénégal et Tunisie — sont en train d’achever leurs pactes respectifs. D’autres ont manifesté leur intérêt ou pourraient envisager de participer, notamment l’Algérie et l’Égypte. Cette initiative pourrait considérablement aider à relever le défi qui consiste à doper la croissance et créer des emplois de qualité pour les jeunes de ces pays africains, en particulier en contribuant à préserver la stabilité macroéconomique, améliorer le climat des affaires et renforcer les marchés financiers.

Le FMI a soutenu le lancement et la mise en œuvre de l’initiative, y compris dans le contexte de programmes actifs avec plusieurs pays participants. La concertation avec le FMI et le contenu des programmes prendront en compte les réformes sur lesquelles reposent les pactes tout en protégeant la résilience macroéconomique et la viabilité de la dette publique. Le FMI redouble aussi d’efforts pour le renforcement des capacités dans ses

domaines de compétence afin d'appuyer la mise en œuvre du Pacte, y compris par le biais des centres régionaux d'assistance technique en Afrique et du Centre d'assistance technique au Moyen-Orient.

Pour garantir la viabilité et le succès de cette initiative, un groupe du G-20 chargé du financement des investissements aidera à la réalisation et à la supervision à moyen terme du programme de travail du Pacte avec l'Afrique. Le suivi de ce programme se fondera sur un dialogue au sein de chaque pays et l'envoi de rapports semestriels au G-20.

¹Préparé par Gaëlle Pierre.

²Consulter le site en ligne de l'initiative à l'adresse <https://www.compactwithafrica.org/>.

Bibliographie

- Bustos, P., G. Garber, and J. Ponticelli. 2016. "Capital Allocation across Sectors: Evidence from a Boom in Agriculture." Working Paper 414, Banco Central Do Brasil, Brasilia.
- Cabral, R., F. G. Carneiro, and A. V. Mollick. 2016. "Inflation Targeting and Exchange Rate Volatility in Emerging Markets." Policy Research Working Paper 7712, World Bank, Washington, DC.
- Cheng, K., S. Rehman, D. Seneviratne, and S. Zhang. 2015. "Reaping the Benefits from Global Value Chains." IMF Working Paper 13/108, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dabla-Norris, E., G. Ho, and A. Kyobe. 2016. "Structural Reforms and Productivity Growth in Emerging Market and Developing Economies." IMF Working Paper 16/15, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Demirgüç-Kunt, A., and D. Singer. 2017. "Financial Inclusion and Inclusive Growth: A Review of Recent Empirical Evidence." Policy Research Working Paper 8040, World Bank, Washington, DC.
- Estache, A., E. Ianchovichina, R. Bacon, and I. Salamon. 2013. *Infrastructure and Employment Creation in the Middle East and North Africa*. Washington, DC: World Bank.
- Farole, F., and V. Pathikonda. 2016. "The Capabilities Driving Participation in Global Value Chains." Policy Research Working Paper 7804, World Bank, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). Forthcoming. "Getting Global Economic Integration Right." Washington, DC.
- Mitra, P., A. Hosny, G. Minasyan, M. Fischer, and G. Abajyan. 2016. "Avoiding the New Mediocre: Raising Long-Term Growth in the Middle East and Central Asia." Departmental Paper, Middle East and Central Asia Department, International Monetary Fund, Washington, DC.
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/dp/2016/mcd1601.pdf>.
- Naceur, S. B., R. Blotvogel, M. Fischer, and H. Shi. 2017. "Financial Development and Source of Growth: New Evidence." IMF Working Paper 17/143, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2016. *Youth in the MENA Region: How to Bring Them In*. Paris.
- Rother, B., G. Pierre, D. Lombardo, R. Herrala, P. Toffano, E. Roos, A. G. Auclair, and K. Manasseh. 2016. "The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa." Staff Discussion Note 16/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Sahay, R., M. Cihak, P. N'Diaye, A. Barajas, R. Bi, D. Ayala, Y. Gao, A. Kyobe, L. Nguyen, C. Saborowski, K. Svirydzenka, and S. Yousefi. 2015. "Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets." IMF Staff Discussion Note 15/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Sethi, N. 2015. "Power Sector Reforms: Pakistan's Energy Crisis and Ways Forward." In *Pakistan's Interminable Energy Crisis: Is There Any Way Out?* edited by M. Kugelmann. Washington, DC: Wilson Center.

Tamirisa, N., G. Agou, C. Duenwald, K. Dybczak, T. Kass-Hanna, T. Mirzoev, B. Nandwa, and G. Pierre. Forthcoming. "Protecting and Promoting Inclusive Growth and Fiscal Sustainability through the Public Wage Bill in the Middle East and Central Asia Region." International Monetary Fund, Washington, DC.

World Bank. 2016. *World Development Indicators*. World Bank, Washington, DC (accessed June 2017).

World Bank. 2017. *Doing Business Indicators*. World Bank, Washington, DC (accessed June 2017).

**Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP :
principaux indicateurs économiques**

	Moyenne				Projections	
	2000–13	2014	2015	2016	2017	2018
Croissance du PIB réel	4,5	3,2	3,9	3,6	4,3	4,4
<i>(Variation annuelle; en pourcentage)</i>						
Afghanistan, Rép. d ¹	...	2,7	1,3	2,4	2,5	3,0
Djibouti	3,8	6,0	6,5	6,5	7,0	7,0
Égypte	4,4	2,9	4,4	4,3	4,1	4,5
Jordanie	5,4	3,1	2,4	2,0	2,3	2,5
Liban	4,5	2,0	0,8	1,0	1,5	2,0
Mauritanie	4,7	5,6	0,9	1,7	3,8	3,0
Maroc	4,6	2,7	4,5	1,2	4,8	3,0
Pakistan	4,3	4,1	4,1	4,5	5,3	5,6
Somalie	2,0	3,6	3,6	3,2	2,4	3,5
Soudan ¹	4,7	1,6	4,9	3,0	3,7	3,6
République arabe syrienne ²	4,3	...	...	...	...	...
Tunisie	3,8	2,3	1,1	1,0	2,3	3,0
Cisjordanie et Gaza ³	4,1	-0,2	3,4	4,1	3,1	3,0
Hausse des prix à la consommation	6,0	9,4	6,7	7,7	15,0	8,3
<i>(Moyenne sur l'année; en pourcentage)</i>						
Afghanistan, Rép. d ¹	...	4,7	-0,7	4,4	6,0	6,0
Djibouti	3,6	2,9	2,1	2,7	3,0	3,0
Égypte	3,8	10,1	10,4	13,8	29,9	13,0
Jordanie	4,0	2,9	-0,9	-0,8	3,3	1,5
Liban	3,2	1,9	-3,7	-0,8	3,1	2,5
Mauritanie	6,0	3,8	0,5	1,5	2,1	3,7
Maroc	1,7	0,4	1,5	1,6	0,9	1,6
Pakistan	8,8	8,6	4,5	2,9	4,1	4,8
Somalie	...	...	...	...	...	...
Soudan ¹	13,6	36,9	16,9	17,8	26,9	19,0
République arabe syrienne ²	4,9	...	...	...	...	...
Tunisie	3,3	4,9	4,9	3,7	4,5	4,4
Cisjordanie et Gaza ³	3,6	1,7	1,4	-0,2	0,5	1,6
Solde budgétaire global des adm. publ.	-5,5	-7,3	-7,3	-6,8	-6,6	-5,6
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan, Rép. d ⁴	...	-1,7	-1,4	0,1	0,4	0,2
Djibouti	-2,1	-9,6	-21,7	-18,2	-1,6	-0,7
Égypte	-7,8	-11,8	-11,4	-10,9	-9,5	-7,3
Jordanie ⁵	-5,2	-10,3	-5,3	-3,2	-2,5	-0,4
Liban ⁴	-11,6	-6,3	-7,6	-9,3	-9,9	-10,3
Mauritanie ^{4,6}	-2,4	-4,5	-3,4	-0,3	-0,6	-1,8
Maroc ⁴	-4,1	-4,8	-4,2	-4,1	-3,5	-3,0
Pakistan ⁷	-4,7	-4,9	-5,3	-4,4	-5,7	-5,4
Somalie	...	...	...	...	...	...
Soudan ¹	-1,3	-1,4	-1,9	-1,8	-2,4	-2,6
République arabe syrienne ²	...	...	...	...	...	...
Tunisie ⁸	-3,2	-3,7	-5,3	-5,9	-5,9	-5,3
Cisjordanie et Gaza ³	-22,8	-12,5	-11,4	-8,0	-8,4	-7,8
Solde des transactions courantes	-2,4	-4,2	-4,4	-5,3	-5,3	-4,8
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan, Rép. d ¹	...	5,7	3,0	7,1	4,7	1,6
Djibouti	-8,0	-25,1	-31,8	-30,4	-21,0	-18,2
Égypte	-0,5	-0,8	-3,6	-6,0	-5,9	-3,8
Jordanie	-6,1	-7,3	-9,1	-9,3	-8,4	-8,3
Liban	-15,6	-26,4	-18,7	-18,6	-18,0	-16,8
Mauritanie	-13,4	-27,3	-19,7	-14,9	-14,2	-9,6
Maroc	-3,3	-5,9	-2,1	-4,4	-4,0	-2,9
Pakistan	-1,3	-1,3	-1,0	-1,7	-4,0	-4,9
Somalie	-4,8	-6,3	-7,2	-10,1	-11,1	-10,7
Soudan ¹	-5,5	-7,1	-8,0	-5,6	-1,9	-2,0
République arabe syrienne ²	-0,4	...	...	...	...	...
Tunisie	-4,1	-9,1	-8,9	-9,0	-8,7	-8,4
Cisjordanie et Gaza ³	-17,4	-16,9	-16,3	-9,9	-13,1	-13,2

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : Les variables sont déclarées sur la base de l'exercice pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars) jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite, ainsi que pour l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), à l'exception de l'inflation.

¹Les données pour 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données pour 2012 et les années ultérieures se rapportent au Soudan actuel.

²Les données de 2011–18 excluent la Syrie.

³La Cisjordanie et la bande de Gaza n'est pas un pays membre du FMI et n'est incluse dans aucun des agrégats.

⁴Administration centrale. Pour la Jordanie, inclut les transferts à la compagnie d'électricité.

⁵Le solde budgétaire global inclut les transferts à la compagnie d'électricité NEPCO jusqu'à la fin de 2014.

À compter de 2015, ces transferts ont pris fin.

⁶Y compris recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

⁷Y compris dons.

⁸Y compris coûts de la recapitalisation bancaire et paiements d'arriérés.

4. Tirer parti des échanges commerciaux pour stimuler la croissance dans les régions MOANAP et CAC¹

Pour les pays des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et Caucase et Asie centrale (CAC), le raffermissement de la reprise mondiale offre des possibilités importantes de renforcement des exportations et de la croissance. Des calculs réalisés à titre indicatif font apparaître qu'une plus grande ouverture commerciale, liée à une participation accrue aux chaînes de valeur mondiales, à la diversification des exportations ou à l'amélioration de la qualité des produits, pourrait contribuer à accroître le niveau des revenus d'environ 5 à 10 % au bout de cinq à dix ans. Les pays importateurs de pétrole sont mieux placés que les autres pays de la région pour tirer parti de l'amélioration des perspectives du commerce international, car ils sont mieux intégrés aux chaînes de valeur mondiales et leurs exportations sont plus diversifiées. Cela étant, ils pourraient encore améliorer la qualité de leurs exportations. En revanche, les pays exportateurs de pétrole devraient concentrer leurs efforts sur la diversification de leur économie, afin de produire et d'exporter une gamme plus étendue de biens et de services. La plupart des pays gagneraient à consolider leur accès aux marchés d'exportation en signant des accords commerciaux et en tirant parti des nouvelles possibilités d'intégration, telles que le projet chinois de nouvelles routes de la soie (voir encadré 2.1 au chapitre 2) et le Pacte avec l'Afrique (voir encadré 2.3 au chapitre 2). Des réformes structurelles visant à favoriser l'investissement et la création d'emplois, ainsi que des politiques budgétaires ciblées permettant de réduire les coûts d'ajustement, pourraient se révéler nécessaires pour atténuer les effets négatifs éventuels d'une ouverture commerciale accrue et faire en sorte que la croissance qui en résulterait soit aussi inclusive que possible.

Le commerce contribue à stimuler la croissance

De nombreuses études confirment les puissants effets positifs du commerce sur la croissance et les revenus. À la suite des travaux précurseurs de Frankel et Romer (1999), de nombreuses études se sont intéressées aux différents mécanismes par lesquels le commerce influe sur la croissance économique². D'après leurs conclusions, un pays connaît une croissance plus rapide lorsque la structure de ses exportations est plus diversifiée (Lederman et Maloney, 2003), que la qualité de ses exportations est plus élevée (Henn, Papageorgiou et Spatafora, 2015) et qu'il est bien intégré aux chaînes de valeur mondiales (Didier et Pinat, 2017).

Une autre étude empirique centrée sur les grandes questions économiques qui touchent les régions MOANAP et CAC confirme ces résultats (annexe 4.1). Cette analyse, qui couvre 131 pays dont 20 appartenant aux régions MOANAP ou CAC, montre que les investissements dans les infrastructures, l'investissement direct étranger (IDE) et le degré global d'ouverture commerciale (tel que mesuré par le

¹Préparé par Alexei Kireyev (auteur principal), Maxym Kryshko, Boaz Nandwa et Magali Pinat, assistés par James Aylward et Samira Kalla pour les recherches.

²Voir Singh (2010) pour un tour d'horizon des études publiées.

total des exportations et des importations en proportion du PIB) sont tous des facteurs qui favorisent la croissance du PIB réel par habitant. Il s'agit là de résultats intuitifs, puisque l'accès à des infrastructures de qualité aide à réduire les coûts de production et à améliorer l'accès aux marchés. De même, l'IDE peut contribuer à développer la capacité de production de l'économie grâce à des transferts de technologies et de connaissances, tandis que l'ouverture commerciale stimule la demande potentielle pour la production d'un pays et tend à augmenter la productivité par un accroissement de la pression concurrentielle. En outre, l'analyse suggère que la diversification et la qualité des exportations, ainsi que l'intégration aux chaînes de valeur mondiales, notamment la part de la valeur ajoutée nationale dans les exportations, semblent toutes jouer un rôle important dans la croissance de l'économie. Ces résultats sont conformes aux attentes puisqu'une gamme plus étendue de produits de meilleure qualité et intégrant davantage de valeur ajoutée devrait se traduire par une augmentation de la demande pour les exportations du pays, une hausse des prix et des bénéfices plus conséquents pour les exportateurs. Il existe une corrélation négative intéressante entre la croissance et le niveau initial du PIB par habitant, ce qui semblerait indiquer que le niveau du PIB par habitant des différents pays devrait progressivement converger. Les effets positifs du niveau d'éducation de la population active sur la croissance, constatés dans les pays avancés et les pays émergents (Chang, Kaltani et Loayza, 2009), deviennent moins évidents lorsque l'échantillon de pays est élargi pour inclure des pays à faible revenu comptant très peu de travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur.

Les effets de l'ouverture commerciale sur le caractère inclusif de la croissance sont moins clairs. Certaines analyses empiriques signalent, par exemple, qu'une plus grande ouverture commerciale n'a pas d'effet sensible sur les inégalités (encadré 1.4). Cependant, il a été démontré que, grâce à ses effets positifs sur la croissance, le commerce international contribue à la hausse des revenus, ce qui contribue à faire reculer la pauvreté (FMI, Banque mondiale et OMC, 2017) et réduit les écarts de salaires au sein du pays concerné (Conseil des conseillers économiques, 2015). Dans le même esprit, le commerce international a élargi l'accès aux capitaux et aux technologies et, en contribuant à accroître la productivité et la croissance, il a favorisé la hausse du niveau de vie, y compris dans les pays émergents et en développement (chapitre 3, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2017). Le commerce international peut aussi contribuer à réduire les inégalités en abaissant les prix des denrées alimentaires et des boissons principalement consommées par les plus pauvres (Faijgelbaum et Khandelwal, 2016). Dans le même temps, une ouverture commerciale accrue peut engendrer des coûts d'ajustement qui portent atteinte à certaines collectivités ou à certaines catégories de la population active. De manière générale, Helpman (2016) montre que, si le commerce international a porté préjudice à certains travailleurs, il n'a eu qu'un effet modeste sur les inégalités de salaires. Ce résultat semble indiquer que les politiques publiques ont un rôle important à jouer, autant pour atténuer les coûts d'ajustement que pour veiller à la pleine réalisation et au partage équitable des bénéfices.

Le degré d'ouverture commerciale a décliné ces dernières années

Le degré d'ouverture commerciale accuse depuis quelques années un tassement marqué au sein des régions MOANAP et CAC. Ce repli rejoint les tendances observées au plan international, notamment l'atonie générale de l'activité économique mondiale, et plus particulièrement de l'investissement, le ralentissement de la libéralisation des échanges, la baisse des cours des matières premières, y compris du pétrole, et la croissance plus lente des chaînes de valeur mondiales (chapitre 2, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2016). Parmi les pays importateurs de pétrole, le déclin a été plus rapide

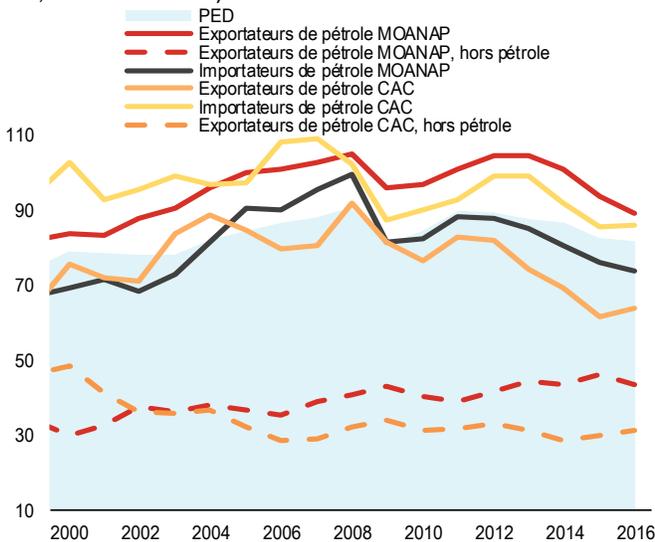
dans la région MOANAP que dans le Caucase et l'Asie centrale en raison des conflits et des tensions géopolitiques régionaux (graphique 4.1). Pour les pays exportateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC, cette ouverture commerciale relativement faible peut en grande partie s'expliquer par la stagnation ou le recul des exportations de pétrole et de gaz et par la chute des cours du pétrole ces dernières années. Si l'on exclut le pétrole, l'ouverture commerciale a légèrement progressé dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, tandis qu'elle est restée globalement stable dans les pays exportateurs de pétrole de la région CAC, signe que la diversification des exportations a fait quelques progrès. Pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, la tendance s'explique par une croissance des exportations plus faible que dans la moyenne des pays émergents et en développement. Pour les pays importateurs de pétrole de la région CAC, la croissance des exportations a été relativement rapide, mais la baisse des importations, provoquée par une diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés, explique le déclin général de l'ouverture au commerce ces dernières années.

Graphique 4.1

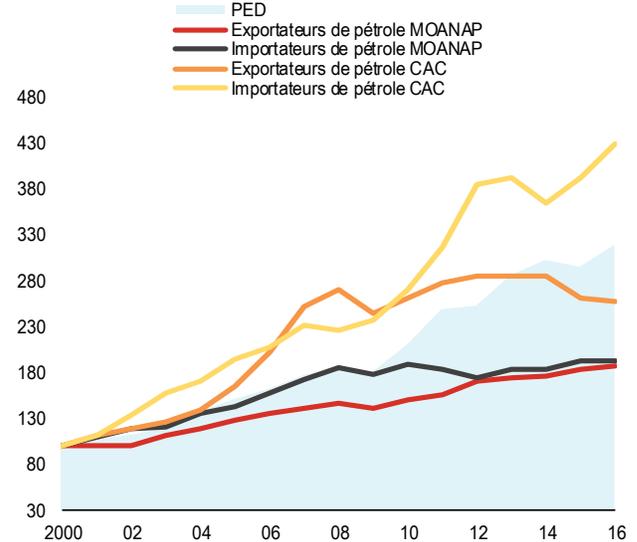
Ouverture commerciale et exportations réelles

1. Ouverture commerciale

(Total des exportations et des importations en pourcentage du PIB, en termes nominaux)



2. Volume des exportations (Indice, 2000 = 100)



Sources : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, octobre 2017; calculs des services du FMI.

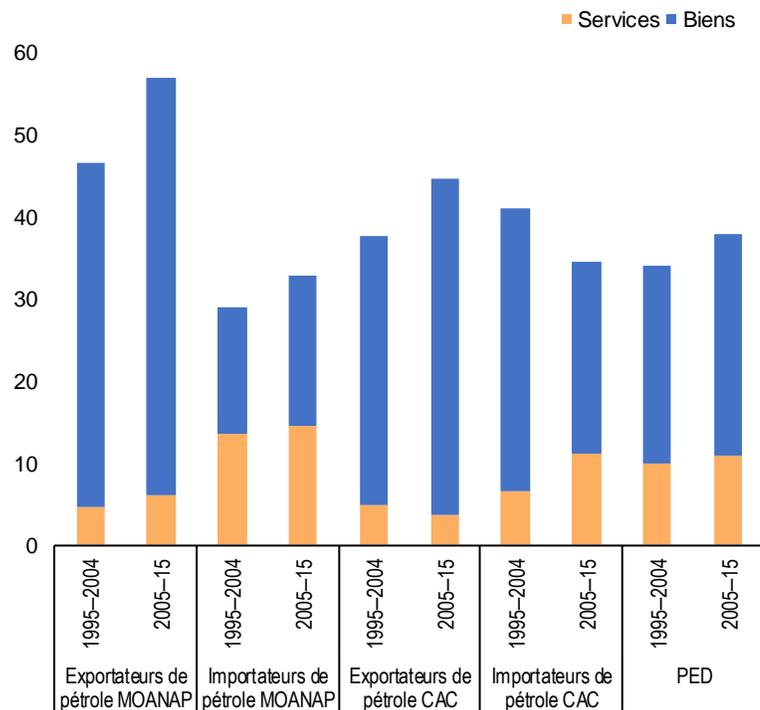
Note : L'Afghanistan utilise l'année 2002 comme année de référence en raison de problèmes de données. CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

Les exportations de services se sont accrues dans la région au cours des dix dernières années, mais elles restent trop modestes, en particulier dans les pays exportateurs de pétrole (graphique 4.2). Les services ont représenté en moyenne 44 % des exportations totales des pays importateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC, contre moins de 15 % dans les pays exportateurs de pétrole. Dans la région, les

exportations de services sont actuellement dominées par le secteur du tourisme, en particulier dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, où ce secteur représente 51 % du total des services exportés. Un certain nombre de pays dans le monde — bon nombre d’entre eux dans les régions MOANAP et CAC — ont des politiques restrictives dans le domaine des services (Borchert, Gootiiz et Mattoo, 2014). Tous secteurs confondus, les services professionnels et de transport comptent parmi les plus protégés. Dans le commerce des services, l’entrée sur les marchés ainsi que les conditions de propriété et d’exploitation applicables font toujours l’objet de nombreuses restrictions, et l’accès aux marchés est souvent imprévisible en raison de l’opacité et du caractère fortement discrétionnaire de l’attribution des nouvelles licences. Les innovations technologiques en matière de commerce, telles que le commerce électronique, pourraient aider les entreprises à s’introduire sur les marchés internationaux en multipliant leurs connexions avec les acheteurs et les vendeurs à un moindre coût. La mise en valeur de ces innovations faciliterait l’intégration des pays dans les chaînes de valeur mondiales, tant au niveau des biens que des services, et contribuerait à l’émergence de réseaux de valeur régionaux.

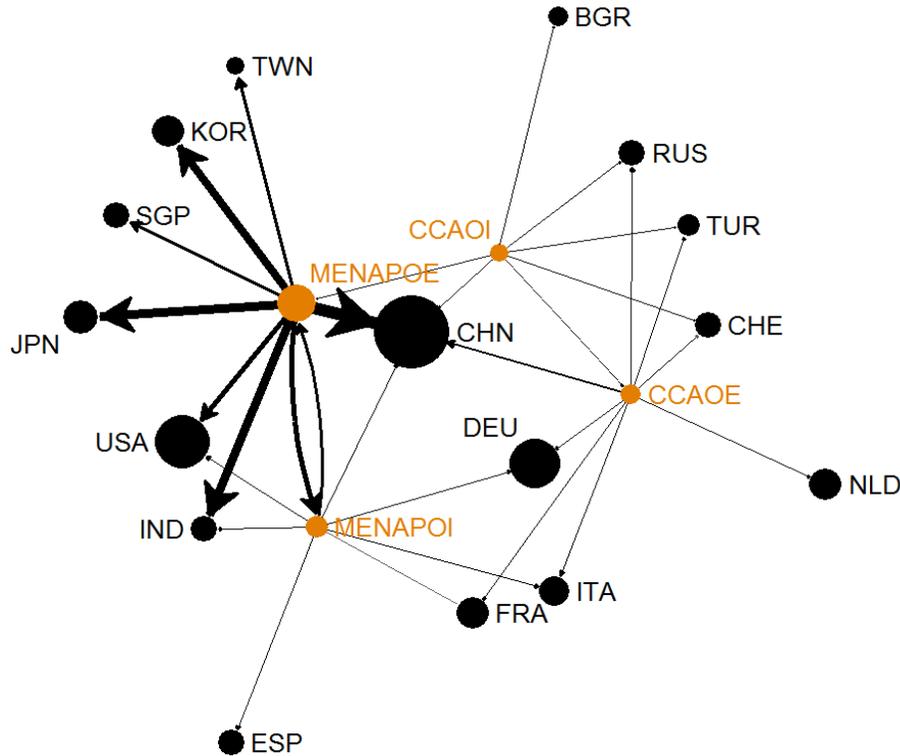
Les régions MOANAP et CAC paraissent relativement peu intégrées aux réseaux d’échanges commerciaux internationaux, à la fois en termes de volume des exportations et de nombre de partenaires commerciaux. Contrôlant une part considérable du marché mondial du pétrole, les pays exportateurs de la région MOANAP jouent un rôle sensiblement plus important dans le commerce international que les autres sous-régions (graphique 4.3). Leurs échanges commerciaux sont dominés par les exportations de pétrole, principalement à destination des pays d’Asie et des États-Unis. Les pays exportateurs de pétrole de la région CAC exportent, quant à eux, en majorité vers les grands pays européens. Tandis que les flux d’exportation des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont avant tout dirigés vers les grands pays européens et les États-Unis, les destinations privilégiées des exportations des pays importateurs de pétrole de la région CAC sont la Russie et les pays européens proches, tels que la Bulgarie, qui constituent un point d’entrée vers les marchés de l’Union européenne. Par voie de conséquence, les relations d’exportation entre les pays des régions MOANAP et CAC sont assez faibles. Par ailleurs, la Chine est devenue un partenaire commercial de premier plan ces dernières années, celle-ci accueillant des flux d’exportation depuis la quasi-totalité des pays des régions MOANAP et CAC.

Graphique 4.2
Part des biens et des services dans les exportations totales
(En pourcentage du PIB)



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

Graphique 4.3
Principaux partenaires commerciaux des régions MOANAP et CAC, 2015



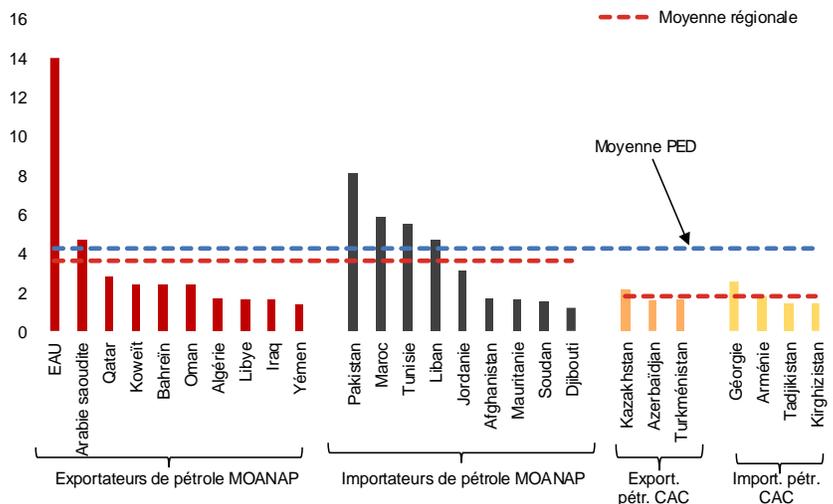
Sources : FMI, base de données *Direction of Trade Statistics*; estimations des services du FMI.

Note : La taille des nœuds est proportionnelle aux exportations totales des pays en termes nominaux et celle des flèches aux flux d'exportation entre les pays en termes nominaux. Seuls les principaux partenaires commerciaux des régions MOANAP et CAC sont représentés. CCAOE = pays exportateurs de pétrole du Caucase et de l'Asie centrale; CCAOI = pays importateurs de pétrole du Caucase et de l'Asie centrale; MENAPOE = pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan; MENAPOI = pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les pays sont désignés par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

En termes de nombre de partenaires d'exportation et de valeur des exportations par partenaire, la région MOANAP semble davantage insérée dans le commerce mondial que le Caucase et l'Asie centrale. En moyenne, les pays de la région MOANAP exportent vers près de 70 % de leurs partenaires commerciaux potentiels (c'est-à-dire les pays important des produits qui comptent parmi les exportations des pays de la région MOANAP) — soit un score dépassé seulement par l'Amérique du Nord et l'Europe —, tandis que les pays du Caucase et de l'Asie centrale n'exportent que vers 50 % de leurs partenaires potentiels, ce qui laisse entrevoir une progression possible du nombre de leurs marchés d'exportation.

À quelques exceptions près, le taux de pénétration des exportations, mesuré par la valeur des exportations par partenaire commercial, est relativement faible à la fois dans les régions MOANAP et CAC (graphique 4.4). Il ressort de ce

Graphique 4.4
Taux de pénétration des exportations des régions MOANAP et CAC, 2015
(Taux plus élevé = pénétration plus importante)



Sources : base de données WITS; calculs des services du FMI.

Note : Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les exportations d'un pays atteignent les marchés déjà éprouvés. Les données sont celles de 2015 ou les plus récentes disponibles. L'Iran est omis par manque de données. CAC = Caucase et Asie centrale; EAU = Émirats arabes unis; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

constat que la qualité des exportations et leur composante de valeur ajoutée nationale peuvent être améliorées, ce qui devrait se traduire par une hausse de la valeur des exportations et une multiplication des possibilités d'échanges et d'insertion dans les chaînes de valeur mondiales.

La diversification des exportations et la qualité des produits restent globalement faibles

La diversification des exportations dans les pays des régions MOANAP et CAC est inférieure à celle des pays émergents et en développement (graphique 4.5, pages 1 et 2). Les pays exportateurs de pétrole sont ceux dont les exportations sont les moins diversifiées dans la région, et ils sont donc davantage susceptibles de connaître une volatilité accrue de leur production par rapport à des économies plus diversifiées. Les niveaux de diversification des exportations parmi les pays importateurs de pétrole s'approchent de la moyenne des pays émergents et en développement, ceux de la région MOANAP étant un peu mieux lotis. Ce résultat s'explique probablement par un meilleur accès géographique aux marchés européens et par des entrées d'IDE plus conséquentes des pays de la zone euro et du Conseil de coopération du Golfe. Dans les pays importateurs de pétrole de la région CAC, malgré une diversification des exportations relativement élevée dans les années 1995–98 suite à la transition vers une économie davantage fondée sur le marché, les progrès ont marqué le pas ces dernières années, en partie à cause du ralentissement de l'IDE (Tadjikistan).

Conformément aux résultats de certaines études régionales sur le taux de pénétration des exportations, la plupart des pays des régions MOANAP et CAC exportent, à quelques exceptions près, des produits de qualité inférieure par rapport aux autres pays émergents et en développement (graphique 4.5, pages 3 et 4)³. La Jordanie et la Tunisie sont les seuls pays où la qualité des exportations dépasse la moyenne des pays émergents et en développement. Certains pays importateurs de pétrole ont amélioré la qualité de leurs exportations ces dernières années, principalement dans les secteurs de l'habillement (Égypte, Jordanie, Pakistan) et de la production manufacturière (Arménie, Géorgie, Jordanie, Maroc, Tunisie). Dans le même temps, la qualité des exportations de pétrole des deux régions (comptabilisée dans la catégorie des combustibles minéraux) reste assez faible, celle-ci subissant même une détérioration en Algérie et en Azerbaïdjan. Autre façon de mesurer la diversité des exportations et leur degré de complexité, l'indice dit de complexité économique identifie le nombre total de biens exportés par un pays en fonction des capacités utilisées pour leur production (Hausmann *et al.*, 2011)⁴. La complexité économique des pays exportateurs de pétrole de la région est faible par rapport à celle des pays importateurs. Quoique toujours inférieure à la moyenne des pays émergents et en développement, la complexité des pays importateurs de pétrole est plus élevée dans la région MOANAP que dans le Caucase et l'Asie centrale, compte tenu de l'intégration des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP aux chaînes d'approvisionnement des entreprises industrielles de la zone euro.

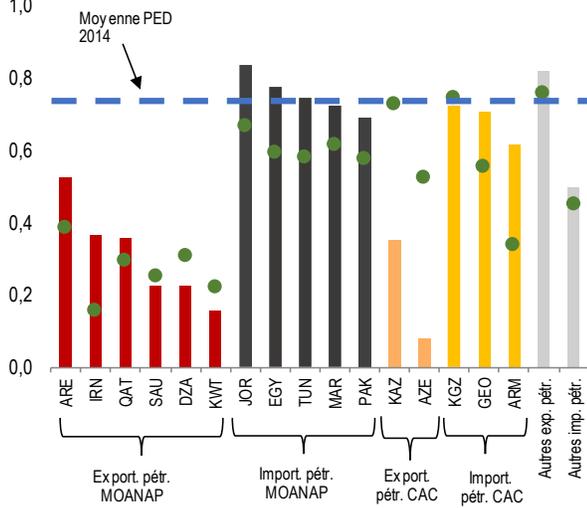
³La qualité des exportations est estimée en s'appuyant sur la valeur unitaire des exportations corrigée de la distance, des coûts de production et des facteurs communs déterminant les échanges.

⁴L'indice de complexité économique est une autre manière de mesurer la complexité et la diversité du panier d'exportations d'un pays en attribuant un coefficient de pondération plus élevé aux produits nécessitant des capacités de production supérieures, notamment les machines, les composants électriques et les produits chimiques.

Graphique 4.5

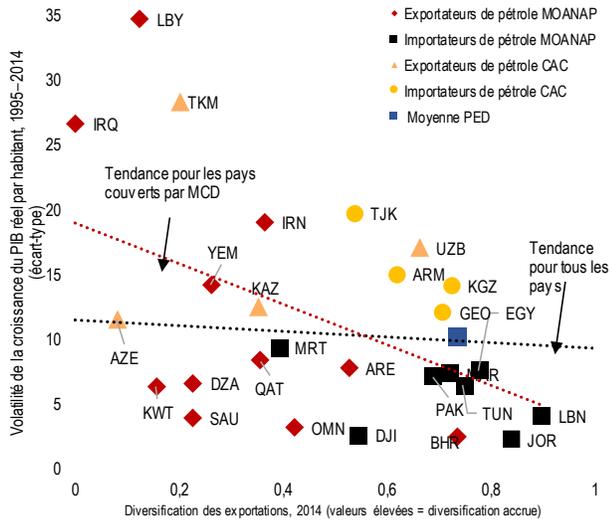
Diversification et qualité des exportations

1. Indice de diversification des exportations, 2014 1/
(De 0 à 1; indice plus élevé = diversification accrue)



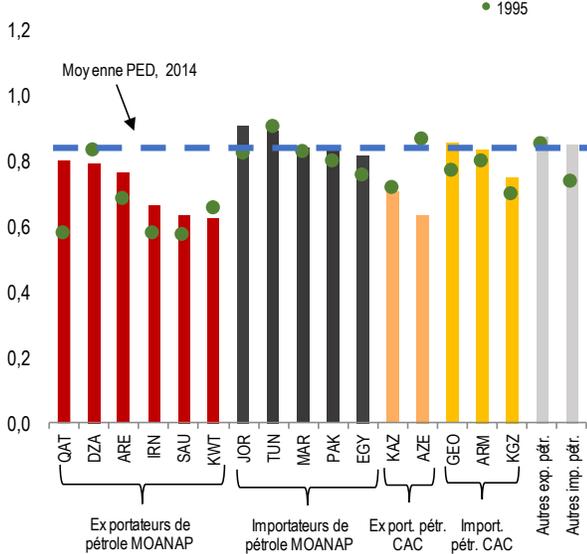
Sources : base de données du FMI sur la diversification; calculs des services du FMI.
1/ Les données de 2014 sont les plus récentes disponibles pour l'indice de diversification.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les autres pays importateurs de pétrole incluent le Bangladesh, le Cambodge et le Viet Nam. Les autres pays exportateurs de pétrole incluent la Malaisie, le Mexique et l'Indonésie. Les pays sont désignés par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). L'indice de diversification a été recalculé pour être compris entre 0 et 1 et équivaut à un indice de concentration des exportations de Theil.

2. Diversification des exportations et volatilité de la production



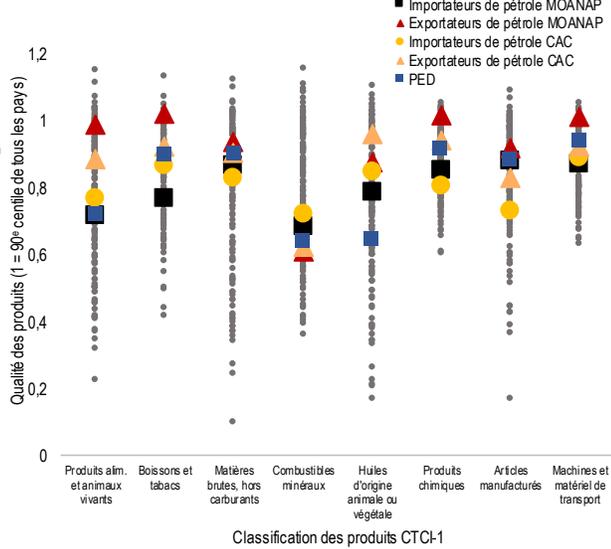
Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, 2017; Henn, Papageorgio et Spatafora (2015); calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. L'indice de diversification a été recalculé pour être compris entre 0 et 1 et équivaut à un indice de concentration des exportations de Theil. Les pays sont désignés par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

3. Indice de qualité des exportations, 2014 1/
(De 0 à 1,2; indice plus élevé = qualité supérieure)



Sources : Henn, Papageorgio et Spatafora (2015); calculs des services du FMI.
1/ Les données 2014 sont les plus récentes disponibles pour l'indice de qualité.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les autres exportateurs de pétrole incluent la Malaisie, le Mexique et l'Indonésie. Les pays sont désignés par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

4. Régions MCD : échelles de qualité des exportations, 2014
(De 0 à 1,2; indice plus élevé = qualité supérieure)



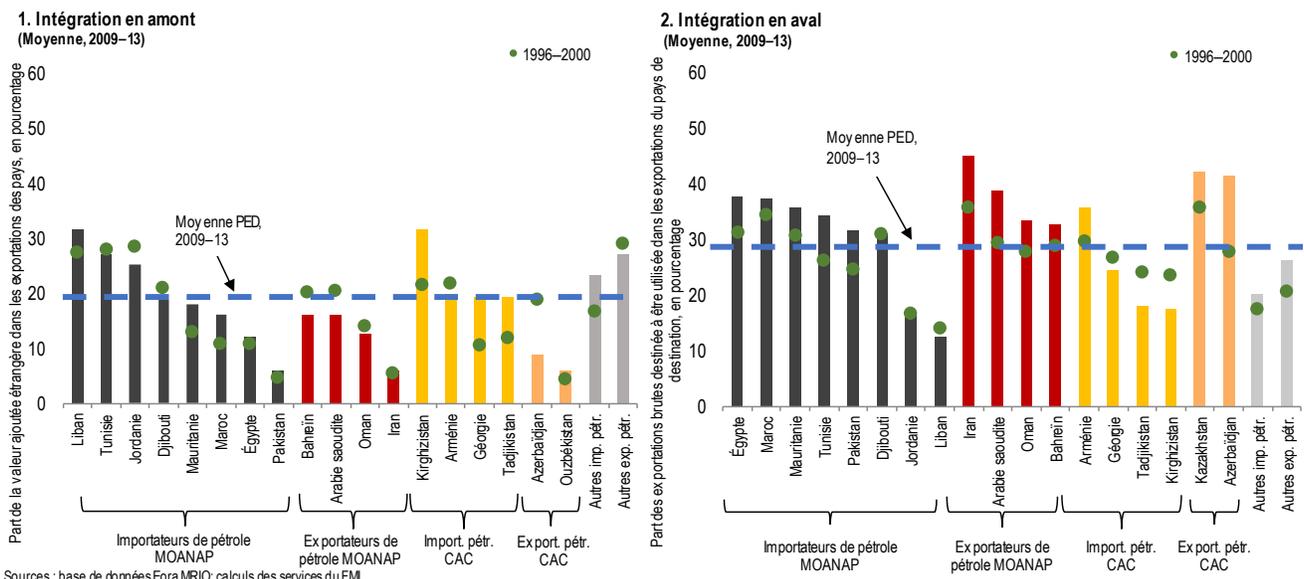
Sources : Henn, Papageorgio et Spatafora (2015); calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les catégories «Articles manufacturés divers» et «Articles et transactions non classés ailleurs» de la CTCI-1 sont exclues, car elles représentent une part négligeable des exportations des pays.

Le potentiel des chaînes de valeur mondiales pourrait être mieux exploité

Compte tenu du niveau d'intégration de ces deux régions dans les chaînes de valeur mondiales⁵, le potentiel de ces dernières ne peut être pleinement exploité. Les pays importateurs de pétrole sont généralement mieux intégrés aux chaînes de valeur mondiales que les pays exportateurs. À titre d'exemple, la part de la valeur ajoutée étrangère importée et utilisée dans la production des exportations (intégration en amont) est relativement élevée en Jordanie, au Liban et en Tunisie (MOANAP) et en République kirghize (CAC) par rapport aux pays émergents et en développement (graphique 4.6). La part de la valeur ajoutée destinée à être utilisée dans la production des pays destinataires des exportations (intégration en aval) en Égypte, en Mauritanie et au Maroc (MOANAP), ainsi qu'en Arménie (CAC), est supérieure à la moyenne des pays émergents et en développement. Cela traduit des niveaux de diversification et de qualité des exportations comparables à ceux des autres pays émergents et en développement. Parmi les pays exportateurs de pétrole des deux régions, l'intégration en amont est particulièrement faible, ce qui suggère que ces pays importent principalement des produits finis destinés à la consommation et à l'investissement. En revanche, ces pays ont un niveau d'intégration en aval assez élevé, mais uniquement du fait du volume important de leurs exportations de pétrole brut, principalement, qui est ensuite raffiné par leurs partenaires commerciaux.

Graphique 4.6

Participation aux chaînes de valeur mondiales¹



Sources : base de données Eora MRIO; calculs des services du FM.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les autres importateurs de pétrole incluent le Bangladesh, le Cambodge et le Viet Nam. Les autres exportateurs de pétrole incluent la Malaisie, le Mexique et l'Indonésie.

¹En raison d'inquiétudes sur la qualité des données de la base Eora MRIO, les pays sont représentés uniquement après validation de leurs données par comparaison avec celles de la base Comtrade de l'ONU sur les exportations de biens intermédiaires.

La participation des différents pays des régions MOANAP et CAC aux chaînes de valeur mondiales a profondément évolué au fil du temps. La plupart des importateurs de pétrole de la région MOANAP sont parvenus à améliorer leur intégration en amont et en aval dans les chaînes de valeur, en partie grâce à leurs efforts de diversification (par exemple dans le domaine de l'industrie manufacturière légère en Jordanie, au Maroc et en Tunisie). Les importateurs de pétrole de la région CAC ont surtout progressé

⁵La mesure des chaînes de valeur mondiales repose sur la définition de Koopman, Wang et Wei (2014). Des détails supplémentaires sur les calculs qui entrent en ligne de compte sont fournis par Aslam, Novta et Rodrigues-Bastos (2017).

dans le domaine de l'intégration en amont, notamment grâce au renforcement de leur position de plaque tournante pour le transport des produits chinois vers la Russie et le reste de la région CAC. En parallèle, leur intégration en aval s'est détériorée à mesure que la diversification de leurs exportations déclinait. La participation aux chaînes de valeur mondiales pourrait encore s'intensifier, surtout pour les pays importateurs de pétrole des deux régions, dans le contexte du projet de nouvelles routes de la soie qui vise à relier la Chine à l'Europe et à l'Afrique (voir encadré 2.1 au chapitre 2). Ce projet va probablement renforcer d'un cran l'intégration en amont de ces régions, tandis que les flux d'investissement étranger liés au Pacte avec l'Afrique (voir encadré 2.3 au chapitre 2) pourraient faire progresser l'intégration en aval des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. La plupart des pays exportateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC ont vu leur intégration en amont décliner tandis que leur intégration en aval progressait, traduisant des efforts continus pour développer leurs activités de transformation et de raffinage du pétrole et, par voie de conséquence, accroître leur valeur ajoutée.

L'environnement du commerce international doit être amélioré

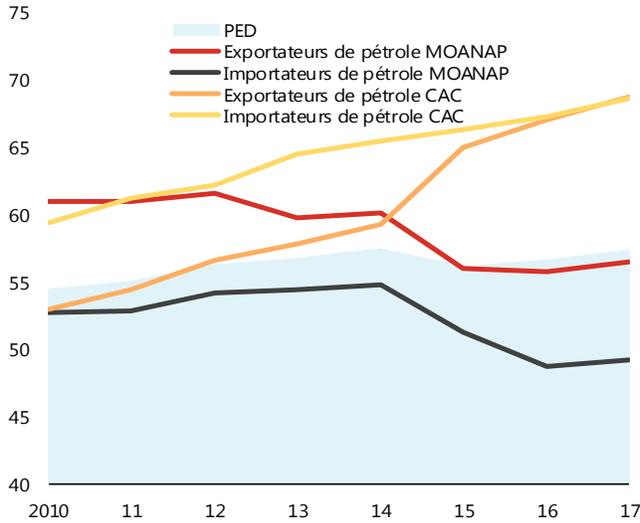
L'environnement du commerce international a subi les effets délétères des tensions géopolitiques et des conflits (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2016). Ces derniers ont nui aux échanges commerciaux en perturbant l'activité économique et les infrastructures et en entraînant la mort ou le déplacement de personnes qui participaient à la population active en Afghanistan, en Iraq, en Libye, en Somalie, en Syrie et au Yémen. De même, les pays voisins ont souffert des retombées des conflits sur le commerce transfrontalier, du déclin du tourisme et de l'afflux de réfugiés (Jordanie, Liban, Pakistan; Rother *et al.*, 2016). À titre d'exemple, le conflit en Syrie a perturbé la principale route commerciale de l'Iraq vers la Méditerranée, et le conflit en Iraq a touché les voies d'exportation de la Jordanie vers l'Iran. En outre, l'augmentation des incertitudes provoquée par une insécurité accrue dans certains pays a affaibli les entrées d'IDE, sapant les efforts de diversification des exportations et les possibilités de participation aux chaînes de valeur mondiales. La récente crise diplomatique entre le Qatar et d'autres pays de la région MOANAP affecte également le commerce et les flux financiers (voir encadré 1.1 au chapitre 1).

Les faibles niveaux d'intégration commerciale des régions MOANAP et CAC traduisent aussi des difficultés plus générales liées au climat des affaires. Bien que les procédures applicables au commerce transfrontalier dans toutes les sous-régions soient de niveau comparable, voire supérieur, à la moyenne des pays émergents et en développement, l'environnement du commerce transfrontalier⁶ semble s'être détérioré dans les pays de la région MOANAP ces dernières années, même si celui-ci a continué de s'améliorer dans les pays du Caucase et de l'Asie centrale (graphique 4.7). Cette situation indique qu'il est nécessaire de procéder à des réformes structurelles pour améliorer l'efficacité de l'économie et réduire les coûts liés aux procédures documentaires et douanières et au transport intérieur.

⁶Mesuré par l'écart vis-à-vis du pays le mieux noté pour le critère des délais et des coûts liés au processus logistique d'exportation et d'importation de biens dans le classement *Doing Business* de la Banque mondiale.

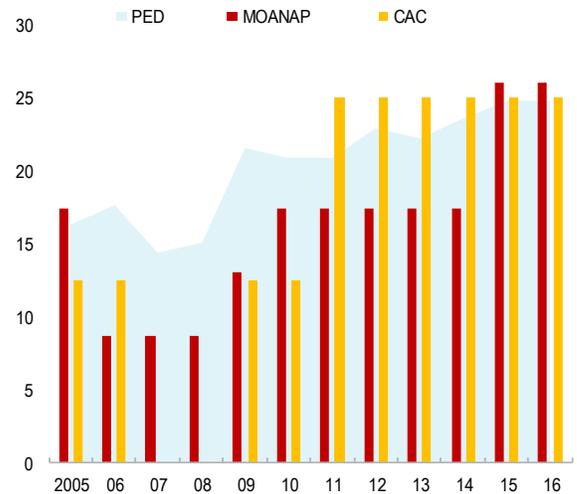
Graphique 4.7
Environnement du commerce international

1. Total des échanges transfrontaliers
(Distance par rapport à la frontière; distance plus élevée = échanges plus élevés)



Source : Banque mondiale, classement *Doing Business* 2017.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

2. Restrictions de change dans les régions MOANAP et CAC
(Proportion des pays d'une région qui ont des restrictions de change et/ou des taux de change multiples)

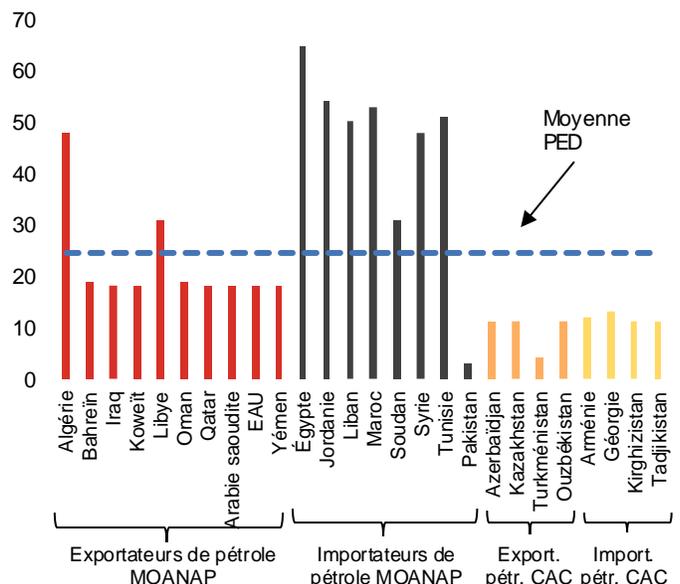


Source : calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

Les restrictions de change appliquées dans certains pays des régions MOANAP et CAC constituent des obstacles supplémentaires au commerce (graphique 4.7). Des données empiriques (Wei et Zhang, 2007) signalent que les effets néfastes indirects du contrôle des changes sur le commerce international peuvent être considérables. L'augmentation d'un écart-type des contrôles sur les paiements commerciaux ou les opérations de change réduit les échanges dans des proportions égales à une hausse des droits de douane comprise entre 11 et 14 points de pourcentage.

Dans les économies avancées comme dans les pays émergents et en développement, l'expérience montre que les fluctuations du taux de change exercent une influence considérable sur le volume des importations et des exportations. Certaines études ont conclu qu'une dépréciation effective réelle de 10 % de la monnaie d'un pays s'accompagnait d'une hausse des exportations nettes réelles de 1,5 % du PIB en moyenne, avec de fortes variations d'un pays à l'autre. Cependant, la participation accrue aux chaînes de valeur mondiales a atténué les effets des variations des taux de change sur les flux commerciaux, ce qui plaide en faveur d'une amélioration globale de l'environnement du commerce international pour stimuler les échanges (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2015).

Graphique 4.8
Accords commerciaux par pays, 2015
(Total des accords bilatéraux de chaque pays)



Sources : de Sousa (2015); calculs des services du FMI.
Note : L'Iran est omis par manque de données. CAC = Caucase et Asie centrale; EAU = Émirats arabes unis; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et en développement.

Les pays des régions MOANAP et CAC pourraient tirer un meilleur parti des accords commerciaux pour élargir leur accès aux marchés d'exportation. Seuls les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP se distinguent par leur recours fréquent aux accords commerciaux bilatéraux et régionaux; le nombre d'accords commerciaux signés par la plupart des autres pays des deux régions est notablement inférieur à la moyenne des pays émergents et en développement (graphique 4.8). Les accords de libéralisation des échanges vastes dans leur portée et profonds dans leur démarche peuvent présenter des avantages considérables pour la croissance (encadré 4.2). À titre d'exemple, les pays les moins avancés de la région MOANAP (Afghanistan, Djibouti, Mauritanie, Yémen) bénéficient déjà, conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'un accès en franchise de droits et hors contingents à la totalité ou la quasi-totalité de leurs marchés d'exportation, ce qui est un moteur important de leur croissance. En outre, les pays des régions MOANAP et CAC devraient envisager des mesures énergiques pour mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges qui est entré en vigueur début 2017. L'OMC estime que la mise en œuvre de cet accord ferait baisser les coûts douaniers du commerce de marchandises de 14 %, en particulier pour les pays en développement, et pourrait entraîner une hausse des échanges internationaux de 1.000 milliards de dollars par an.

De nombreux pays des régions MOANAP et CAC ont pris des mesures dans ce sens. Au plan multilatéral, par exemple, huit pays de la région MOANAP (Algérie, Iran, Iraq, Liban, Libye, Somalie, Soudan, Syrie) et deux pays de la région CAC (Azerbaïdjan, Ouzbékistan) négocient leur adhésion à l'OMC, pour la plupart depuis les années 90, quoique les progrès soient assez lents. Au plan bilatéral, plusieurs pays de la région MOANAP (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie) et la Géorgie (région CAC) ont conclu des accords d'association avec l'Union européenne, et la Géorgie a signé un accord de libre-échange avec la Chine, ce qui a réduit ou supprimé les droits de douane appliqués aux échanges bilatéraux. Certains pays de la région CAC (Arménie, Azerbaïdjan) et l'Iraq (région MOANAP) ont signé des accords de partenariat et de coopération avec l'Union européenne. Enfin, le Maroc et la Tunisie ont rejoint le Pacte avec l'Afrique, une initiative récente du Groupe des Vingt visant à accroître l'investissement privé, améliorer les infrastructures et lutter contre le chômage en Afrique, ce qui pourrait ouvrir davantage leur accès aux marchés (encadré 2.3 au chapitre 2).

Conclusion et mesures envisageables

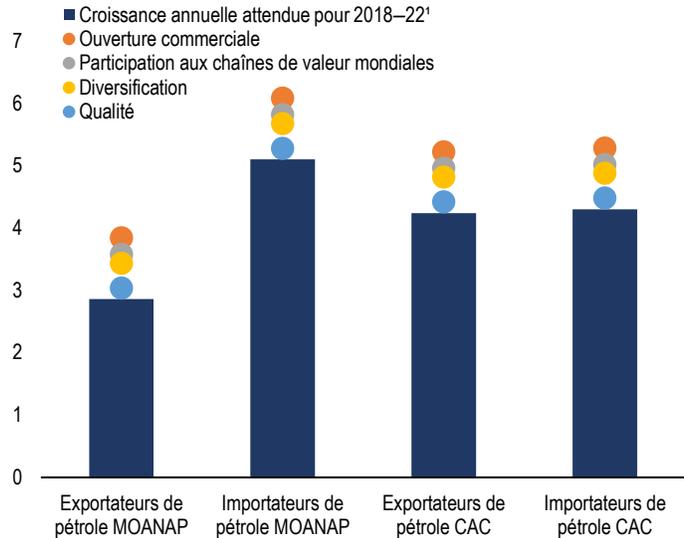
Les améliorations en termes d'ouverture commerciale, de diversification et de qualité des exportations, ainsi que de participation aux chaînes de valeur mondiales, pourraient toutes contribuer à doper la croissance dans les régions MOANAP et CAC. Il ressort d'une simulation simple s'appuyant sur l'analyse économétrique de l'annexe 4.1 qu'une progression continue de l'ouverture commerciale, égale à la plus forte amélioration en glissement périodique observée dans la région, pourrait accroître de 1 point de pourcentage la croissance moyenne au bout de cinq ans (graphique 4.9). Si la plus grande ouverture commerciale s'accompagnait d'une diversification accrue de l'économie, d'une amélioration de la qualité des exportations ou d'une participation plus active aux chaînes de valeur mondiales, les effets seraient encore plus marqués. Cela signifie que la mise en œuvre de réformes stimulant la croissance pourrait faire progresser le niveau des revenus de 5 à 10 % au bout de cinq à dix ans.

Le redressement de l'économie mondiale offre aux pays des régions MOANAP et CAC la possibilité de faire du commerce international un moteur de leur croissance. Pour exploiter pleinement cette possibilité, les pays doivent accroître leur ouverture commerciale, leur participation aux chaînes de valeur mondiales, la diversification de leurs exportations et la qualité de leurs produits. Dans ce contexte, les importateurs de pétrole semblent globalement mieux placés pour tirer parti de cette reprise de la croissance mondiale, mais il reste une marge de progression possible sur la qualité des produits, notamment pour les pays importateurs de la région CAC qui doivent inverser le déclin de leur intégration en aval dans les chaînes de valeur mondiales. En revanche, les pays exportateurs de pétrole doivent concentrer leurs efforts à la fois sur la plus grande diversification et sur l'amélioration de la qualité de leurs exportations.

Graphique 4.9

Contribution estimée de différents paramètres du commerce à la croissance

(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan. Le supplément de croissance dépend d'une progression du paramètre correspondant du commerce égale à la meilleure amélioration en glissement périodique observée dans la région au cours des vingt dernières années. Pour l'ouverture commerciale : 7,7 points de pourcentage (pp); pour la participation aux chaînes de valeur : 4 pp; pour la diversification : 2,4 pp; pour la qualité : 1,5 pp.

¹La croissance annuelle attendue pour la période 2018–22 est utilisée comme variable de substitution de la croissance à long terme.

Une libéralisation accrue des échanges et l'adoption de réformes structurelles pourraient favoriser une plus grande ouverture commerciale et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Si cette intégration s'appuyait sur une diversification de l'économie au profit de secteurs dotés d'un fort potentiel de création d'emplois et sur une amélioration de la qualité des exportations par un accès élargi aux financements, à l'éducation et aux technologies, l'ensemble du processus pourrait être plus inclusif. En parallèle, l'adoption de politiques budgétaires visant à réduire les coûts de la transition vers une ouverture commerciale accrue pourrait aussi jouer un rôle important pour soutenir ces efforts. La poussée de croissance globale qui en résulterait contribuerait à dégager les marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour compenser l'éventuelle perte de recettes liée à la baisse des taxes sur le commerce et prendre en charge l'augmentation éventuelle de l'investissement public dans les infrastructures. En outre, des réformes structurelles plus vastes visant à améliorer le climat des affaires et de l'investissement seraient bienvenues pour soutenir ces efforts d'accroissement des exportations et de stimulation de la croissance.

Encadré 4.1. Le lien entre commerce et inclusion

Une analyse empirique fondée sur des données relatives à 106 pays, dont 11 issus des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et Caucase et Asie centrale (CAC), et couvrant la période 1980–2013, suggère que l’inclusion, telle que mesurée par le coefficient de Gini, ne semble pas être directement influencée par l’ouverture commerciale. Comme l’ont également montré les conclusions d’autres études (Beaton, Ceborati et Komaromi, 2017; Dabla-Norris *et al.*, 2015; Jaumotte, Lall et Papageorgiou, 2013), d’autres variables telles que l’expansion des circuits financiers, le niveau d’éducation et la part de l’emploi dans la production semblent jouer un rôle plus important (tableau 4.1.1).

Les politiques publiques sont essentielles pour gérer les éventuels effets négatifs indirects du commerce sur certaines catégories de la population active et certaines communautés. Pour ces dernières, une ouverture commerciale accrue peut générer des coûts d’ajustement considérables. Les résultats empiriques offrent quelques éclairages sur l’efficacité potentielle des politiques budgétaires de redistribution pour compenser les effets de ces coûts, suggérant que de telles politiques peuvent se révéler particulièrement efficaces pour remédier aux pertes d’emplois dans le secteur industriel (autrement dit, l’impact de l’emploi industriel sur le coefficient de Gini net est non significatif).

Plus généralement, les politiques publiques visant à atténuer les coûts d’ajustement liés au commerce international peuvent inclure : 1) les politiques d’intervention sur le marché du travail — telles que l’aide à la recherche d’emploi, les programmes de formation et une assurance-salaire soigneusement conçue — qui favorisent la mobilité des travailleurs entre les entreprises, les secteurs et les régions; 2) l’assurance-chômage, la protection de l’emploi et d’autres politiques «passives» de l’emploi aidant les travailleurs à s’ajuster individuellement; et 3) les politiques complémentaires dans le domaine de l’enseignement, du logement, du crédit et des infrastructures qui favorisent la mobilité et les mesures «locales» visant à soutenir les régions et les communautés les plus durement touchées (FMI, Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce, 2017). D’autres réformes relatives au climat des affaires qui permettraient de développer davantage le secteur privé pourraient également jouer un rôle important.

Tableau 4.1.1

Ouverture commerciale et inégalités

Variable dépendante : coefficient de Gini marchand et coefficient de Gini net

Variables explicatives	(1)	(2)
	Gini marchand	Gini net
Ouverture commerciale (t-1)	-0.00140 (0.00869)	0.00605 (0.00884)
Ouverture financière (t-1)	0.000441 (0.000288)	0.000274 (0.000261)
Expansion des circuits financiers (t-1)	0.0276*** (0.0102)	0.00851 (0.00618)
Éducation (t-1)	-0.736* (0.398)	-0.725** (0.349)
Dépenses publiques (t-1)	0.112 (0.222)	0.0921 (0.166)
Part de l’agriculture dans l’emploi (t-1)	-0.124*** (0.0388)	-0.0830** (0.0353)
Part de l’industrie dans l’emploi (t-1)	-0.199*** (0.0712)	-0.0841 (0.0602)
Constante	55.82*** (3.592)	43.88*** (3.019)
Observations	435	435
R carré	0.237	0.161
Nombre de pays	106	106

Note : L’échantillon de variables est constitué de moyennes calculées pour 106 pays sur des périodes de cinq ans ne se chevauchant pas entre 1980 et 2013.

1/ Les régressions de panel à effets fixes tenant compte des effets pays-période et les erreurs-types robustes (entre parenthèses) sont regroupés par pays.

2/ Le «Gini marchand» désigne le coefficient de Gini de répartition des revenus avant impôts et transferts. Le «Gini net» désigne le coefficient de Gini de répartition des revenus après impôts et transferts.

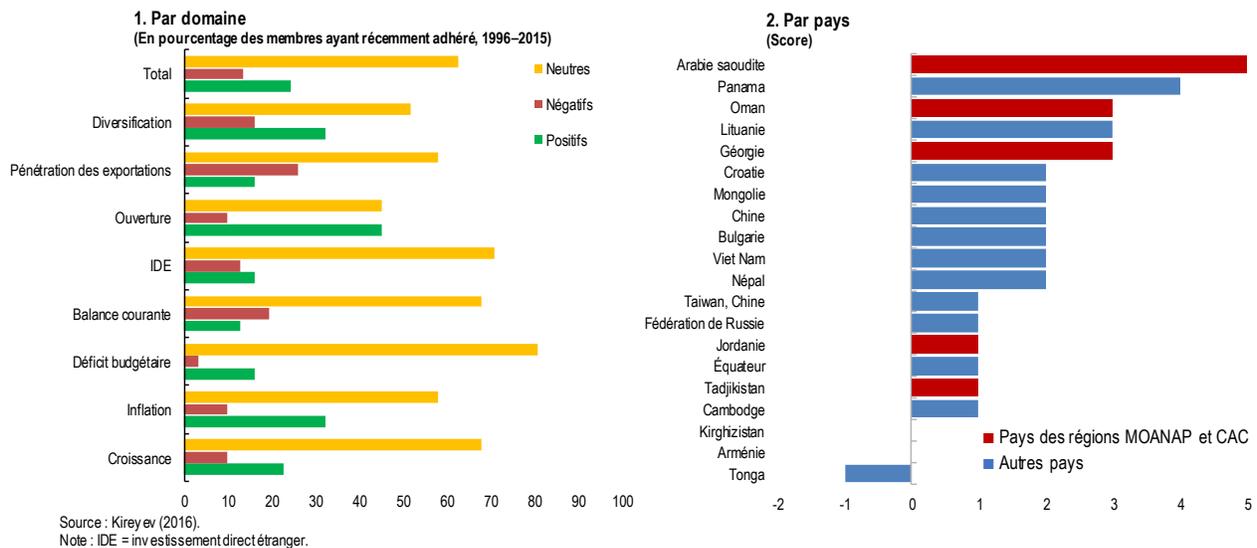
*** p < 0,01; ** p < 0,05; * p < 0,1.

Encadré 4.2. Tirer profit des accords commerciaux pour stimuler la croissance

La participation à des accords commerciaux — multilatéraux, régionaux ou bilatéraux — peut jouer un rôle important pour encourager une ouverture commerciale accrue des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et Caucase et Asie centrale (CAC).

Au plan multilatéral, il demeure essentiel de tirer parti des atouts institutionnels et juridiques du système piloté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De nombreux pays de la région MOANAP (Algérie, Iran, Iraq, Liban, Libye, Somalie, Soudan, Syrie) et certains pays de la région CAC (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan) ne sont pas encore membres de l'OMC. Plusieurs autres pays de ces deux régions viennent tout juste d'adhérer (Afghanistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Yémen). Si le Kazakhstan et le Tadjikistan ont déjà commencé à entrevoir les bénéfices de leur adhésion, ce n'est pas encore le cas de l'Afghanistan et du Yémen. Une étude récente a montré que les pays qui ont récemment rejoint l'OMC et mis en œuvre les réformes commerciales demandées ont enregistré de meilleurs résultats que les pays membres d'origine qui n'avaient pas eu à se réformer (Kireyev, 2016). Au sein d'un groupe de pays ayant récemment adhéré à l'OMC, dont dix sont issus des régions MOANAP et CAC, les effets de l'adhésion ont été, en moyenne, neutres dans 63 % des cas, positifs dans 24 % des cas et négatifs dans 13 % des cas, tout en sachant qu'il peut être trop tôt pour évaluer la totalité des effets dans certains pays (graphique 4.2.1). Les nouveaux membres de l'OMC ont obtenu des résultats largement positifs en termes d'ouverture commerciale accrue, de diversification et de croissance de l'économie, de contrôle de l'inflation, de limitation des déficits budgétaires et d'attraction des investissements directs étrangers.

Graphique 4.2.1
Effets de l'adhésion à l'OMC



Au plan régional, le nombre d'accords commerciaux préférentiels (ACP) impliquant des pays des régions MOANAP et CAC a augmenté ces dernières années. Au total, le nombre d'accords notifiés à l'OMC est passé de 50 en 1990 à près de 300 en 2017, un grand nombre d'entre eux impliquant des pays des régions MOANAP et CAC. En parallèle, le champ d'application des ACP s'est élargi bien au-delà des traditionnelles réductions de droits de douane pour inclure des domaines tels que la réglementation douanière, les droits d'exportation, les mesures compensatoires et les obstacles techniques au commerce (Hofmann, Osnago et Ruta, 2017). Cependant, les ACP auxquels participent les pays des régions MOANAP et CAC restent assez peu profonds, couvrant uniquement les aspects élémentaires du commerce. À l'exclusion de la récente Union économique eurasiatique, qui compte notamment parmi ses membres trois pays de la région CAC (Arménie,

Kazakhstan, Kirghizistan), la plupart des autres accords commerciaux régionaux (ACR) n'atteignent pas le niveau des accords «approfondis», considérés comme un outil efficace pour intégrer les pays dans les chaînes de valeur mondiales et attirer l'investissement direct étranger. À titre d'exemple, un Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) est en négociation entre le Maroc, la Tunisie et l'Union européenne depuis plusieurs années. Les gains potentiels de PIB à long terme pourraient représenter jusqu'à 1,6 % pour le Maroc et 7,4 % pour la Tunisie, associés à un accroissement des exportations et une amélioration de la balance commerciale pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, et à des effets négatifs modérés sur les autres pays de la région liés au déplacement des flux commerciaux vers l'Union européenne (CE, 2013).

Annexe 4.1. Ouverture commerciale et croissance

La régression de référence ci-dessous est utilisée pour examiner l'influence de certains paramètres du commerce sur la croissance du PIB par habitant :

$$\Delta y_{i,t} = \alpha_1 y_{i,t-1} + \alpha_2 Controls_{i,t} + \alpha_3 TC_{i,t} + \delta_t + \gamma_i + \epsilon_{i,t},$$

où $\Delta y_{i,t}$ est la croissance du PIB réel par habitant à l'instant t pour le pays i , où $y_{i,t-1}$ est le logarithme du PIB réel par habitant, où $Controls_{i,t}$ contient un ensemble de variables de contrôle, où $TC_{i,t}$ est un ensemble de paramètres du commerce, où δ_t et γ_i sont les effets fixes pays-période, et où $\epsilon_{i,t}$ est le terme d'erreur. L'ensemble des variables de contrôle comprend des mesures que l'on trouve habituellement dans la littérature spécialisée, telles que le logarithme des termes de l'échange, le niveau d'éducation, une variable de substitution pour le développement des infrastructures publiques et le ratio investissement direct étranger (IDE) sur PIB. Les paramètres du commerce $TC_{i,t}$ sont inclus de manière séquentielle. Toutes les régressions comportent des variables auxiliaires de période qui indiquent une baisse tendancielle de la croissance mondiale depuis 1960⁷.

Les coefficients estimés des variables de contrôle sont comparables à ceux utilisés dans les études empiriques existantes. Le niveau du PIB initial par habitant est associé à un coefficient négatif et statistiquement significatif, ce qui suggère que le PIB par habitant converge dans les différents pays au fil du temps. Le coefficient associé au niveau d'éducation de la population active n'est pas statistiquement significatif, ce qui est un résultat habituel lorsqu'un large échantillon de pays est utilisé⁸. Les coefficients associés aux infrastructures et aux entrées d'IDE sont positifs et statistiquement significatifs, conformément aux attentes. Enfin, le coefficient associé à la volatilité des termes de l'échange n'est pas statistiquement significatif, ce qui peut s'expliquer par l'utilisation de valeurs moyennes sur des périodes de cinq ans, ce qui réduit la volatilité de la croissance du PIB par habitant.

La relation est estimée à l'aide de la méthode des moments généralisés en système. Cette méthode suppose d'estimer un système d'équations qui combine une régression en niveau et la même régression en différence. Cette approche tient compte à la fois des effets inobservés spécifiques aux pays et de l'endogénéité des variables explicatives⁹. Comme il est d'usage dans la littérature spécialisée, trois approches ont été utilisées pour tester la cohérence des résultats — le test de sur-identification des restrictions de Hansen, le test d'orthogonalité de Hansen et le test d'autocorrélation des erreurs. Les trois tests valident la spécification de la régression estimée. Pour les spécifications dans lesquelles le nombre effectif d'instruments est proche ou supérieur au nombre de pays de l'échantillon, un échantillon restreint de variables de contrôle est utilisé pour réduire le nombre de variables explicatives.

⁷L'équipe du FMI remercie Kim Beaton, qui a bien voulu partager les bases de données utilisées dans Beaton, Ceborati et Komaromi (2017). Les codes informatiques utilisés dans ce chapitre s'appuient sur Beaton, Ceborati et Komaromi (2017) et sur Didier et Pinat (2017).

⁸Notez que ce coefficient est positif et statistiquement significatif lorsqu'un échantillon plus restreint de 82 pays est utilisé, limité aux pays avancés et aux pays émergents.

⁹Les limites de l'utilisation des variables retardées comme instrument dans un contexte de corrélation entre le commerce et la croissance ont été reconnues dans la littérature spécialisée, et les résultats devraient donc être interprétés avec prudence (Rodriguez et Rodrik, 2000; Feyrer, 2009).

Tableau 4.1. Ouverture commerciale et croissance économique

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
PIB par habitant initial	5.014*** (0.892)	4.618*** (0.827)	5.061*** (0.697)	5.664*** (0.909)	5.741*** (1.344)	5.730*** (1.516)
Niveau d'éducation de la pop. active	0.357 (0.468)	0.104 (0.594)	0.429 (0.474)	-0.358 (0.486)	-0.580 (0.498)	-0.436 (0.346)
Infrastructures	2.241*** (0.640)	2.087*** (0.540)	2.458*** (0.411)	2.574*** (0.697)	3.285*** (1.086)	2.908** (1.414)
Entrées d'IDE/PIB	0.667** (0.297)			0.761* (0.434)	1.313** (0.635)	1.102* (0.593)
Termes de l'échange				-7.435 (6.520)	-0.0830 (10.75)	3.335 (10.17)
Ouverture commerciale	2.446*** (0.781)	1.919*** (0.633)	1.996*** (0.620)	2.796*** (0.924)	2.240 (1.549)	2.122 (1.471)
Diversification des exportations		4.249** (1.839)				
Qualité des exportations			5.034* (2.892)			
Participation aux CVM				9.170** (4.075)		
Intégration en amont					6.642 (7.586)	9.771 (6.924)
Intégration en aval					11.72** (5.356)	
Valeur ajoutée nationale						48.01* (24.90)
Constante	30.66*** (6.340)	20.39*** (7.321)	15.01 (10.13)	68.21** (30.83)	35.92 (53.80)	19.05 (49.75)
Nombre d'observations	1,030	1,021	1,037	641	641	641
Nombre de pays	131	123	129	131	131	131
Nombre d'instruments	118	123	123	83	52	52
Variables auxiliaires de période	yes	yes	yes	yes	yes	yes
<i>Tests de validation</i>						
Test de sur-identification de Hansen	0.293	0.240	0.246	0.197	0.112	0.153
Test d'orthogonalité de Hansen	0.805	0.632	0.398	0.365	0.105	0.108
Valeur p de la statistique AR(2)	0.236	0.470	0.392	0.511	0.495	0.557

Source : calculs des services du FMI.

Note : La variable dépendante utilisée pour les régressions est la croissance du PIB par habitant. L'échantillon de variables est constitué de moyennes calculées pour 131 pays sur des périodes de cinq ans ne se chevauchant pas entre 1960 et 2013. Les erreurs-types robustes sont indiquées entre parenthèses. CVM = chaînes de valeur mondiales; IDE = investissement direct étranger.

*p < 0,1; ** p < 0,05; *** p < 0,01.

Bibliographie

- Aslam, A., N. Novta, and F. Rodrigues-Bastos. 2017. “Calculating Trade in Value Added.” IMF Working Paper 17/178, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Beaton, K., A. Cebotari, and A. Komaromi. 2017. “Revisiting the Link between Trade, Growth and Inequality: Lessons for Latin America and the Caribbean.” IMF Working Paper 17/46, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Borchert, I., B. Gootiiz, and A. Mattoo. 2014. “Policy Barriers to International Trade in Services: Evidence from a New Database.” *World Bank Economic Review* 28 (1): 162–88.
- Chang, R., L. Kaltani, and N. V. Loayza. 2009. “Openness Can Be Good for Growth: The Role of Policy Complementarities.” *Journal of Development Economics* 90: 33–49.
- Council of Economic Advisers. 2015. “The Economic Benefits of US Trade.” In *The Economic Report of the President*. Washington, DC.
- Dabla-Norris, E., K. Kochhar, N. Suphaphiphat, F. Ricka, and E. Tsounta. 2015. “Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective.” IMF Staff Discussion Note 15/13, International Monetary Fund, Washington, DC.
- de Sousa, J. 2015. “The Currency Union Effect on Trade is Decreasing over Time.” *Economics Letters* 117 (3): 917–20.
- Didier, T., and M. Pinat. 2017. “The Nature of Trade and Growth Linkages.” World Bank Policy Research Working Paper 8168, World Bank, Washington, DC.
- European Commission (EC). 2013. “Trade Sustainability Impact Assessment in Support of Negotiations of a DCFTA between the EU and Morocco and the EU and Tunisia.” Ecorys, Rotterdam.
- Faijgelbaum, P., and A. Khandelwal. 2016. “Measuring the Unequal Gains from Trade.” *Quarterly Journal of Economics* 131 (3): 1113–80.
- Feyrer, James. 2009. “Trade and Income—Exploiting Time Series in Geography.” NBER Working Paper 14910, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Frankel, J. A., and D. Romer. 1999. “Does Trade Cause Growth?” *American Economic Review* 89 (3): 379–99.
- Hausmann, R., C. A. Hidalgo, S. Bustos, M. Coscia, S. Chung, J. Jimenez, A. Simoes, and M. A. Yildirim. 2011. *The Atlas of Economic Complexity: Mapping Paths to Prosperity*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Helpman, E. 2016. “Globalization and Wage Inequality.” NBER Working Paper 22944, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

- Henn, C., C. Papageorgiou, and N. Spatafora. 2015. "Export Quality in Advanced and Developing Economies: Evidence from a New Dataset." WTO Staff Working Paper ERSD-2015-02, World Trade Organization, Economic Research and Statistics Division, Geneva.
- Hofmann, C., A. Osnago, and M. Ruta. 2017. "Horizontal Depth: A New Database on the Content of Preferential Trade Agreements." Policy Research Working Paper 7981, World Bank, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF), World Bank (WB), and World Trade Organization (WTO). 2017. "Making Trade an Engine of Growth for All: The Case for Trade and for Policies to Facilitate Adjustment." Policy Paper, Washington, DC.
- Jaumotte, F., S. Lall, and C. Papageorgiou. 2013. "Rising Income Inequality: Technology, or Trade and Financial Globalization?" *IMF Economic Review* 61 (2): 271–309.
- Kireyev, A. 2016. "WTO Accession Reforms and Competitiveness: Lessons for Africa and Low-Income Economies." In *African Perspectives on the Future of the WTO*, edited by P. Low, C. Osakwe, and M. Oshikawa. WTO and Cambridge University Press.
- Koopman, R., Z. Wang, and S. Wei. 2014. "Tracing Value-Added and Double Counting in Gross Exports." *American Economic Review* 104 (2): 459–94.
- Lederman, D., and W. Maloney. 2003. "Trade Structure and Growth." World Bank Working Paper 3025, World Bank, Washington, DC.
- Rodriguez, F., and D. Rodrik. 2000. "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence." *NBER Macroeconomics Annual* 15: 261–325.
- Rother, B., G. Pierre, D. Lombardo, R. Herrala, P. Toffano, E. Roos, A. G. Auclair, and K. Manasseh. 2016. "The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa." Staff Discussion Note 16/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Singh, T. 2010. "Does International Trade Cause Economic Growth? A Survey." *World Economy* 33 (11): 1517–64.
- Wei, Shang-Jin, and Z. Zhang. 2007. "Collateral Damage: Exchange Controls and International Trade." IMF Working Paper 07/8, International Monetary Fund, Washington, DC.
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2007/wp0708.pdf>.

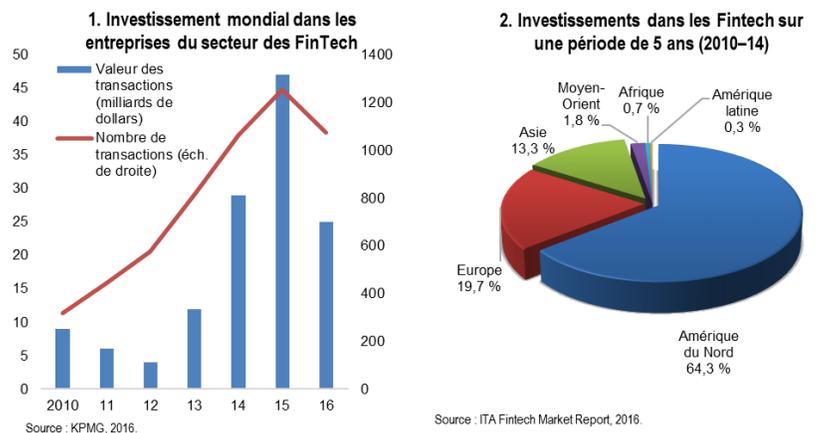
5. Libérer le potentiel des FinTech pour les régions MOANAP et CAC¹

Après un démarrage tardif, les FinTech², prennent leur essor dans quelques pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP)³ et commencent à s'implanter dans la région du Caucase et de l'Asie centrale (CAC). Pour ces deux régions, les FinTech pourraient relever les défis cruciaux qui consistent à améliorer l'accès aux services financiers, à promouvoir une croissance inclusive et à favoriser la diversification économique, en apportant des innovations capables d'ouvrir les services financiers à de vastes populations non bancarisées et de faciliter l'accès des PME à d'autres sources de financement. Les FinTech pourraient également contribuer largement à la stabilité financière en mettant les technologies au service du respect de la réglementation et de la gestion des risques. Elles peuvent aussi faciliter le commerce et l'envoi de fonds en fournissant des moyens de paiement transfrontières efficaces et bon marché, tandis que les administrations peuvent travailler de façon plus efficiente en recourant au paiement électronique. Pour libérer ce potentiel, des réformes supplémentaires sont nécessaires afin de combler les lacunes en matière de réglementation, de protection des consommateurs et de cybersécurité, d'améliorer le climat des affaires, de renforcer les infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'élever le niveau de connaissances financières.

La révolution FinTech

Les investissements mondiaux dans les FinTech connaissent depuis cinq ans une croissance rapide qui devrait se poursuivre. La valeur de ces investissements a plus que décuplé entre 2012 et 2015 (graphique 5.1). Bien que la consolidation du secteur aux États-Unis ait entraîné une baisse des investissements mondiaux en 2016, la croissance s'est poursuivie dans d'autres régions, dont le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Graphique 5.1
Tendances mondiales du secteur des FinTech



¹Préparé par Inutu Lukonga avec le concours de Sebastian Herrador. Pour une analyse plus détaillée, voir Lukonga (à paraître).

²Le Conseil de stabilité financière (CSF) définit les «FinTech», abréviation anglaise de «technologies financières», comme les innovations financières rendues possibles par les technologies et qui pourraient déboucher sur de nouveaux modèles économiques, applications, procédures ou produits, avec un effet considérable sur les marchés et institutions financiers ainsi que sur la fourniture de services financiers.

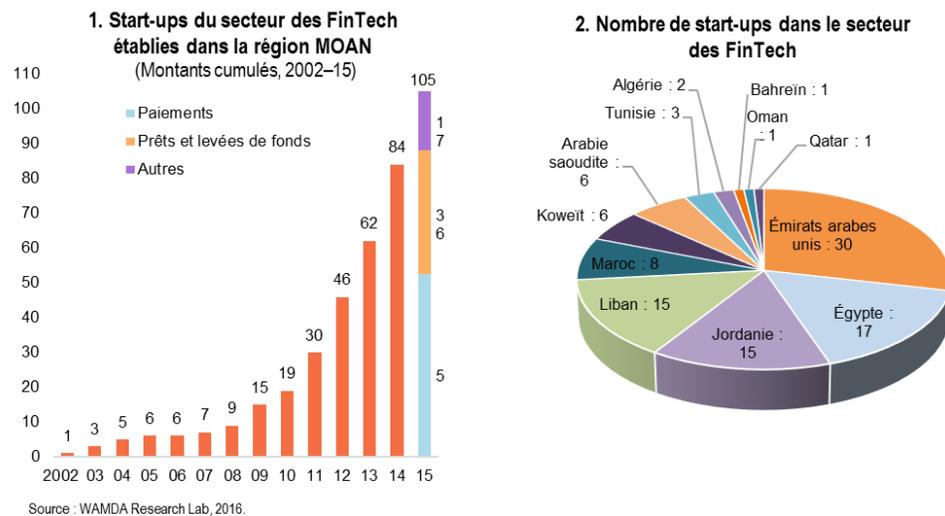
³La présence des FinTech en Afghanistan est négligeable.

(MOAN), et les investissements ont fortement rebondi au premier semestre de 2017 (KPMG, 2017).

L'écosystème des FinTech est encore balbutiant dans les régions MOANAP et CAC, mais les banques locales et d'autres entreprises se tournent massivement vers ces technologies. La région MOANAP est plus avancée que la région CAC dans le développement de ces technologies, mais les investissements sont concentrés dans quelques pays. Les États y jouent un rôle de premier plan pour encourager l'innovation en matière de FinTech, et l'arrivée d'entreprises internationales de ce secteur contribue encore à cet élan⁴. Selon une enquête récente portant sur douze pays de la région MOANAP (WAMDA, 2016), le nombre de start-ups a été multiplié par sept depuis 2009, avec une forte concentration des investissements en Égypte, aux Émirats arabes unis, en Jordanie et au Liban (graphique 5.2). Ces nouvelles entreprises se positionnent comme partenaires ou concurrentes des banques, qui exploitent également les technologies numériques pour adopter des modèles commerciaux plus centrés sur les clients. Dans certains pays (Djibouti, Égypte, Iraq, Pakistan, Somalie et Soudan), l'accès à Internet est plus restreint, mais les opérateurs de télécommunication sont présents sur les marchés et proposent des services de paiement mobiles. Dans la région CAC, les investissements dans les services financiers numériques sont jusqu'ici principalement consentis par les banques (Banque asiatique de développement, 2014). L'Arménie et le Kazakhstan sont en tête⁵.

Graphique 5.2

Tendances et caractéristiques des investissements dans les FinTech dans la région MOAN



Les activités de paiement et de prêt représentent l'essentiel des investissements en matière de FinTech dans les régions MOANAP et CAC, ce qui rejoint les tendances mondiales⁶. Dans la région MOANAP,

⁴L'aide publique se manifeste notamment sous forme de fonds de développement, d'incubateurs, d'accélérateurs et de bacs à sable réglementaires. En outre, plus de 20 start-ups américaines, australiennes, européennes ou d'autres pays sont présentes dans la région MOANAP.

⁵Aucune donnée sur le nombre et la valeur des start-ups du secteur des FinTech n'était disponible pour la région CAC.

⁶Les solutions de paiement comprennent les paiements mobiles et en ligne, les portefeuilles électroniques, les virements internationaux et les services fondés sur la technologie des chaînes de blocs, tels que les monnaies virtuelles. Les solutions de

les activités de paiement occupent 50 % des start-ups, les activités de prêt 30 % (graphique 5.2). Toutefois, les transactions en liquide prédominent encore, et les FinTech ne représentent qu'une relativement petite voie d'accès au financement pour les PME. Dans la région CAC, les investissements dans les technologies financières restent modestes, mais ils mettent également l'accent sur les systèmes de paiement (portefeuilles électroniques et crypto-monnaies).

Entraves au potentiel de croissance des FinTech

Dans les régions MOANAP et CAC, les conditions sont favorables pour le développement de solutions financières novatrices. Le grand nombre de jeunes⁷ constitue un vaste vivier de consommateurs potentiels, et la croissance du commerce électronique crée une demande de produits financiers numériques, tandis que la forte pénétration de la téléphonie mobile dans de nombreux pays permet de toucher facilement les clients. Il y a aussi une forte demande latente d'autres sources de financement et de moyens de paiements transfrontaliers, du fait de la présence de vastes populations non bancarisées, de PME mal desservies, de travailleurs migrants et de réfugiés⁸.

La croissance des FinTech reste toutefois limitée par d'importantes entraves structurelles, institutionnelles et relatives aux politiques publiques :

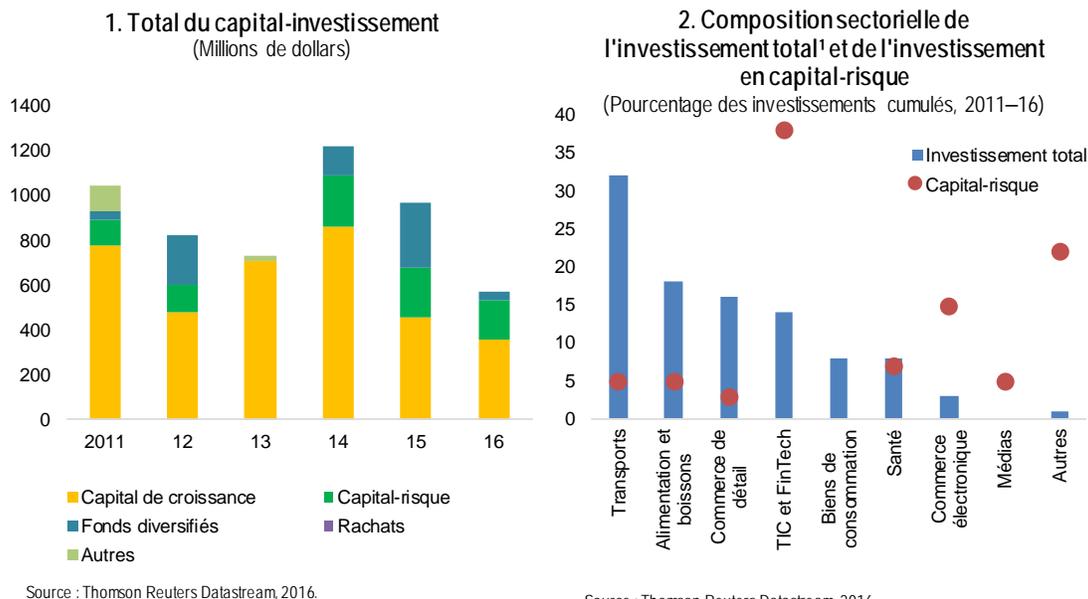
- *Le climat des affaires est globalement défavorable.* Fin 2016, seuls quatre pays (Arménie, Émirats arabes unis, Géorgie et Kazakhstan) figuraient dans le quartile supérieur du classement *Doing Business* de la Banque mondiale. En raison de restrictions persistantes à l'entrée de capitaux étrangers, les multinationales bien établies du secteur des FinTech peuvent difficilement pénétrer sur les marchés.
- *Le volume du capital-investissement et du capital-risque, qui ont soutenu la croissance des FinTech dans les pays avancés, reste faible.* Ainsi, la valeur totale des investissements en capital-investissement et en capital-risque dans la région MOAN stagnait à environ 1 milliard de dollars et a diminué en raison de la baisse des cours pétroliers (graphique 5.3). Les investissements restent par ailleurs concentrés aux Émirats arabes unis, et plusieurs facteurs limitent la croissance, dont une réglementation restrictive (BVCA, 2013).

prêt et de levée de fonds constituent l'activité de 30 % des start-ups, dont des plateformes de comparaison d'emprunts, des services de financement collectif et des systèmes de prêt de pair à pair (P2P).

⁷Plus de 60 % de la population de la région MOAN a moins de 25 ans. La proportion de jeunes est également élevée dans la région CAC.

⁸À titre d'exemple, les prêts aux PME représentent 8 % du total des prêts bancaires dans la région MOAN, contre 18 % en moyenne dans les pays à revenu intermédiaire, malgré le rôle essentiel des PME pour l'emploi et la croissance dans cette région (Lukonga *et al.*, 2014). Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont une grande source d'envois de fonds, tandis que l'Arménie, l'Égypte, la Géorgie, la Jordanie, le Kirghizistan, le Liban et le Tadjikistan sont d'importants destinataires (Lukonga *et al.*, 2016).

Graphique 5.3
Capital-investissement et capital-risque



Source : Thomson Reuters Datastream, 2016.

Source : Thomson Reuters Datastream, 2016.

¹Investissement total = somme du capital-investissement comprenant le capital de croissance, le capital-risque, les fonds diversifiés, les rachats et autres.

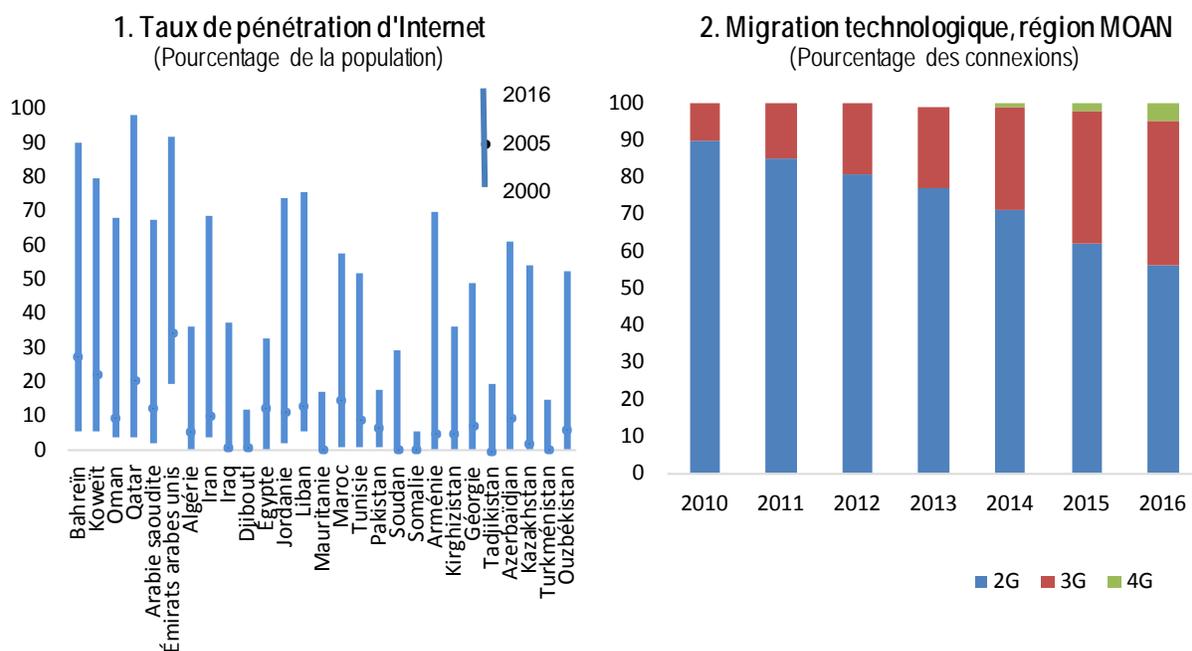
- *Des lacunes réglementaires donnent lieu à des incertitudes juridiques qui entravent la croissance du secteur.* Des cadres réglementaires sont en cours d'élaboration pour les services financiers numériques⁹, et la plupart des pays disposent à présent de lois relatives à l'émission de monnaie électronique, mais les progrès sont plus lents en ce qui concerne d'autres aspects réglementaires liés aux FinTech¹⁰. Ainsi, quelques pays seulement (Égypte, Maroc et Tunisie) ont adopté une législation relative aux services bancaires mobiles. Peu de pays se sont dotés de cadres de protection des consommateurs de services financiers ou de lois sur la protection des données personnelles (Banque mondiale, 2014). Les règles prudentielles n'ont pas été adaptées aux particularités des FinTech, et les exigences de fonds propres applicables aux banques constituent un obstacle difficile à franchir pour les start-ups.
- *Le taux de pénétration des TIC a sensiblement augmenté ces dernières années, mais la qualité et le coût des services d'accès à Internet et de téléphonie mobile freinent encore l'adoption des FinTech.* Internet s'étend désormais à tous les pays, mais le taux de pénétration reste faible dans plusieurs d'entre eux, et le haut débit est rare et cher. L'Azerbaïdjan, le Liban et les pays du Conseil de coopération du Golfe ont enregistré les plus grands progrès et présentent des taux de pénétration élevés pour l'accès

⁹L'Azerbaïdjan, le Kirghizistan et le Tadjikistan participent à des programmes de la Banque mondiale destinés à élaborer une réglementation relative aux services de paiement électronique et numérique, à faire connaître les avantages de ces services et à conseiller les entreprises désireuses de lancer des services financiers mobiles, dans le but de promouvoir l'inclusion financière de la population non bancarisée et de ramener dans le système financier officiel les fonds envoyés par les émigrés.

¹⁰Les Émirats arabes unis sont l'un des rares pays à se doter d'une réglementation relative aux FinTech à un stade précoce, notamment pour le financement collectif et les monnaies numériques.

Internet et la téléphonie mobile. D'autres pays (le Djibouti, le Pakistan, le Soudan, le Tadjikistan et le Yémen) ont un faible taux de pénétration tant pour Internet que pour la téléphonie mobile (graphique 5.4). Par ailleurs, l'absence d'interopérabilité entre les systèmes de paiement mobiles entraîne une fragmentation des marchés, et, dans certains pays (Arménie, Géorgie et Kirghizistan), le coût de la téléphonie mobile est prohibitif¹¹.

Graphique 5.4
Infrastructure Internet et mobile



Sources : International World Internet Statistics 2016; GSMA (Groupe Spécial Mobile Association), 2016.
Note : MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

- *Les services d'appui institutionnel restent limités.* Très peu de pays ont mis en place des incubateurs et des accélérateurs d'entreprises pour aider les start-ups à se développer (Égypte, Émirats arabes unis et Liban) ou des bacs à sable réglementaires pour permettre aux entreprises du secteur des FinTech et aux institutions financières classiques de tester des innovations en situation réelle (Abou Dhabi, Arabie saoudite et Bahreïn).
- *Du côté de la demande, le manque de confiance et d'éducation financière constitue des entraves majeures pour les start-ups du secteur des FinTech.* L'utilisation de ces technologies pour effectuer des paiements nécessite un certain niveau de confiance afin de réduire l'incertitude et de contenir les coûts de transaction (He *et al.*, 2017). L'enquête récente sur les start-ups du secteur dans la région MOAN révèle que la confiance est l'un des principaux obstacles, au même titre que la visibilité et que le niveau d'information de la clientèle (WAMDA, 2016). Le manque de confiance est également cité comme l'une des principales raisons de la collaboration plus fréquente entre ces start-ups et les banques.

¹¹Pour plus de 80 % de la population en Arménie, en Géorgie et au Kirghizistan, un abonnement de téléphonie mobile de base représente plus de 10 % du revenu des ménages (Banque mondiale, 2017a).

Les cyberattaques peuvent entraîner des perturbations de l'activité, des pertes financières, des atteintes à la réputation et des risques systémiques. Si la cybersécurité n'est pas renforcée, ces attaques pourraient devenir une entrave majeure. Les risques informatiques ne sont pas une spécificité des FinTech, mais la connectivité accrue des solutions numériques augmente le nombre de points d'entrée potentiels des pirates informatiques. En outre, même si les établissements financiers des régions MOANAP et CAC n'ont enregistré que quelques cyberattaques réussies, le nombre d'attaques visant les banques de cette partie du monde sont plus fréquentes (Symantec, 2017), évoluent rapidement et deviennent de plus en plus sophistiquées. En outre, le degré de préparation aux risques informatiques reste faible dans de nombreux pays. Fin 2016, seuls sept pays de la région MOANAP (l'Algérie, les Émirats arabes unis, l'Égypte, le Maroc, Oman, le Qatar et la Tunisie) et quatre de la région CAC (l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan) disposaient officiellement d'une réglementation en matière de cybercriminalité et de cybersécurité (UIT, 2017).

Les FinTech, une proposition de valeur pour les régions MOANAP et CAC

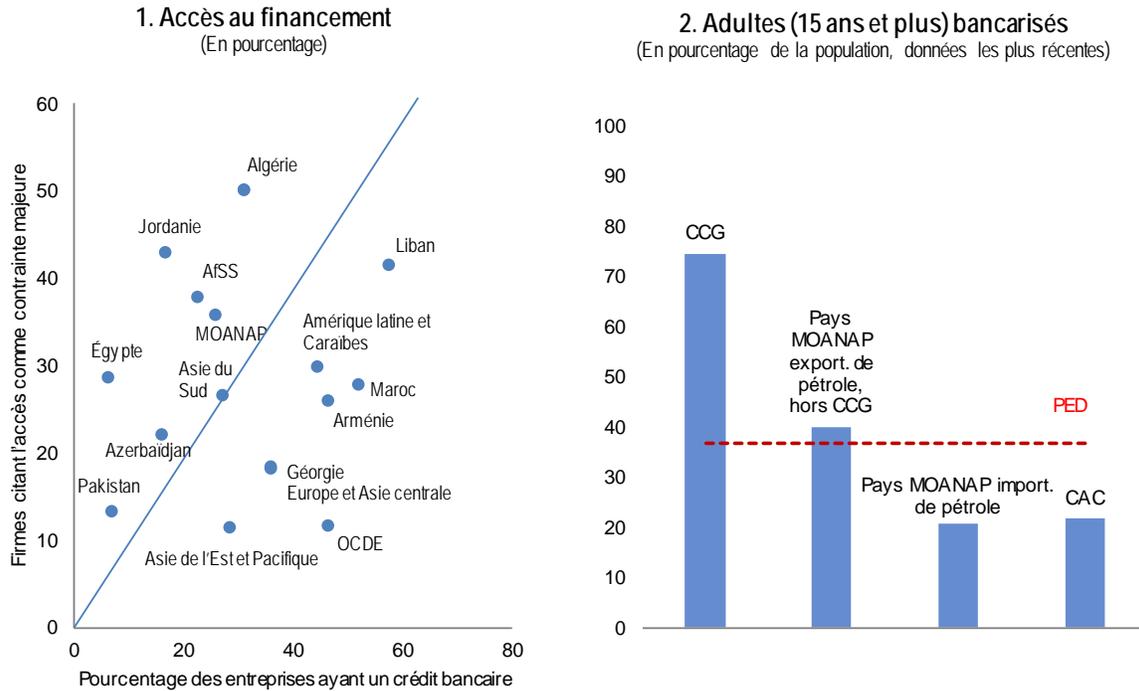
Les FinTech présentent d'importants avantages (encadré 5.1) et pourraient atténuer certains des grands problèmes auxquels ces régions sont confrontées. Outre les gains d'efficacité dans la fourniture de services financiers et l'amélioration de l'expérience client, les FinTech peuvent contribuer aux objectifs généraux en matière de croissance inclusive, de diversification économique et de stabilité financière de plusieurs façons :

- *Croissance inclusive et diversification économique grâce à l'inclusion financière¹²* : Le nombre de téléphones portables est supérieur au nombre de comptes bancaires dans de nombreux pays des régions MOANAP et CAC (graphiques 5.4 et 5.5). Encadrés de façon adéquate, les paiements mobiles peuvent donc contribuer à réduire la part de la population qui est non bancarisée (encadré 5.2). Les FinTech pourraient également fournir d'autres sources de financement pour les ménages et les PME grâce à des plateformes d'échange de crédit, telles que des systèmes de prêt de pair à pair (P2P), ou à des programmes de financement en ligne des échanges commerciaux, comme démontré en Chine et au Royaume-Uni (encadré 5.2). Les FinTech peuvent aussi contribuer à augmenter les prêts bancaires aux PME par l'application de technologies qui réduisent l'asymétrie d'information (systèmes d'analyse fondés sur les *mégadonnées*, par exemple) et qui fournissent des capacités accrues de tenue de registres de garanties (technologie des registres distribués). Par ailleurs, les paiements numériques laissent une trace qui permet aux prêteurs d'évaluer la solvabilité des plus petites entreprises. En facilitant l'accès au financement, qui est l'une des plus fortes entraves au développement des PME dans les régions MOANAP et CAC (Lukonga *et al.*, 2014), les FinTech pourraient stimuler la diversification économique, la croissance et l'emploi.
- *Commerce transfrontalier et envois de fonds* : Les FinTech et les innovations financières qu'elles permettent (monnaies virtuelles, registres distribués utilisant la technologie des chaînes de blocs, plateformes P2P, etc.) peuvent fournir des mécanismes de paiement transfrontaliers plus

¹²En avril 2016, le Conseil des gouverneurs des banques centrales arabes a adopté une «Journée arabe de l'inclusion financière», signe de la volonté d'accélérer l'inclusion financière dans la région.

efficaces, plus transparents et moins coûteux que les banques classiques ou les opérateurs de transfert de fonds qui dépendent des relations de correspondants bancaires. Cela pourrait atténuer certains problèmes dus à la diminution de ces relations dans certains pays des régions MOANAP et CAC (Erbenova *et al.*, 2016; FMI, 2017).

Graphique 5.5
Accès au financement dans la région MOANAP et CAC



Source : Banque mondiale.

Note : AFSS = Afrique subsaharienne; CAC = Caucase et Asie centrale; CCG = Conseil de coopération du Golfe; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques; PED = pays émergents et pays en développement.

- **Stabilité et intégrité financières** : Les FinTech peuvent contribuer à la stabilité financière en réduisant les coûts de fonctionnement des banques et en facilitant l'analyse de grands volumes de données aux fins de gestion des risques et de détection de la fraude. En outre, compte tenu des tensions géopolitiques persistantes, qui exacerbent la nécessité de lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, les technologies fondées sur les données pourraient contribuer au respect de la réglementation, à mesure que les pays passent de la phase d'amélioration de l'arsenal législatif à la phase de mise en œuvre de celui-ci.
- **Opérations budgétaires et monétaires** : La numérisation peut améliorer l'efficacité de la collecte des recettes publiques et des paiements, tandis que le développement des moyens de paiement électroniques peut réduire la fraude et contribuer à une meilleure transmission de la politique monétaire. Oman encourage déjà les paiements électroniques pour l'administration, et le Kazakhstan projette d'émettre des obligations d'État s'appuyant sur la technologie des registres distribués et la téléphonie mobile.

Libérer le potentiel des FinTech pour les régions MOANAP et CAC

Les dirigeants des régions MOANAP et CAC reconnaissent le potentiel des FinTech, et certains pays créent un cadre propice à leur développement, mais des efforts restent nécessaires dans plusieurs domaines prioritaires : combler des lacunes en matière de réglementation, de protection des consommateurs et de cybersécurité, améliorer le climat des affaires, combler les lacunes de l'infrastructure des TIC et adopter des mesures pour renforcer la confiance.

Les cadres juridiques et les pratiques réglementaires doivent être adaptés pour soutenir le développement des FinTech et veiller à la gestion des risques. Un réexamen des cadres juridiques et réglementaires ainsi que des dispositifs de surveillance et d'agrément pourrait assurer la clarté de la législation existante en ce qui concerne les produits financiers numériques et permettre un traitement approprié des nouveaux risques liés aux produits et modèles commerciaux innovants. Un recours accru à des *bacs à sable réglementaires* permettrait de mieux comprendre les risques liés aux FinTech et d'élaborer des règles adaptées. La réglementation doit également être fondée sur les activités, et non plus sur les entités (He *et al.*, 2017), et le cadre de collaboration doit inclure les autorités de réglementation des télécommunications.

Les réformes visant à assurer la mise en conformité avec les normes réglementaires internationales doivent être maintenues et combinées à une surveillance accrue. Bien que les normes réglementaires existantes remédient à certains risques liés aux innovations en matière de FinTech, la nature évolutive de ces technologies nécessite une surveillance constante pour repérer et pallier les risques émergents pour la stabilité financière. Les FinTech se développant à plus grande échelle, les autorités réglementaires et les banques centrales doivent en priorité surveiller les risques macrofinanciers, veiller à ce que ces nouvelles technologies ne deviennent pas des vecteurs de fraude, de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, repérer et gérer les risques opérationnels dus aux prestataires de services tiers, et veiller à la bonne santé des institutions financières et au fonctionnement sûr et efficace des systèmes de paiement, compte tenu du rôle accru des entreprises non financières. Pour rester pertinentes et efficaces, les capacités de surveillance doivent être renforcées.

Les cyberattaques posant des risques systémiques, leur prévention doit être une priorité absolue des autorités réglementaires. La connectivité accrue des solutions numériques augmente le nombre de points d'entrée pour les pirates informatiques, ce qui accroît le risque d'attaques réussies. Des dispositifs de cybersécurité sont nécessaires pour couvrir de façon complète les questions de prévention, de détection, de partage d'information, de surveillance et de redressement.

Des améliorations sont nécessaires dans les infrastructures des TIC afin de permettre aux entreprises de tirer parti des applications innovantes des FinTech. De nombreux pays doivent renforcer le taux de pénétration d'Internet et de la téléphonie mobile, augmenter la bande passante, réduire les coûts et veiller à l'interopérabilité des systèmes de paiement mobile.

Des réformes plus vastes du climat des affaires contribueront au développement des FinTech. La levée des restrictions imposées aux investissements étrangers pourrait donner accès à davantage de capitaux et accélérer l'expansion grâce à l'arrivée d'acteurs établis du secteur des FinTech. Il est également

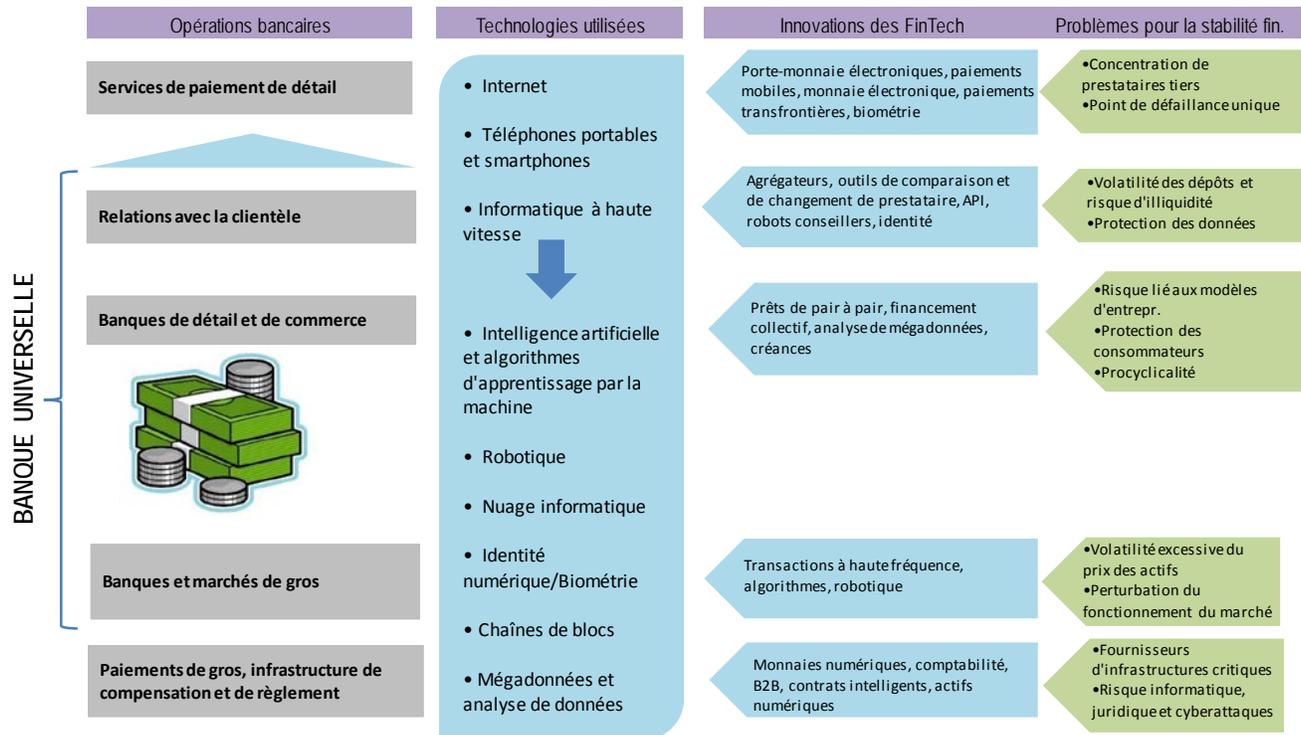
nécessaire de revoir les facteurs qui entravent le capital-investissement et le capital-risque et de réformer plus largement les marchés de capitaux.

Enfin, la promotion de l'éducation financière peut faciliter l'adoption et l'utilisation des services financiers numériques. Les programmes d'éducation financière doivent être étayés par des dispositifs de protection des consommateurs et pourraient nécessiter l'élaboration de nouvelles règles pour clarifier les droits et obligations au sein du nouveau paysage financier mondial (He *et al.*, 2017).

Encadré 5.1. Les FinTech en bref

Les technologies financières (FinTech) transforment le monde des services financiers. Elles ne sont pas nouvelles, mais elles ont subi un processus d'innovation et d'évolution au cours des siècles. La rapidité des progrès technologiques et la préférence des consommateurs pour les canaux numériques ont rendu possibles de nouveaux modèles commerciaux et l'arrivée de nouvelles entreprises non financières (de télécommunication ou de technologie informatique), plus agiles, qui proposent à leurs clients des services liés à des activités bancaires clés, telles que les systèmes de paiement de détail et de gros, les relations avec les clients, l'octroi de crédits ou la constitution de fonds propres, ainsi que des infrastructures pour les marchés financiers, des services de gestion de patrimoine et des assurances (graphique 5.1.1).

Graphique 5.1.1
Les innovations des FinTech et la stabilité financière



Les FinTech ouvrent des perspectives immenses. Les consommateurs bénéficient de coûts réduits, de paiements en temps réel, d'un choix plus vaste et plus pratique. Les FinTech permettent aux particuliers et aux PME mal desservis d'accéder plus facilement à des services financiers et contribuent ainsi à une croissance plus vigoureuse et plus inclusive. Les administrations peuvent utiliser des plateformes numériques pour améliorer l'efficacité de la collecte des recettes et des paiements. Les banques peuvent exploiter ces technologies pour gagner en efficacité, renforcer la gestion des risques et améliorer la conformité réglementaire (voir Lukonga, à paraître, et FSB, 2017).

Les FinTech ont également des implications pour la stabilité financière. Elles sont exposées aux risques opérationnels, aux risques en matière de crédit, de liquidités et de concentration, et à d'autres risques pour la stabilité financière, tels que la procyclalité et la finance parallèle, et pour l'intégrité financière. Ces risques ne sont pas nouveaux, mais ils pourraient être accentués en raison du rythme de croissance des FinTech, de nouvelles formes d'interconnexion et de la dépendance accrue à des prestataires de services tiers (cloud computing, services de gestion de données) qui échappent au périmètre réglementaire et pourraient faire l'objet de concentrations. L'émergence d'entreprises d'importance systémique dans le secteur des FinTech, les perturbations causées par les grandes entreprises technologiques (dont Amazon, Google, Apple et Facebook) et la hausse des risques de cyberattaques (voir FSB, 2017) constituent aussi des risques potentiels.

Encadré 5.2. FinTech : l'expérience internationale

L'expérience de certains pays en matière de technologies financières (FinTech) montre qu'il est important de trouver l'équilibre entre la supervision réglementaire, la flexibilité nécessaire à l'innovation et la gestion des risques informatiques. Divers éléments contribuent à la croissance de ces technologies : règles et politiques favorables, incubateurs et accélérateurs spécifiques, collaboration étroite avec les acteurs du privé (entreprises traditionnelles et nouveaux venus des FinTech), clarté des directives, disponibilité des capitaux d'amorçage et de croissance (y compris l'ouverture aux investissements étrangers), qualité des infrastructures pour Internet et la téléphonie mobile, disponibilité de compétences locales, structure du marché et degré de développement financier.

Aux *États-Unis*, les entreprises du secteur des FinTech couvrent tous les aspects du monde financier, et leur croissance est favorisée par la grande qualité des infrastructures et l'abondance de travailleurs qualifiés et de capitaux. Les aides publiques sont limitées, et l'incertitude réglementaire engendrée par les nombreuses autorités de réglementation au niveau fédéral est considérée dans ce secteur comme un frein à la croissance. Des problèmes de gouvernance, de contrôle interne et de qualité des actifs ont touché plusieurs sociétés de prêt recourant au système des places de marché virtuelles; c'est le cas, par exemple, du Lending Club. En matière de cybersécurité, des mesures techniques de pointe ont été conçues, ce qui n'a pas empêché plusieurs cyberattaques qui ont compromis les données de nombreux clients.

Le *Royaume-Uni* a connu une forte croissance pour les plateformes de pair à pair, les paiements en ligne, les produits d'exploitation de données et d'analyse, les échanges sur les marchés de capitaux et les assurances. Cette croissance a été soutenue par des mesures gouvernementales et réglementaires favorables. En 2014, l'Autorité de bonne conduite financière a lancé le programme «Project Innovate», qui comprend un carrefour d'innovation et un bac à sable réglementaire. Les banques sont également tenues d'orienter les PME vers d'autres prestataires de services financiers si elles ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins de financement. Même si le volume de crédit octroyé par le secteur des FinTech reste faible, la part de marché des banques principalement en ligne ou uniquement mobiles et d'autres prestataires de services financiers est rapidement passée de 4 % en 2012 à 12 % en 2014 (Ernst and Young, 2016b). La surveillance prudentielle des prêts de pair à pair a permis une croissance importante du crédit octroyé par l'intermédiaire de plateformes de prêt, tout en contenant les risques. Le Royaume-Uni a également beaucoup investi dans la cybersécurité, mais la récente cyberattaque «Wannacry» a mis en lumière la vulnérabilité de plusieurs entreprises des secteurs financier et non financier, ce qui indique que le travail de protection doit être constant.

En *Chine*, la croissance des FinTech est stimulée par la forte croissance du commerce électronique, l'augmentation rapide du taux de pénétration d'Internet et de la téléphonie mobile et le grand nombre de consommateurs insuffisamment desservis par les institutions financières classiques, ainsi que par une réglementation favorable et un accès facile aux capitaux. Les personnes sous-bancarisées (ou non bancarisées) et les PME ont massivement profité des plateformes de prêt de pair à pair et des sociétés de commerce électronique s'appuyant sur les informations commerciales des utilisateurs. Des règles prudentielles et un cadre de protection des données personnelles ont été mis en place à la suite de problèmes récents dans le secteur des transactions de pair à pair et de fuites de données, mais cette réglementation reste relativement peu contraignante. La Chine a adopté une législation plus rigoureuse en matière de sécurité au lendemain de l'attaque mondiale du logiciel rançonneur «Wannacry», qui a touché les opérations du secteur bancaire (Ernst and Young, 2016a).

Des modèles d'inclusion financière numérique réussie sont apparus en *Afrique subsaharienne*, de même que de nouvelles approches en matière de réglementation et de surveillance. On peut citer le système M-Pesa, au Kenya, qui s'est appuyé sur les technologies mobiles pour toucher 80 % des ménages en quatre ans (Banque mondiale, 2016). La Banque centrale du Kenya a également adopté une approche pragmatique de la réglementation (et non institutionnelle), qui permet aux banques et aux entreprises de secteurs non financiers (y compris les opérateurs de téléphonie mobile) de fournir des services financiers mobiles. Des pays de l'Afrique de l'Ouest ont également déployé avec succès des technologies facilitant les services financiers transfrontières, dont les envois de fonds.

Bibliographie

Asian Development Bank (ADB). 2014. “Making Mobile Financial Services Work for Central and West Asian Countries”, Technical Assistance Consultant Report, Manilla.
<https://www.adb.org/projects/documents/making-mobile-financial-services-work-cwa-tacr>.

British Private Equity and Venture Capital Association (BVCA) 2013. “Guide to Private Equity & Venture Capital in the Middle East & Africa.” London.
<https://www.bvca.co.uk/Portals/0/library/documents/ME-Africa%20Guide-Sept13-web.pdf>.

Erbenova, M., Y. Liu, N. Kyriakos-Saad, A. López-Mejía, G. Gasha, E. Mathias, M. Norat, F. Fernando, and Y. Almeida, 2016. “Recent Trends in Correspondent Banking Relations: A Case for Policy Action.” IMF Staff Discussion Note 16/16, International Monetary Fund, Washington, DC.

Ernst and Young. 2016a. “The Rise of FinTech in China: Redefining Financial Services.” London.
www.ey.com/.../ey-the-rise-of-fintech-in-china/.../ey-the-rise-of-fintech-in-china.pdf.

_____. 2016b. “UK Fintech on the Cutting Edge: An Evaluation of the International Fintech Sector.” Commissioned by HM Treasury. London. www.ey.com/Publication/...FinTech-On.../EY-UK-FinTech-On-the-cutting-edge.pdf.

Financial Stability Board (FSB). 2017. “Financial Stability Implications from Fintech: Supervisory and Regulatory Issues That Merit Authorities Attention.” Basel.
www.fsb.org/wpcontent/uploads/R270617.pdf.

GSMA Intelligence. 2016. “The Mobile Economy Middle East and North Africa 2016”. London.
<https://www.gsma.com/mobileeconomy/mena>.

He, D., R. Leckow, V. Haksar, T. Mancini-Griffoli, N. Jenkinson, M. Kashima, T. Khiaonarong, C. Rochon, and H. Tourpe. 2017. “Fintech and Financial Services: Initial Considerations.” IMF Staff Discussion Note 17/05, International Monetary Fund, Washington, DC.

International Monetary Fund (IMF). 2017. “Recent Trends in Correspondent Banking Relationships—Further Considerations”. Washington, DC.

International Telecommunication Union (ITU). 2017. Global Cybersecurity Index. Geneva: ITU.
https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-GCI.01-2017-PDF-E.pdf.

KPMG. 2017. “The Pulse of Fintech, Q2 2017.” KPMG International, Zurich.
<https://home.kpmg.com/xx/en/home/insights/2017/07/the-pulse-of-fintech-q2-2017.html>.

Lukonga, I. Forthcoming. “Fintech, Inclusive Growth, and Cyber Risks: A Focus on the MENA and CCA.” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

Lukonga I, N. Mwase and M. Souisi. 2016. "Oil Prices, Macro Financial Linkages and Financial Stability Risks in the MENA and CCA". Unpublished, International Monetary Fund, Washington, DC.

Lukonga, I., S. Naceur, G. Hadjian, and A. Al-Hassan. 2014. "Access to Finance for Small and Medium-Sized Enterprises in the MENAP and CCA Regions. *Regional Economic Outlook: Middle East and Central Asia*. Washington, DC: International Monetary Fund, October.

Symantec. 2017. "2017 Internet Security Threat Report." Vol. 22. Mountain View, CA.
<https://www.symantec.com/security-center/threat-report>.

WAMDA. 2016. "State of Fintech in MENA: Unbundling the Financial Services Industry."
<https://www.wamda.com/research/fintech-mena-unbundling-financial-services-industry>.

World Bank. 2014. Global Survey on Consumer Protection and Financial Literacy. Oversight Frameworks and Practices in 114 Economies. Washington, DC: World Bank.

_____. 2017a. "World Development Report. Reaping the Digital Dividends." Washington, DC.

_____. 2017b. "Doing Business 2017: Equal Opportunity for All." Washington, DC.